

Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires

1067

1067

NATIONS UNIES

UN LIBRARY

Département des affaires politiques
et des affaires du Conseil de sécurité

MAR 20 1978

Centre des Nations Unies pour le désarmement

UN/SA COLLECTION

Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires

Version mise à jour
du rapport du Secrétaire général



NATIONS UNIES
New York, 1978

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

A/32/88/Rev.1 ✓

PUBLICATION DES NATIONS UNIES

Numéro de vente : F.78.IX.1 ✓

Prix : \$ E.-U. 6,00
(ou l'équivalent en monnaie du pays)

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	v
Résolution 32/75 adoptée par l'Assemblée générale le 12 décembre 1977	vi
Lettre d'envoi	viii
INTRODUCTION	1
 <i>Chapitres</i>	
I. — DYNAMIQUE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS	5
II. — LA COURSE AUX ARMEMENTS SOUS L'ANGLE DES RES- SOURCES	25
III. — LA COURSE AUX ARMEMENTS ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	42
IV. — CONSÉQUENCES INTERNATIONALES DE LA COURSE AUX ARMEMENTS	62
V. — CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	77
<i>ANNEXES</i>	
I. — Résolution 3462 (XXX) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1975	83
II. — Budget des dépenses militaires comparé à d'autres statis- tiques : moyennes annuelles, 1973-1975	85
III. — Bibliographie	92

AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le présent rapport a été établi par le Groupe d'experts consultants sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, que j'ai nommé en application de la résolution 3462 (XXX) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1975. Dans cette résolution, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général de procéder, avec l'assistance de consultants qualifiés nommés par lui, à une mise à jour du rapport intitulé *Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires*¹, portant sur les principaux aspects de ce rapport et tenant compte de tous faits nouveaux qu'il jugerait nécessaires.

Au nom de l'Organisation des Nations Unies, je tiens à remercier les membres du Groupe d'experts consultants pour le rapport qu'ils ont adopté à l'unanimité et je recommande ce rapport à l'attention des gouvernements, des organismes du système des Nations Unies et de l'opinion publique mondiale.

Conformément au paragraphe 2 de la résolution 3462 (XXX) de l'Assemblée générale, j'ai transmis ledit rapport à l'Assemblée générale pour qu'elle l'examine à sa trente-deuxième session.

Le Secrétaire général,



Kurt WALDHEIM

¹ A/8469/Rev. 1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.IX.16).

**RÉSOLUTION 32/75 ADOPTÉE
PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LE 12 DÉCEMBRE 1977**

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée « Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde »,

Rappelant ses résolutions 2667 (XXV) du 7 décembre 1970, 2831 (XXVI) du 16 décembre 1971, 3075 (XXVIII) du 6 décembre 1973 et 3462 (XXX) du 11 décembre 1975,

Profondément préoccupée par le fait que, malgré les appels renouvelés de l'Assemblée générale en vue de l'application de mesures efficaces visant à arrêter la course aux armements, en particulier aux armements nucléaires, celle-ci a continué à s'accélérer à un rythme alarmant, absorbant des ressources matérielles et humaines énormes au détriment du développement économique et social de tous les pays et constituant un grave danger pour la paix et la sécurité dans le monde,

Considérant que l'accélération constante de la course aux armements n'est pas compatible avec les efforts visant à instaurer un nouvel ordre économique international, tel qu'il est défini dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, contenus dans les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1^{er} mai 1974, dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats figurant dans la résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée, en date du 12 décembre 1974, ainsi que dans d'autres résolutions de l'Assemblée, et que ces efforts impliquent plus que jamais une action résolue de tous les Etats pour réaliser l'arrêt de la course aux armements et l'application de mesures efficaces de désarmement, en particulier dans le domaine nucléaire,

Consciente que le désarmement est une question qui préoccupe profondément tous les Etats et qu'il est donc urgent de donner à tous les gouvernements et à tous les peuples les informations qui leur permettent de comprendre la situation dans le domaine de la course aux armements et du désarmement,

Rappelant que le Secrétaire général a été prié par l'Assemblée générale, dans sa résolution 3462 (XXX), de procéder, avec l'assistance d'experts qualifiés nommés par lui, à une mise à jour du rapport de 1971 intitulé *Les*

*conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires*¹, portant sur les principaux aspects de ce rapport et tenant compte de tous faits nouveaux qu'il jugerait nécessaires, et de le transmettre à l'Assemblée à temps pour qu'elle l'examine lors de sa trente-deuxième session,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires mis à jour par le Secrétaire général² et exprime l'espoir que ce rapport contribuera à centrer les futures négociations en vue du désarmement sur le désarmement nucléaire et sur l'objectif d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace;

2. *Remercie* le Secrétaire général et les experts, ainsi que les gouvernements et les organisations internationales qui ont aidé à mettre le rapport à jour;

3. *Décide* de transmettre le rapport à l'Assemblée générale lors de sa session extraordinaire consacrée au désarmement, qui se tiendra à New York entre le 23 mai et le 28 juin 1978;

4. *Recommande* que les conclusions du rapport mis à jour sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires soient prises en considération lors des futures négociations en vue du désarmement;

5. *Prie* le Secrétaire général de faire reproduire le rapport en tant que publication de l'Organisation des Nations Unies et de lui donner la plus large publicité possible en autant de langues qu'on le juge souhaitable et réalisable;

6. *Recommande* à tous les gouvernements d'assurer au rapport la plus large diffusion possible et notamment sa traduction dans leurs langues nationales respectives;

7. *Invite* les institutions spécialisées ainsi que les organisations intergouvernementales, nationales et non gouvernementales à user des moyens dont elles disposent pour faire largement connaître le rapport;

8. *Réaffirme* sa décision de continuer à examiner de façon suivie la question intitulée « Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde » et décide de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-cinquième session.

*100^e séance plénière
12 décembre 1977*

¹ A/84/69/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.IX.16).

² A/32/88 et Corr.1 et A/32/88/Add.1.

LETTRE D'ENVOI

Le 8 juillet 1977

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint le rapport du Groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, que vous avez constitué en application du paragraphe 2 de la résolution 3462 (XXX) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1975.

Les consultants nommés comme suite à ladite résolution étaient les suivants :

- M. Simón Alberto CONSALVI,
Représentant permanent du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York;
- M. Hendrick de HAAN,
Professeur de relations économiques internationales à l'Université de Groningue (Pays-Bas);
- M. Dragomir DJOKIĆ,
Conseiller de la Mission permanente de la Yougoslavie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève;
- M. Gheorghe DOLGU,
Professeur d'économie, président de l'Académie des études économiques de Bucarest;
- M. Vasily S. EMELYANOV,
Membre correspondant de l'Académie des sciences de l'URSS;
- M. Plácido García REYNOSO,
Ancien professeur d'économie à l'Université nationale du Mexique;
- M. Saad M. HASHMI,
Représentant permanent adjoint de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York;
- M. Ronald H. HUISKEN,
Chercheur invité au Centre d'études sur la stratégie et la défense de l'Université nationale australienne;
- M. Ladislav MATEJKA,
Vice-Ministre, Présidium du Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque;

- M. Akira MATSUI,
Conseiller au Ministère des affaires étrangères du Japon;
- M. Isaac M. RANDOLPH,
Ancien commissaire aux douanes (Libéria);
- M. Kurt W. ROTHSCHILD,
Professeur d'économie à l'Université de Linz (Autriche);
- M. Yves ULLMO,
Directeur des synthèses à l'Institut national de la statistique et des
études économiques (Paris).

Ce rapport a été établi entre juillet 1976 et juillet 1977, période au cours de laquelle le Groupe a tenu trois sessions, les deux premières à New York, respectivement du 26 au 30 juillet 1976 et du 28 février au 11 mars 1977, et la troisième à Genève, du 4 au 8 juillet 1977.

Les membres du Groupe d'experts expriment leur gratitude aux fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies pour l'assistance qu'ils leur ont fournie. Ils remercient tout spécialement M. Rolf Björnerstedt, sous-secrétaire général, qui a représenté le Secrétaire général au sein du Groupe, M. Liviu Bota, qui a rempli les fonctions de secrétaire du Groupe, et M. Anders Boserup, de l'Université de Copenhague, qui a fait office de consultant auprès du Secrétariat.

Le Groupe d'experts m'a chargé, en ma qualité de président, de vous remettre en son nom le présent rapport, qui a été approuvé à l'unanimité.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Président du Groupe d'experts,



Gheorghe DOLGU

Son Excellence M. Kurt Waldheim
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
New York

INTRODUCTION

1. La menace qui pèse le plus lourdement sur l'humanité est celle d'une autodestruction totale provoquée par une guerre nucléaire. Depuis nombre d'années déjà, les arsenaux nucléaires sont suffisants pour anéantir la terre entière, et pourtant on continue à accumuler et à perfectionner les armes nucléaires, aggravant ainsi les dangers et donnant à l'homme toujours plus de moyens de provoquer sa propre perte.

2. Il est illusoire de nos jours de se croire vraiment protégés parce qu'on s'arme davantage. Le monde est depuis longtemps arrivé au point où la sécurité ne peut être recherchée que par le désarmement et le développement de la coopération internationale entre tous les pays et dans tous les domaines par la création, sur la base de l'avantage mutuel, de liens qui permettent d'éliminer les sources actuelles de tension ou de conflit et d'enlever toute justification au recours à la force dans les relations internationales. En accroissant constamment les risques militaires et en entravant le plein développement de cette coopération, la course effrénée aux armements renforce les divergences politiques, perpétue les affrontements et mine la sécurité.

3. La course aux armements entraîne pour l'humanité des dépenses astronomiques. Des dizaines de millions d'hommes servent dans les forces armées des pays du monde entier, des dizaines de millions d'autres exercent des activités liées aux besoins militaires. Au cours des cinq dernières années, les dépenses militaires mondiales ont dépassé le chiffre de 1 800 milliards de dollars aux prix actuels. Dans le même temps, presque tous les pays doivent encore résoudre de vastes problèmes sociaux. Services publics, santé, enseignement, logement, protection de l'environnement et progrès économique et social en général, ce sont là autant de domaines privés des ressources qu'engloutit la course aux armements.

4. Ce sont les forces militaires des plus grandes puissances et l'immense pouvoir destructeur des armes dont elles sont équipées qui font planer sur le monde la menace la plus lourde. Mais le renforcement du potentiel militaire dans d'autres régions du monde présente aussi de très graves dangers. Des pays tiers ou les grandes puissances elles-mêmes pourraient être amenés à intervenir dans des conflits se produisant dans ces régions, et, quand bien même ils ne le feraient pas, l'expérience des décennies écoulées montre toute l'étendue des ravages que peuvent causer les armes modernes, même celles du type dit « classique ».

5. Ce sont là quelques-uns des traits saillants du premier rapport sur *Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des*

dépenses militaires, qui a été présenté à l'Assemblée générale en 1971¹. Ils n'ont rien perdu aujourd'hui de leur validité. En fait, depuis cette date, les arsenaux n'ont fait que croître en volume et en complexité et de nouveaux types d'armes dotées d'un pouvoir encore plus destructeur ont été mis au point ou sont devenus opérationnels. La menace inhérente à cette gigantesque accumulation d'armement, d'engins nucléaires en particulier, continue d'augmenter. Le coût de la course aux armements pour le monde dans son ensemble et pour la grande majorité des pays continue lui aussi d'augmenter, et, de leur côté, les problèmes du développement et les besoins sociaux gardent tout leur caractère d'urgence. La menace de guerre, le risque d'extermination finale et les immenses coûts humains et matériels de la course aux armements demeurent donc les raisons qui font du désarmement une nécessité impérieuse.

6. Mais plusieurs choses ont changé depuis 1971; certains faits sont entièrement nouveaux, d'autres ne sont que la simple extrapolation de tendances déjà apparentes dans les années 60, mais tous rendent plus urgent le désarmement. Comme il était prévisible, les grandes puissances n'ont fait aucun progrès vers une réduction réelle de leurs arsenaux, continuant au contraire à les développer et à les perfectionner, si bien qu'il est devenu de plus en plus difficile de limiter géographiquement la course aux armements. De nouvelles puissances commencent à dominer militairement leur région et l'on note un nombre croissant de pays, sur tous les continents, qui sont peu à peu pris dans l'engrenage et acquièrent des armes de plus en plus complexes.

7. En ce qui concerne le coût de cette course aux armements, la situation a également empiré. De nombreux pays ont passé, durant les années 70, par une période de récession sévère et de forte inflation. Beaucoup d'autres, indirectement touchés par les conséquences de cette crise sur le commerce international et par la dislocation du système international des paiements, se sont vus contraints bien souvent de réviser en baisse les programmes sociaux et économiques qu'ils avaient entrepris. En même temps, mais en partie pour d'autres raisons, les problèmes de la protection de l'environnement et de la conservation des ressources ont acquis une nouvelle importance et ont suscité de plus en plus d'appréhension. Dans ce contexte d'un avenir économique assombri et d'une prise de conscience accrue de la rareté des ressources et de la fragilité de l'environnement physique, le gaspillage stupide et sans mesure que perpétue la course aux armements apparaît de plus en plus absurde et inacceptable.

8. Dans le domaine des relations internationales également, de profonds changements se sont produits. De nouveaux pays et groupes de pays ont pris leur place sur le devant de la scène économique et politique. Les schémas d'alignement traditionnels apparaissent bien souvent comme une entrave au progrès social des pays et au développement de la coopération internationale sur la base de la souveraineté, d'une participation égale de tous les Etats et de

¹ A/84/69/Rev.1, publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.IX.16 (ci-après dénommée « le rapport de 1971 »).

l'égalité des droits et des devoirs. Ces tendances ont trouvé leur expression la plus systématique et la plus explicite dans les décisions concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

↳ 9. Les années 70 ont été proclamées Décennie du désarmement. Aux deux tiers du parcours, il est déjà possible d'établir un bilan provisoire. Cette période a été caractérisée par une consolidation de la détente entre les principaux protagonistes de la course aux armements et par l'adoption d'un certain nombre d'accords partiels, bilatéraux et multilatéraux, sur la limitation des armements. La Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe a revêtu une importance particulière pour le renforcement de la détente. Mais ces résultats sont loin d'être suffisants pour renverser ou même enrayer le mouvement. Il est déjà manifeste que la Décennie du désarmement n'aboutira pas aux résultats escomptés et qu'en dressant les plans pour la prochaine décennie, les raisons de cet échec devront être examinées avec soin. Il ne saurait en effet être question d'abandonner cet effort : un désarmement véritable et substantiel demeure une tâche de la plus grande urgence, en particulier pour les armes nucléaires et tout spécialement pour les pays dont les arsenaux et les budgets militaires sont les plus considérables. Tous les pays et tous les gouvernements partagent la responsabilité de prendre des mesures efficaces pour arrêter et inverser la course aux armements afin d'assurer une sécurité véritable et d'éliminer l'une des principales entraves au progrès économique et social.

10. En mettant à jour le rapport de 1971, nous en avons dans l'ensemble conservé la structure originale. Le chapitre premier est une esquisse générale de la course aux armements sous sa forme actuelle. On y montre surtout combien l'effort d'innovation technologique permanente des armements est devenue indéracinable et on y examine les conséquences de cette caractéristique centrale de la course aux armements. L'effort d'amélioration qualitative des armements a conduit à un certain nombre de réalisations techniques qui pourraient avoir d'incalculables conséquences sur le plan militaire et stratégique. C'est aussi l'une des principales causes de la tendance à la prolifération horizontale, c'est-à-dire à la dissémination des armes dans un nombre croissant d'Etats. A plusieurs égards, les forces qui poussent à la course aux armements se renforcent et se diversifient en même temps que le souci d'améliorer sans cesse la technologie militaire devient prédominant. Tout cela a des conséquences directes sur l'approche à adopter en matière de désarmement.

11. Le chapitre II contient une évaluation des coûts astronomiques et toujours croissants de la course aux armements en ressources matérielles, humaines et financières. La véritable ampleur de ce gaspillage et son caractère intolérable deviennent manifestes lorsqu'on compare ces coûts aux besoins non satisfaits et pressants dans les domaines du développement économique, de la nutrition, de la santé, de l'enseignement, de la protection de l'environnement, du développement de nouvelles sources d'énergie et de matières premières, et dans bien d'autres domaines encore.

12. Mais les effets économiques et sociaux nuisibles de la course aux armements ne se limitent pas au gaspillage de ressources qu'elle entraîne, et

les chapitres III et IV contiennent une analyse de ses incidences plus larges sur le plan social, économique, politique et sur celui de la sécurité. Par commodité, on a fait une distinction, arbitraire à certains égards, entre les incidences nationales et les incidences internationales. Au chapitre III, on examine donc les conséquences du maintien d'un important secteur militaire sur l'évolution générale de la société dans les divers pays. Parmi les principaux thèmes abordés, on peut citer les effets négatifs sur la croissance économique et le développement, le rôle que d'importants budgets militaires peuvent avoir joué dans le renforcement des tendances à l'inflation et des déséquilibres économiques dans certains pays, et enfin les conséquences sociopolitiques dans le sens le plus large de l'apparition de secteurs de la société qui peuvent avoir intérêt à la continuation de la course aux armements.

13. Le chapitre IV traite des conséquences internationales de la course aux armements. Bien entendu, la plus importante, et de loin, est la menace de guerre qu'elle implique et qu'elle accroît, y compris le risque d'un holocauste final. Mais il est à peine exagéré de dire qu'outre cette considération la course aux armements dans laquelle le monde est engagé affecte presque tous les autres aspects des relations internationales par le schéma d'alignements et d'affrontements qu'elle crée et par l'altération qu'elle apporte aux courants du commerce mondial et de l'assistance internationale, au transfert des techniques et à d'autres échanges. Il existe en particulier une incompatibilité évidente entre la continuation de la course aux armements et la restructuration des relations entre Etats sur la base de l'égalité et de la coopération qu'impliquent les programmes entrepris pour instaurer un nouvel ordre économique international.

Chapitre premier

DYNAMIQUE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

14. Depuis nombre d'années, les dépenses militaires absorbent, dans l'ensemble du monde, près de 350 milliards de dollars par an aux prix actuels. Les six premiers pays du monde par l'importance du budget militaire² y consacrent à eux seuls les trois quarts de cette somme. Cinq à six pour cent de la production mondiale de biens et services s'en vont en dépenses militaires. Dans la plupart des pays, la proportion du produit national ainsi détournée se situe entre 2 et 8 p. 100, mais il en est où elle est inférieure à 1 p. 100 ou, au contraire, à l'autre extrême, dépasse 30 p. 100.

15. La course aux armements est de plus en plus un phénomène d'envergure mondiale; son intensité varie sensiblement d'une partie du monde à l'autre, mais elle touche presque tous les pays et aucune grande région n'y échappe. Sa manifestation la plus importante, et de loin, est la rivalité qui oppose sur le plan des armements les plus grandes puissances militaires. C'est là que ce phénomène entraîne le détournement de ressources le plus massif, qu'il recèle le danger le plus menaçant et qu'il communique à la course mondiale aux armements l'essentiel de son impulsion. Cette rivalité est encore plus forte que ne le laissent supposer l'énormité et l'accroissement rapide des arsenaux, car elle a un caractère qualitatif plutôt que quantitatif, les nouvelles armes étant toujours plus perfectionnées et plus destructives que celles qu'elles remplacent. Dans des régions comme le Moyen-Orient, la rivalité se situe sur le plan à la fois quantitatif et qualitatif. Dans certaines autres régions du monde, on ne saurait parler *stricto sensu* d'une « course » aux armements, mais il n'est pas de grandes régions, et guère de pays, où le processus d'expansion et de modernisation des forces militaires ne semble être en accélération. Cela est particulièrement vrai des régions où les pays sont soumis à des pressions politiques, militaires et autres, de celles où les rivalités qui opposent d'autres puissances suscitent de la part de celles-ci un intérêt actif ou même des ingérences, de celles où des territoires se trouvent sous occupation étrangère et de celles où certains pays sentent leur souveraineté ou leur indépendance directement menacée. Ce genre de situation peut à son tour intensifier la course aux armements au sens plus large du terme.

16. La course aux armements gagne également les océans et l'espace. Dans les premiers, la rivalité militaire s'intensifie depuis quelques années. Quant à l'espace, il revêt désormais pour les principales puissances une

² Les Etats-Unis d'Amérique, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la Chine, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la République fédérale d'Allemagne.

importance de premier ordre à des fins militaires diverses comme la navigation, la surveillance et la reconnaissance³.

17. La course mondiale aux armements a pour premier moteur la course qualitative aux armements entre les plus grandes puissances militaires, du fait principalement que celles-ci ont virtuellement le monopole de la mise au point de techniques militaires de pointe, qu'elles dominent de façon écrasante la production et les exportations mondiales d'armes perfectionnées et que leurs intérêts politiques et militaires s'étendent à la totalité du globe. Les six pays qui se partagent les trois quarts des dépenses militaires mondiales effectuent de surcroît la quasi-totalité des activités d'études et recherches militaires et produisent la quasi-totalité des armes et du matériel militaire exportés dans le monde. C'est de ces pays que proviennent tous les progrès notables et qu'ils se propagent ensuite aux autres pays avec un décalage plus ou moins grand⁴. Pour bien des types d'armes classiques, ces décalages semblent s'être récemment amenuisés. Entre-temps, à mesure que ces armes se répandent à la périphérie de la course aux armements, elles font place, au centre, à des générations nouvelles à partir desquelles se réamorce l'enchaînement des transferts et des émulations. En dehors de ce cercle restreint de pays producteurs, il n'est pas de rivalité ou de course aux armements qui ne soit essentiellement et parfois entièrement tributaire de l'extérieur pour la fourniture d'armes, de techniciens et d'instructeurs.

18. Les pays ne publient pas d'inventaires de leurs stocks d'armes, et, pour la plupart des types d'armes, on ne pourrait faire que des estimations très peu sûres des réserves mondiales, tant faute de disposer de données pour tous les pays que parce que l'on ne peut pas obtenir un total mondial en additionnant des modèles différents de la même catégorie générale d'armes — avions de chasse supersoniques par exemple — dont les performances et les conditions d'emploi sont par trop diverses. Il est néanmoins possible de donner quelques indications très générales.

19. Les stocks d'armes nucléaires existants seraient suffisants pour détruire plusieurs fois tous les pays du globe. Ces armes et leurs vecteurs — avions, missiles et projectiles d'artillerie — sont constamment en cours de diversification et d'amélioration technique. On ne sait pas combien d'ogives nucléaires contiennent les arsenaux, mais on connaît avec quelque exactitude le nombre des vecteurs de différents modèles, d'où l'on peut inférer qu'en

³ Il convient toutefois de noter que l'installation dans l'espace d'armes nucléaires ou d'autres types d'armes de destruction massive est interdite par le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique y compris la Lune et les autres corps célestes.

⁴ Ici et ailleurs dans le présent document, on a groupé « les six plus gros budgets militaires nationaux » dans une même catégorie. Ce classement, qui est valable eu égard à la nature du thème principal de ce rapport, ne doit pas faire oublier les différences considérables qui existent à l'intérieur de ce groupe. Les pays en question ne sont pas tous à la pointe du progrès technique en matière d'armements, ni de la production et de l'exportation des armes, leurs dépenses militaires (surtout si on considère le chiffre par habitant) varient énormément de l'un à l'autre, et leur potentiel militaire n'est pas dans tous les cas de nature à leur donner une importance stratégique d'envergure planétaire.

1974 les forces dites « stratégiques » aux États-Unis et en Union soviétique comprenaient 10 à 11 000 ogives thermonucléaires pouvant être transportées par missiles ou par bombardiers⁵. Ce nombre augmente très rapidement. Les arsenaux nucléaires s'enrichissent également dans d'autres pays. Selon les chiffres cités par le SIPRI, le nombre d'ogives transportables par missiles que détiennent les deux principales puissances nucléaires est passé de 3 700 environ en 1970 à près de 12 000 en 1976; c'est-à-dire qu'il a plus que triplé⁶. Elles auraient ensemble une puissance explosive équivalant à 1,3 million de bombes du type de celle d'Hiroshima⁷. En ce qui concerne les armes nucléaires dites « tactiques », la situation est moins claire. Leur nombre serait approximativement quadruple de celui des ogives nucléaires « stratégiques », mais leur puissance explosive combinée n'est qu'une fraction de celle de ces dernières. Elle est, selon l'une des sources consultées, équivalente à celle de 700 millions de tonnes de TNT, soit 50 000 bombes du type de celle d'Hiroshima⁸.

20. Quant aux principaux types d'armes classiques comme les avions, les navires de guerre et les chars, sans doute pourrait-on fournir des estimations plausibles du nombre d'unités pour la plupart des pays⁹, mais ces chiffres globaux n'auraient guère de signification, pour les raisons qu'on vient de dire. Ce n'est que pour les navires de guerre qu'il existe des données qui puissent prétendre à mesurer la valeur actuelle des stocks ; compte tenu du tonnage, de l'année de la construction et de l'armement des navires ainsi que des perfectionnements techniques¹⁰. Or, même ces estimations sont fondées sur des hypothèses sujettes à contestation, et ne peuvent donc fournir que des indications très approximatives du mouvement général. Il en ressort que le nombre total des navires de guerre existant dans le monde a peu varié au cours des années, mais que la valeur du stock mondial (en dollars constants) a doublé de 1960 à 1970 et a augmenté à nouveau de 30 p. 100 entre 1970 et 1976. Ce schéma paraît applicable à d'autres types d'armes également : les stocks mondiaux évalués en chiffres sont demeurés assez constants mais, évalués du point de vue des coûts et de la performance, ils augmentent très rapidement et, au cours des années 70 en particulier, les derniers modèles d'armes se sont répandus très rapidement dans un nombre croissant de pays. Tel est le cas en particulier pour les avions modernes. Treize pays en développement seulement possédaient des avions supersoniques en 1965. Dix ans plus tard, ce nombre dépassait 41. Au cours des 30 dernières années,

⁵ *The Defense Monitor*, vol. 3, n° 7, août 1974 (Centre for Defense Information, Washington).

⁶ SIPRI, *Yearbook of World Armaments and Disarmament*, 1976, p. 24 et 25.

⁷ Ruth Sivard : *World Military and Social Expenditures*, 1976, p. 10 et 11.

⁸ SIPRI, *Disarmament or destruction*, 1975, p. 11.

⁹ Voir notamment *The Military Balance*, publié annuellement par l'Institut international d'études stratégiques. Ruth Sivard, dans *World Military and Social Expenditures*, 1977, donne les chiffres suivants pour le monde entier : chars : 124 000 ; navires de guerre : 12 400 ; avions de combat : 35 000.

¹⁰ Ronald Huiskens, "Naval forces", *Ocean Yearbook*, University of Chicago Press, octobre 1977 (à paraître).

plusieurs des principaux pays producteurs d'armes ont ensemble créé et vendu plus de 70 types différents d'avions (intercepteurs, chasseurs, avions d'attaque) et plus de 140 variantes de ces types. On peut ajouter à ces chiffres de 30 à 40 types ou variantes environ qui ont été abandonnés avant leur mise en production. Même compte tenu de l'inflation, le prix d'un chasseur double tous les quatre à cinq ans ; un avion qui coûtait par exemple 250 000 dollars (aux prix de 1975) pendant la seconde guerre mondiale en coûte actuellement plus de 10 millions, la différence traduisant les perfectionnements apportés à sa performance et à son armement. A tous égards : mise au point, fabrication, fonctionnement et entretien, le coût de la plupart des systèmes d'armes modernes a monté en flèche.

21. Puisqu'il s'agit, dans le présent rapport, des conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, c'est sur l'énorme volume de ressources humaines et matérielles utilisées à des fins militaires au lieu de servir utilement à la production civile qu'on insistera surtout dans les chapitres suivants. Mais l'évolution qualitative continue des armes et des équipements qui se produisent et se déploient constitue aujourd'hui une caractéristique distinctive de la course aux armements. C'est elle qui tend à accélérer la course et qui complique immensément les efforts entrepris pour la stopper ou la freiner.

22. Au cours de la dernière décennie, on a assisté à une suite ininterrompue de perfectionnements des armes nucléaires et classiques. Ces modifications apportées aux armements sur le plan technique et qualitatif n'ayant pas eu le caractère spectaculaire de la bombe atomique ou des techniques spatiales, on risque d'avoir l'impression rassurante que la technique militaire reste relativement stationnaire. On se tromperait du tout au tout. L'évolution récente a profondément transformé les capacités militaires, les potentiels de destruction à l'échelle mondiale et les conditions, possibilités et doctrines stratégiques. A plusieurs égards, comme on le verra ultérieurement, elle a intensifié le danger d'une course aux armes nucléaires. Sous cet aspect fondamental de l'évolution technique et de ses incidences, la course aux armements est aujourd'hui plus intense et plus lourde de périls que jamais.

23. Il ne saurait être question de présenter ici une énumération exhaustive ou une évaluation approfondie des transformations qualitatives les plus récentes intervenues dans le domaine des armements. On mentionnera toutefois quelques-unes des découvertes les plus remarquables afin d'indiquer à quel degré extrême la course aux armements se trouve maintenant dominée par la rapidité des progrès techniques. On pourra constater en particulier que, vu la proportion élevée de dépenses militaires qu'absorbe la recherche-développement, la stabilité relative des dépenses militaires de l'ensemble du monde et de certains grands pays au cours des dernières années ne permet nullement de conclure à une stabilité relative de la situation militaire.

24. L'aspect le plus important et le plus spectaculaire de la course aux armements au cours des années 60 a été la mise au point et le déploiement à grande échelle des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) et des

missiles balistiques lancés par sous-marins (SLBM) et, parallèlement, la mise en place de systèmes de surveillance et de transmissions par satellite. A la fin de cette décennie, on craignait de voir le maclstrom de la course aux armements repartir de plus belle du fait de la mise au point de systèmes antimissiles et de leurs contre-mesures sous la forme d'une multiplication du nombre de lanceurs et plus particulièrement du nombre d'ogives par lanceur en vue d'un effet de saturation à l'égard des missiles antimissiles. Ce dernier perfectionnement revêt techniquement la forme de véhicules à corps de rentrée multiples et indépendamment guidés (MIRV).

25. C'est là précisément, entre autres objectifs, ce que visaient à prévenir les premiers accords conclus entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la limitation des armes stratégiques (SALT I), signés en mai 1972, en fixant une limite au nombre d'emplacements de missiles antimissiles et au nombre de lanceurs de missiles balistiques intercontinentaux et de missiles balistiques largables par sous-marins. Ces accords ont réussi à stopper le déploiement de systèmes antimissiles. Depuis 1972, le nombre de lanceurs est en hausse et se rapproche des limites convenues. En 1976, les deux puissances en question détenaient en chiffres ronds approximativement 2 500 missiles balistiques intercontinentaux et 1 400 missile balistiques largables par sous-marin¹¹.

26. Il est dit ailleurs dans ce rapport que les accords SALT ont eu des conséquences positives, mais il est important de ne pas perdre de vue leurs graves insuffisances en ce qui concerne la limitation des armes stratégiques. Ainsi au cours des dernières années, la course aux armements nucléaires stratégiques prend une orientation de plus en plus qualitative. Des programmes d'études et recherches ont été poursuivis activement en vue de perfectionner les systèmes antimissiles. Dans leur ensemble, les accords SALT n'ont pas eu de conséquence visible en ce qui concerne la mise en place de vecteurs à têtes multiples indépendamment guidées (MIRV). De ce fait, le nombre des ogives nucléaires transportables par missiles ICBM et SLBM augmente d'environ 1 000 par an, encore que le nombre de lanceurs de ce type soit demeuré relativement inchangé depuis 1972 (ce qui signifie que le nombre d'ogives augmente moins vite depuis 1972)¹².

27. En outre, une innovation notable qui représente un progrès par rapport aux vecteurs à têtes multiples indépendamment guidées est déjà à un stade avancé de réalisation. Il s'agit d'un véhicule de rentrée (MARV) manœuvrable qui peut changer de trajectoire à l'approche de l'objectif. Non seulement cette innovation fait qu'il sera plus difficile de se défendre contre les attaques par missiles balistiques, mais, particulièrement si on la rapproche des perfectionnements actuellement en cours en matière de systèmes de guidage terminal, elle peut doter les missiles MARV d'une précision de quelques dizaines de mètres au lieu de la précision actuelle qui est d'un peu

¹¹ SIPRI, *Yearbook of World Armaments and Disarmament*, 1976 (voir note 6 ci-dessus).

¹² Voir *The Defense Monitor*, vol. 3, n° 7, août 1974, SIPRI : *Offensive Missiles*, Stockholm Paper 5, 1974, p. 26 et les éditions récentes du SIPRI, *Yearbook of World Armaments and Disarmament* et de l'IISS : *The Military Balance*.

moins d'un kilomètre. Grâce à cette précision, il est pratiquement certain qu'une seule ogive pourra détruire du premier coup les silos qui protègent actuellement les missiles balistiques intercontinentaux. On en vient de la sorte à concevoir de nouvelles utilisations pour les armes nucléaires «stratégiques». Elles cessent d'être uniquement un moyen de représailles à grande échelle dirigé contre les centres de population et les concentrations industrielles et conçu comme un agent de dissuasion fondamental : il est maintenant possible d'envisager l'emploi de missiles balistiques en tant que stratégie de parade pour obtenir l'avantage militaire au début d'une guerre en s'attaquant aux armes et aux installations militaires de l'adversaire, ou de s'en servir pour mener une guerre nucléaire censément « limitée ». L'adoption de doctrines de cette nature risque de multiplier les risques de guerre nucléaire¹³

28. Le déploiement de missiles de croisière à longue portée a des implications tout aussi lourdes de sens. Ces vecteurs, actuellement à l'étude, sont en fait de petits avions sans pilote volant bas, d'une grande agilité, et équipés d'une ogive nucléaire ou classique. Les modèles actuels ont une portée de plusieurs milliers de kilomètres et disposent de systèmes de guidage précis qui réajustent la trajectoire à intervalles réguliers en comparant la configuration du terrain avec les données qui figurent sur une carte. Le degré de précision de l'engin est par conséquent indépendant de sa portée. Il sera impossible de déterminer au seul vu de ses proportions si l'ogive que transporte un missile est de type nucléaire ou classique ni, à beaucoup près, quelle peut être sa portée. Qui plus est, c'est un véhicule de petite dimension et facile à dissimuler. Il en résulte qu'à l'avenir il deviendra sans doute très difficile de négocier les accords relatifs aux armes stratégiques, du fait des difficultés de vérification. Le coût du missile de croisière sera nettement inférieur, sinon très inférieur à celui des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), de sorte qu'un jour viendra où il sera facilement à la portée des petites puissances nucléaires ainsi que de maints autres pays. Depuis quelque temps, le coût exorbitant des types les plus récents de vecteurs d'armes nucléaires [missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) et missiles balistiques largables par sous-marins (SLBM)] contribue à maintenir les deux grandes puissances militaires dans une classe à part. Il se peut que dans l'avenir prévisible l'importance de ce facteur diminue sensiblement.

29. L'évolution technique des armes nucléaires elles-mêmes est également inquiétante, en particulier la mise au point de petites armes nucléaires de faible puissance, d'armes émettant une plus grande quantité de rayonnements et de conception tactique en vue de leur utilisation au combat. Du fait qu'elles seraient lancées avec plus de précision et causeraient moins de dommages indirects par ogive, leur utilisation sur le champ de bataille peut sembler plus acceptable, ce qui amène à franchir plus facilement le pas qui sépare la guerre non nucléaire de la guerre nucléaire. Une fois ces armes

¹³ A ce propos, l'apparition d'études tendant à sous-estimer les conséquences de la guerre nucléaire et, partant, à la rendre plus plausible, est un sujet d'inquiétude. Voir par exemple "Worldwide Effects of Nuclear War, Some Perspectives", United States Arms Control and Disarmament Agency (pas de date).

utilisées sur le champ de bataille, le risque d'intensification du conflit en guerre nucléaire totale s'accroît sensiblement.

30. L'effet global de la mise au point de ces nouvelles armes n'est pas compréhensible si l'on y voit simplement le genre d'améliorations progressives de l'efficacité, dont on a tant pris l'habitude depuis les années 60 qu'elles n'étonnent plus guère. L'importance des changements en cours dans le domaine des armements nucléaires et de leurs vecteurs ne tient pas tant au fait que l'efficacité de ceux-ci pour les missions auxquelles on les destine traditionnellement s'améliore d'année en année, mais au fait qu'il devient possible d'entreprendre des missions d'un genre tout à fait nouveau. A techniques nouvelles, doctrines nouvelles. Et celles-ci, à leur tour, donnent une apparence de rationalité au déploiement des armes issues desdites techniques, en même temps qu'elles augmentent les risques de guerre et modifient les termes de l'équation du désarmement, la rendant plus complexe et plus difficile à résoudre.

31. Les faits nouveaux survenus dans l'utilisation de l'espace à des fins militaires ont été un facteur concomitant et, en fait, une condition préalable nécessaire de certains de ces changements. Ces faits nouveaux n'ont guère été remarqués du public, ébloui qu'il était par les exploits spatiaux civils. Il n'en reste pas moins qu'ils ont revêtu une importance décisive pour l'évolution de l'art de la guerre, qu'il s'agisse de la guerre nucléaire ou de la guerre dite « classique ». Pendant la guerre d'Indochine, on s'est servi de satellites pour les communications, pour les prévisions météorologiques avant les raids de bombardements et pour la navigation aux fins des bombardements navals, mais ce n'est que maintenant que toutes les possibilités offertes par ces moyens se matérialisent. La technologie des satellites a des retentissements décisifs dans trois domaines au moins, où elle confère une supériorité sensible aux grandes puissances militaires : a) l'identification des objectifs, la navigation et l'évaluation des dégâts dans le cadre des stratégies de parade de la guerre nucléaire, b) la surveillance, l'identification des objectifs et la navigation lors des guerres « classiques », et c) le renseignement à l'échelle mondiale et la surveillance des programmes militaires d'autres pays et des guerres auxquelles les grandes puissances ne participent pas directement. Cette dernière possibilité d'utilisation comporte des répercussions à la fois positives et négatives, les satellites pouvant servir d'une part à surveiller l'application des accords de limitation des armements ou de dégagement et, de l'autre, à exercer un contrôle militaire sur un secteur donné et à faciliter l'agression. Pour citer une fois de plus un exemple américain, car ce sont les exemples que l'on connaît le mieux, le programme NAVSTAR peut donner une idée de ce qui va désormais être possible dans un domaine parmi d'autres. Il s'agit d'un réseau de 24 satellites qui comporte un système de repérage tridimensionnel à 10 mètres près dans le monde entier. Parmi ces nombreuses utilisations possibles, il convient de citer le guidage des forces nucléaires et non nucléaires dans leurs fonctions tant « stratégiques » que tactiques. Le réseau doit être mis en place au cours de la période allant de 1977 à 1984 et coûtera environ 3 milliards de dollars¹⁴. Il permettra non seulement de guider

¹⁴ *The Defense Monitor*, vol. 4, n° 5, juillet 1975.

avec une précision parfaite des missiles balistiques jusqu'à un objectif fixé, élément essentiel de la stratégie de parade déjà mentionnée, mais il permettra vraisemblablement aussi d'accroître sensiblement l'efficacité des forces maritimes, terrestres et aériennes lors de guerres classiques et de guerres locales. La plupart de ces faits nouveaux d'ordre militaire sont le résultat des programmes spatiaux civils et, en fait, il n'est pas facile de les en dissocier. Du point de vue technique, les vecteurs à têtes multiples indépendamment guidées (MIRV) sont directement le produit des systèmes de lancement de satellites multiples, tout comme les techniques de manœuvre et d'amarrage sont à la fois les précurseurs et les successeurs des armes antisatellites actuellement à l'étude et à l'essai.

32. La prolifération des techniques nucléaires se poursuit à un rythme accéléré. La France et la Chine, comme il était mentionné dans le rapport de 1971, se sont dotées d'armes nucléaires au cours des années 60. En 1974, l'Inde, qui n'est pas partie au Traité sur la non-prolifération, a procédé, à titre expérimental, à l'explosion souterraine d'un engin nucléaire, qu'elle a officiellement décrite comme une « expérience d'explosion nucléaire pacifique ». Cette explosion a en tout cas démontré qu'il est possible de se doter facilement et à peu de frais¹⁵ de petites armes nucléaires en marge d'un grand programme nucléaire civil¹⁶. D'autres pays pourraient s'être dotés d'armes nucléaires sans pour autant le révéler par une explosion nucléaire. L'évolution intervenue au cours des années 70 fait qu'on trouve maintenant dans le monde entier des programmes nucléaires civils et aussi, à des degrés variables, les connaissances techniques et les matières fissiles nécessaires pour l'exécution de programmes militaires. En 1975, 19 pays exploitaient des centrales nucléaires et 10 autres pays en auront d'ici à 1980¹⁷. Des réacteurs expérimentaux sont exploités actuellement dans plus de 50 pays. Pour la plupart des pays industrialisés et pour plusieurs pays en développement, il n'existe plus d'importants obstacles techniques ou économiques à l'exécution d'un programme de fabrication d'armes nucléaires. Les seuls obstacles à la prolifération horizontale sont maintenant d'ordre politique : les obligations assumées au titre du Traité sur la non-prolifération, le bon sens des gouvernements et l'exemple que donneront dans les années à venir les puissances aujourd'hui dotées d'armes nucléaires en acceptant de réduire leurs stocks d'armes nucléaires. Ce n'est bien entendu pas dans la dissémination des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire que gît le danger, mais dans la continuation de la course aux armements nucléaires. Les stocks d'armes nucléaires et la continuation de la course aux armements nucléaires sont des facteurs qui favorisent la prolifération nucléaire horizontale. Le seul moyen d'éliminer le danger de la prolifération des armes nucléaires est de mettre

¹⁵ De source officielle, on a estimé le coût direct de l'explosion, soit essentiellement le plutonium et la préparation du site d'essai, à moins de 0,5 million de dollars.

¹⁶ Il convient toutefois de noter que les gouvernements successifs de l'Inde ont déclaré à plusieurs reprises leur intention de ne pas utiliser l'énergie nucléaire à des fins non pacifiques.

¹⁷ SIPRI, *Yearbook of World Armaments and Disarmament*, 1976, p. 32.

celles-ci hors-la-loi, d'en stopper la production et de détruire celles qui existent. L'Assemblée générale des Nations Unies a souligné à maintes reprises qu'il fallait que le Traité sur la non-prolifération devienne universel. Il importe par conséquent que le système de vérification prévu à l'article III du Traité sur la non-prolifération soit mis en application et que les parties au Traité concluent avec l'Agence internationale de l'énergie atomique les accords sur les garanties prévus au même article III du Traité.

33. Les armes classiques ont elles aussi connu une évolution lourde de conséquences. Au cours des années 60, elles n'avaient cessé de se perfectionner à un rythme rapide pour ce qui est de leur dimension, leur vitesse, leur propulsion, leur puissance de feu, leur précision, etc. Le coût unitaire des principales armes avait doublé en chiffres réels au cours de ladite période. Celui des avions avait doublé deux fois plus vite. Il était devenu normal de trouver des armes ultra-perfectionnées, y compris des avions supersoniques, dans l'arsenal des pays industrialisés et des pays moins développés. Cette évolution ne s'est pas ralentie pendant la période considérée dans le présent rapport. En outre, on a réussi à fabriquer, en combinant des techniques empruntées à plusieurs domaines, de nouveaux types d'armes classiques qui risquent d'avoir, sur les plans militaire et politique, des répercussions considérables.

34. De nouveaux projectiles guidés avec précision (PGM), des véhicules à télépilotage (RPV) et d'autres dispositifs ont été mis au point pour transporter des ogives classiques jusqu'à leur cible avec des probabilités d'impact se rapprochant de 1, ou, dans le cas des RPV, aux fins de reconnaissance et autres missions. On a affaire, avec ce groupe d'armes, à toute une série d'engins qui font appel aux dernières innovations dans des domaines tels que la technologie des lasers, la micro-électronique, les détecteurs électromagnétiques dans les gammes radar, infrarouge et optique et les liaisons de données à large bande pour toutes sortes d'engins téléguidés, à guidage automatique ou autoguidés. Une première génération de PGM a été mise en service lors de la guerre d'Indochine. Au Moyen-Orient, en 1973, les énormes possibilités d'utilisation de ces armes contre des chars et des avions ont été démontrées. Tant le type de techniques auquel ces engins font appel que leur coût font que les PGM sont à la portée de maints pays et, d'ailleurs, bon nombre d'entre eux en possèdent déjà.

35. On pense que ces armes de précision auront, sur le champ de bataille, des incidences d'une portée tout aussi grande que les autres faits nouveaux survenus depuis la seconde guerre mondiale. La conception des vecteurs classiques — avions, navires et chars —, les missions que l'on peut leur confier, ainsi que la place prépondérante qu'ils ont jusqu'à présent occupée dans l'armement des pays, risquent de s'en trouver radicalement modifiées. Ces nouvelles armes, jointes aux perfectionnements apportés, par exemple aux dispositifs pour le repérage de nuit et pour la surveillance et les communications sur le champ de bataille, auront sans doute pour effet d'accélérer le rythme de la guerre moderne et de rehausser encore l'importance des forces militaires permanentes. Enfin et surtout, les progrès spectaculaires accomplis en matière de précision ont pour effet de diminuer

l'importance du rendement de la charge explosive comme paramètre d'efficacité. C'est ainsi qu'on a pu suggérer que certaines des missions actuellement réservées aux armes nucléaires « tactiques » pourraient être confiées à des armes à trajectoire de précision portant une ogive classique. En théorie, les responsables militaires accepteraient peut-être plus volontiers, de ce fait, de ne pas recourir aux armes nucléaires en cas de conflit limité, mais dans la pratique cela pourrait tout aussi bien aboutir à estomper la distinction entre l'utilisation des armes nucléaires et celle des armes non nucléaires, et, partant, à accroître le danger de voir les conflits armés dégénérer en guerre nucléaire.

36. Une gamme d'armes et de munitions nouvelles étudiées en vue de leur force de souffle, de leur effet de fragmentation et de leur pouvoir incendiaire a été mise au point et a été utilisée, notamment pendant la guerre d'Indochine, pour les bombardements de saturation sur de vastes régions. Ces techniques de « tapis de bombes » sont proches des armes nucléaires par la destruction aveugle qu'elles causent, les effets écologiques à long terme qu'elles produisent et la grande proportion de blessés et de mutilés parmi les victimes. La construction d'autres armes de destruction massive et aveugle a suivi sans tarder. L'efficacité des armes incendiaires a été considérablement accrue et la mise au point de gaz neurotoxiques binaires et leurs vecteurs (que l'on peut manipuler avec un minimum de risques puisque le mélange qui produit le gaz neurotoxique ne s'effectue qu'en cours de vol) risque de réduire considérablement les derniers obstacles d'ordre technique ou opérationnel qui s'opposaient au déploiement d'armes chimiques.

37. On a également vu apparaître d'importants perfectionnements dans d'autres domaines comme les utilisations du radar, les techniques de la guerre sous-marine, les avions d'interception à basse altitude, l'artillerie guidée par laser et bien d'autres encore.

38. Cette évolution rapide des techniques, bien qu'ayant son origine dans un petit nombre de pays, ne tarde pas à s'étendre au reste du monde par l'effet du transfert d'armements, que ce soit sous forme de dons ou de transactions commerciales. Le taux d'innovation et d'obsolescence en matière d'armements, déterminé par les dépenses d'études et recherches des pays les plus avancés dans ce domaine, se répercute donc sur les autres pays, encore qu'il puisse y avoir un décalage selon les types d'armes et les pays en question. Ce processus s'expliquerait déjà du simple fait que ce sont essentiellement les pays technologiquement avancés qui sont les plus grands exportateurs d'armes. Les six pays dont les dépenses militaires sont les plus élevées et qui, considérés ensemble, sont responsables de la quasi-totalité des dépenses d'études et recherches militaires¹⁸ sont à l'origine de plus de 90 p. 100 du total des exportations militaires¹⁹ et de 95 p. 100 des exportations

¹⁸ 96 à 97 p. 100 du total mondial pour les années 60 selon des estimations du SIPRI (SIPRI, *Resources Devoted to Military Research and Development*, 1972, p. 10).

¹⁹ *Arms Control Report*, United States Arms Control and Disarmament Agency, Washington, juillet 1976, p. 46.

d'armes importantes vers les pays en développement²⁰. Ce phénomène est particulièrement évident dans des régions telles que le Moyen-Orient où le matériel militaire le plus récent de type classique a fait son apparition sitôt produit, ou presque, en particulier au cours des dernières années.

39. Le fait que la course aux armements se caractérise, en son centre, par des changements qualitatifs constitue donc l'une des principales causes de la prolifération horizontale des armes « classiques » qui va s'accéléralant. Outre le fait que les pays importateurs sont constamment poussés à moderniser leurs stocks d'armes et de matériel, ce caractère qualitatif de la course aux armements suscite dans les principaux pays producteurs diverses pressions en faveur d'un accroissement des exportations, notamment pour se débarrasser du matériel périmé, pour faire des économies d'échelle et pour allonger la durée des séries afin de réduire le coût unitaire et de financer de nouvelles activités de R-D.

40. Il n'est pas possible de déterminer avec exactitude la valeur totale des transferts de biens et services militaires, bien que plusieurs institutions publient maintenant régulièrement des dénombrements ainsi que des estimations des transferts d'armements²¹. La United States Arms Control and Disarmament Agency, qui donne les chiffres les plus complets, estime à 9,7 milliards de dollars, aux prix courants, la valeur totale des biens effectivement livrés en 1975²². N'y sont pas compris la formation, les services et la construction qui, si les chiffres américains constituent un critère valable, augmenteraient de 30 p. 100 le total donné, portant ainsi à environ 13 milliards de dollars la valeur des biens et services militaires échangés dans le monde en 1975²³.

41. Environ un tiers du total concerne des transactions entre pays industrialisés. Un autre tiers à peu près correspond aux exportations vers les pays en développement exportateurs de pétrole, principalement au Moyen-Orient, et le dernier tiers va à l'ensemble des autres pays en

²⁰ SIPRI *Yearbook of World Armaments and Disarmament*, 1976, p. 252 et 253.

²¹ Il existe des différences considérables entre les diverses publications pour ce qui est des éléments considérés, des sources d'information et des méthodes utilisées pour l'estimation des valeurs. Les chiffres publiés par la United States Arms Control and Disarmament Agency (ACDA) portent sur tous les transferts d'armements et de munitions, de matériel de soutien et de pièces détachées. Ceux publiés par l'Institut international de Stockholm d'étude de la paix (SIPRI) ne concernent que les « armes importantes », c'est-à-dire les avions, les navires, les missiles et les véhicules blindés, et les totaux ne sont donnés que pour les transferts aux pays en développement. L'Institut international d'études stratégiques publie également des listes de transferts d'armements, mais ne donne en général aucune indication des prix ou de la valeur des armements.

²² *World Military Expenditures and Arms Transfers 1966-75*, United States Arms Control and Disarmament Agency, Washington, décembre 1976, p. 56.

²³ N'est pas compris dans cette estimation le transfert de biens destinés à la consommation militaire, tels que les produits alimentaires, l'essence et le matériel médical, qui peuvent également être utilisés à des fins non militaires. Pendant la période 1960-1975, la formation, les services et la construction ont représenté 24 p. 100 des exportations militaires des Etats-Unis (*ibid.*, p. 3).

développement²⁴. La valeur totale des transferts d'armements s'est accrue de façon régulière au fil des ans, augmentant de 3 à 4 p. 100 chaque année au cours de la dernière décennie, si l'on fait abstraction des transferts particulièrement importants qui se sont produits en 1972 et en 1973 par suite principalement des guerres d'Indochine et du Moyen-Orient (graphique 1).

42. Malgré cette continuité apparente, la structure des transferts d'armements s'est en fait profondément modifiée au cours de cette période. En premier lieu, les exportations d'armes importantes vers un certain nombre de pays en développement ont augmenté rapidement et ces armements deviennent dans certains cas extrêmement sophistiqués. D'après les estimations du SIPRI, la valeur des exportations d'armes importantes vers les pays en développement est passée de 3 milliards de dollars en 1970 à 6,3 milliards de dollars en 1975 et à 7,3 milliards de dollars en 1976²⁵. En second lieu, les transactions se font de plus en plus à des conditions commerciales ou quasi commerciales. Ce caractère de plus en plus commercial du marché s'explique par un certain nombre de caractéristiques du transfert des armements au milieu des années 70 qui contrastent fortement avec celles du transfert des armements dans les années 60. Le transfert de matériel d'occasion et de matériel excédentaire reste certes important, mais une part croissante du commerce des armes porte sur les modèles les plus récents. Dans certains cas, le pays exportateur assure d'abord ses commandes d'exportation avant d'équiper ses propres forces armées. D'autre part, les pays acheteurs ont moins tendance à ne compter que sur un seul fournisseur. Les acheteurs éventuels sont souvent sollicités par plusieurs fournisseurs éventuels. Un autre signe du caractère commercial du marché est que les transferts d'armements ne sont plus presque exclusivement fonction des systèmes d'alliances et d'alignements, comme c'était le cas dans les années 60 et pendant la période antérieure. De nombreux pays achètent désormais des armements auprès de fournisseurs autres que leurs fournisseurs traditionnels et en tenant compte de ce dont ils estiment avoir besoin pour répondre à leurs propres objectifs. La fourniture d'armements demeure de toute évidence un des principaux moyens utilisés par les pays pour acquérir une influence politique ou évincer celle de pays rivaux, mais les transferts d'armements donnent apparemment moins aujourd'hui qu'autrefois aux pays qui les font la possibilité d'exercer leur ascendant diplomatique.

43. Cette évolution, qui se caractérise par la plus grande importance du matériel très moderne, par une autonomie militaire et politique accrue, dans un certain nombre de cas, des pays acheteurs vis-à-vis des fournisseurs et par une concurrence plus vive entre ces derniers, pourrait avoir de lourdes conséquences politiques et militaires. Elle a provoqué une inquiétude croissante et conduit à rechercher les moyens de contrôler cet aspect de la course aux armements. Les transferts d'armements ont constitué un aspect très

²⁴ *Arms Control Report*, United States Arms Control and Disarmament Agency, Washington, juillet 1976, p. 47.

²⁵ Toutes sommes aux prix de 1975. SIPRI, *Yearbook of World Armaments and Disarmament*, 1977, p. 306 et 307.

visible de la course aux armements, notamment au cours de ces dernières années lorsque des contrats particuliers ont bénéficié d'une vaste publicité. Il ne faut pas oublier toutefois que les transferts d'armements ne sont qu'un élément du processus global d'acquisition d'armements. Malgré un volume d'environ 13 milliards par an, ils ne représentent que 3 à 4 p. 100 des dépenses militaires mondiales, soit — d'après les estimations — 10 à 15 p. 100 du matériel militaire produit dans le monde entier. Il suit de là que le développement rapide des armements, à quelques remarquables exceptions près, demeure essentiellement le fait des principaux pays producteurs, autrement dit des pays exportateurs plutôt que des pays importateurs d'armements.

44. Etant donné que la possession d'armements ne peut rester la prérogative de quelques pays, les autres solutions réalistes proposées pour remplacer le commerce des armements, si on laisse se poursuivre la course aux armements entre les principales puissances, ne sont pas forcément préférables à ce commerce : les dons d'armements tendent à rendre certains pays tributaires d'autres. Quant à la production nationale d'armements, elle est généralement plus coûteuse et risque de créer des liens de dépendance entre pays ainsi que des intérêts acquis qui seraient plus solides et plus durables que ceux résultant des transferts d'armements à des conditions commerciales. Comme les transferts d'armements n'entrent que pour une très petite part dans le processus global d'acquisition d'armements, cet aspect de la course aux armements ne se prête pas à des mesures de restrictions générales à moins que celles-ci n'accompagnent un progrès général sur la voie du désarmement, avec la participation des pays producteurs d'armements. Malgré tout, il est urgent d'envisager des mesures concernant des régions ou des systèmes d'armements particuliers pour éviter de favoriser les conflits internationaux et pour désamorcer des courses aux armements locales, coûteuses et dénuées de sens, sans toutefois compromettre pour autant la sécurité des Etats en cause. Les pays peuvent, unilatéralement ou réciproquement, faire preuve d'un maximum de modération, des arrangements collectifs peuvent être conclus sur une base régionale²⁶, des négociations multilatérales peuvent être menées pour lier les règlements régionaux concernant les types ou les niveaux d'armements à des mesures de désengagement par des puissances extérieures²⁷, et enfin la communauté internationale peut dans certains cas mener une action collective pour interdire la fourniture d'armements à des pays particuliers²⁸.

²⁶ Comme par exemple tentent de le faire certains pays d'Amérique latine, conformément à la Déclaration d'Ayacucho (voir note 98, p. 72).

²⁷ Les zones exemptes d'armes nucléaires en sont un exemple. On peut citer comme autres exemples les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe et les propositions concernant l'océan Indien.

²⁸ Voir, par exemple, la résolution 191 (1964) du 18 juin 1964, dans laquelle le Conseil de sécurité a réitéré l'appel par lequel il avait demandé à tous les Etats « de mettre fin immédiatement à la vente et à l'expédition d'armes, de munitions de tous types et de véhicules militaires à l'Afrique du Sud ainsi que d'équipements et de matériels destinés à la fabrication ou à l'entretien d'armes et de munitions en Afrique du Sud ».

45. L'importance de l'aspect qualitatif dans la course actuelle aux armements a un certain nombre de conséquences majeures sur la façon dont cette course évolue, sur l'insécurité qu'elle fait naître et sur les possibilités de désarmement. Lorsque la course aux armements se produit sur le plan quantitatif, c'est-à-dire lorsque le progrès technique est lent et qu'il a peu d'influence, les pays déploieront généralement des efforts d'armement en rapport avec les stocks d'armes ou le taux de croissance des forces militaires de leurs adversaires potentiels. Il est alors possible de fixer des niveaux de saturation ou de convenir mutuellement de plafonds et de réductions. En revanche, lorsque l'innovation militaire est rapide, le facteur décisif dans les plans d'achat de matériel militaire des pays à la pointe de la course technique aux armements n'est pas tant la puissance militaire effective de leurs adversaires que les progrès techniques que ces derniers pourraient réaliser durant la dizaine d'années qui suivra (10 ans correspondant généralement à la période habituelle de gestation d'un progrès technique majeur). Lorsque les responsables militaires se préoccupent de plus en plus non pas du rapport des forces mais des efforts de R-D de leurs adversaires, il est inévitable que ce soit sur les efforts de R-D de leur propre pays, qui sont connus, qu'ils fonderont en fait leurs plans.

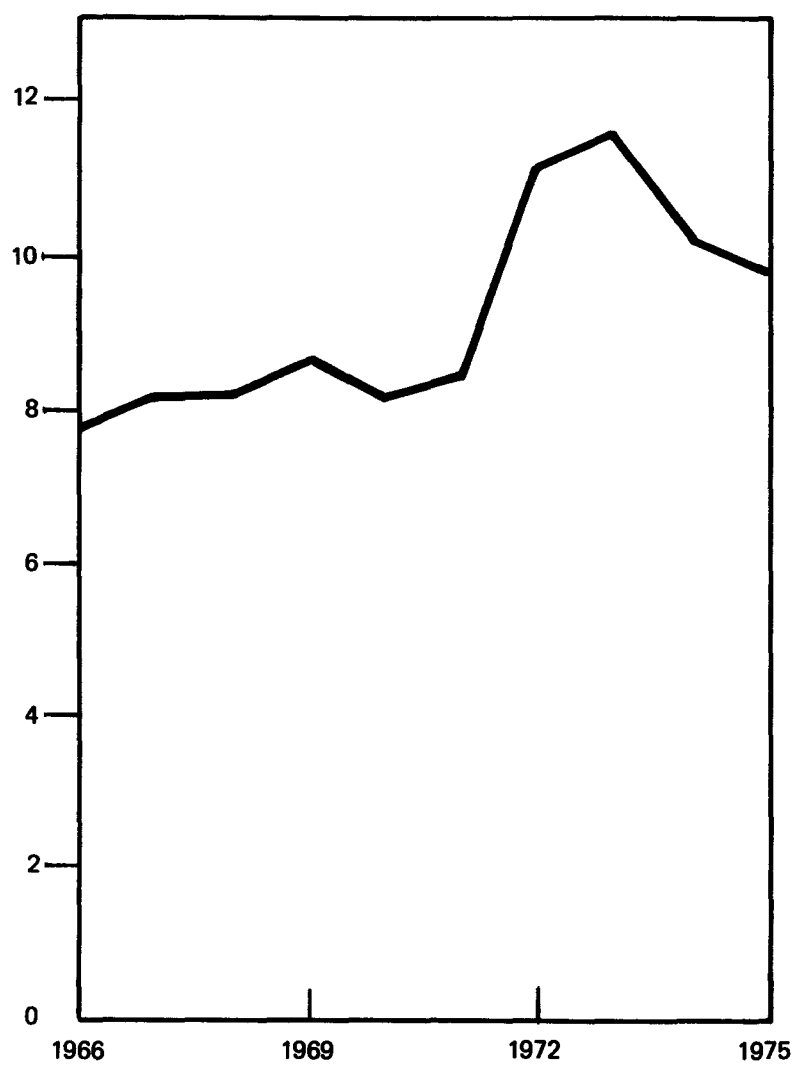
46. Lorsque la course aux armements repose sur le progrès technique, la mise au point d'armes et de parades tend à s'inscrire, jusqu'à un certain point, dans un contexte purement national qui, dans certains cas, n'a que peu de rapports avec le niveau effectivement atteint par d'autres pays²⁹. Chaque pays recherche activement les moyens de « contrer » les armes les plus avancées qu'il possède et de neutraliser ses propres systèmes de défense les plus récents, ce qui fait que l'évolution des techniques militaires est plus rapide et que celles-ci sont dépassées beaucoup plus tôt que dans le cas d'applications civiles comparables. Une course aux armements fondée sur l'amélioration qualitative impliquant une longue période de mise au point et mettant l'accent sur les possibilités futures plutôt que sur les réalités actuelles ne peut évoluer qu'en sens unique : les progrès réalisés par un pays en matière d'armements pousseront d'autres pays à lui emboîter le pas, mais ce n'est pas parce que ce pays fera preuve de modération que les autres en feront autant. De même, un accroissement des tensions internationales pourra accélérer la course aux armements, mais une amélioration du climat international ne suffira pas nécessairement à la ralentir.

47. Dans les domaines de pointe de l'industrie des armements, il est plus important, lors de la conception d'une nouvelle arme, de respecter des normes techniques très strictes et des délais de livraison très courts que de se préoccuper des coûts. Les importants dépassements de coûts qui sont devenus presque habituels pour les projets militaires entrepris dans des domaines de pointe illustrent ce fait. Il en résulte un accroissement des activités de

²⁹ A titre d'illustration, voir Allison, G. T. « Questions about the Arms Race. Who's Racing Whom? The Case of MIRV » dans *European Security, Disarmament and Other Problems*, débats de la vingt-troisième Conférence du mouvement Pugwash sur la science et les affaires internationales (Aulanko [Finlande], 1973), p. 194 et suiv.

GRAPHIQUE 1. — VALEUR ESTIMATIVE DES TRANSFERTS D'ARMEMENTS
POUR TOUS LES PAYS (1966-1975)

(En milliards de dollars des Etats-Unis aux prix de 1975)



SOURCE. — *World Military Expenditures and Arms Transfers, 1966-1975*, United States Arms Control and Disarmament Agency, 1976, p. 56.

recherche-développement pour chaque nouvelle génération d'armes. On estime par exemple que le nombre de dessinateurs nécessaires aujourd'hui à la conception d'un aéronef militaire correspond généralement à 4 000 années de travail environ, réparties sur une période de 7 à 10 ans. On est loin des 170 années de travail réparties sur 2 à 3 ans qu'il avait fallu consacrer à la conception du bombardier Halifax, à la veille de la seconde guerre mondiale³⁰. Depuis de nombreuses années déjà, c'est en augmentant le personnel plutôt qu'en allongeant les délais de production que l'on a répondu aux besoins accrus de R-D afin d'éviter que les armes ne soient dépassées avant même d'être mises en service. Cette évolution vers une conception et une mise au point rapides assurées par des équipes toujours plus nombreuses d'ingénieurs, de chercheurs et de techniciens, caractéristique de la course qualitative aux armements, ne manque pas de faire naître des problèmes de capacité excédentaire tant en ce qui concerne la conception que la production, à moins d'accroître les achats d'armements à chaque nouvelle génération d'armes³¹. Il n'est possible de maintenir l'emploi dans le cadre de cette politique de conception et de mise au point rapides qu'en imposant des délais de production très courts et en renouvelant rapidement les stocks militaires. L'abandon de nombre de systèmes d'armements complexes avant le lancement de la production mais après des dépenses de centaines de millions de dollars en activités de recherche, phénomène lui aussi fréquent des dernières décennies, a bien entendu aidé à résorber quelque peu ce problème de capacité excédentaire. Même si l'on néglige le fait que les armes constituent en soi un gaspillage, la production d'armements dans le cadre d'une course qualitative aux armements représente un gaspillage exceptionnel, quelle que soit la forme qu'il prend, qu'il s'agisse de l'arrêt de programmes à mi-course, de sous-emploi intermittent ou d'arsenaux militaires qu'on accroît pour des raisons industrielles plutôt que militaires.

48. Les raisons du développement toujours accéléré de la course aux armements et des activités intenses de mise au point et d'utilisation de techniques à des fins militaires ne se ramènent pas à un simple processus d'action et de réaction ni à l'appréhension que font naître dans chaque pays les programmes militaires des autres pays. La course aux armements reposant de plus en plus sur des techniques de pointe et entraînant dans son sillage de nouveaux secteurs de la société, il se crée un certain nombre de mécanismes nouveaux qui poussent au maintien de la course aux armements sinon à son accélération. La logique même de l'innovation technique, le fait qu'on ne saurait apparemment se permettre de laisser la moindre voie inexplorée, les impératifs industriels et les autres effets des longs délais de mise au point ont déjà été mentionnés. Nombre d'autres facteurs ont été suggérés pour expliquer l'élan aveugle et l'ampleur de la course actuelle aux armements. Outre diverses motivations politiques et militaires plus ou moins explicites applicables à certains cas particuliers, plusieurs facteurs internes peuvent

³⁰ M. Kaldor : *European Defence Industries – National and International Implications*, monographies de l'Institute for the Study of International Organization, Université du Sussex, p. 9.

³¹ Kaldor, *op. cit.*, p. 7 à 14.

entrer en jeu. Leur importance sera bien entendu fonction des circonstances. Dans certains cas, les forces armées ont été développées principalement pour faire face à des tensions internes et ont servi à maintenir l'ordre social face à une opposition croissante ou à de profondes divisions de la société. Un autre facteur est l'inertie des institutions, une fois créées et renforcées, et du réseau d'intérêts qui peuvent lier les forces armées, l'industrie, certains secteurs des professions scientifiques et techniques et les appareils politiques et administratifs. Certaines études de décisions particulières d'achat de matériel militaire ont souligné le rôle important joué par les arrangements de compromis résultant de pressions diverses des institutions et de l'administration et par les rivalités interarmées.

49. Il est bien entendu indispensable de comprendre pleinement comment tous ces éléments favorisent la course aux armements et déterminent son orientation si l'on veut que l'action politique puisse renverser le mouvement. Chacun de ces éléments met directement en cause des forces qui peuvent entraver l'action en faveur du désarmement. En général, ils sont assez mal compris jusqu'à présent. Une raison importante de cet état de choses tient au fait que l'on ne trouve pas partout les mêmes facteurs ou combinaisons de facteurs. Il existe évidemment de grandes différences entre les pays qui sont à l'avant-garde technique de la course aux armements et ceux qui sont progressivement entraînés dans cette course, entre les pays ayant des systèmes socio-économiques différents, etc. Il a fallu cependant limiter les études presque exclusivement aux pays — Etats-Unis d'Amérique et certains pays européens en particulier — sur lesquels on dispose de renseignements suffisants. Toutefois, si l'on veut réaliser des progrès réels sur la voie du désarmement, il ne suffira manifestement pas de considérer la course aux armements comme un simple phénomène d'action et de réaction et le désarmement comme une simple question de volonté politique aux plus hauts niveaux. La course aux armements ne devient pas seulement de plus en plus dangereuse, elle est aussi de plus en plus complexe et irréductible. Elle est entretenue par une variété de forces agissant de concert, et il faut être conscient que l'élimination de l'une d'entre elles ne suffira pas à renverser ce mouvement. En fait, on peut considérer que ce n'est pas un facteur unique ou quelques facteurs mais plutôt leur multiplicité même qui imprime à la course aux armements son élan aveugle et qui fait que le désarmement n'a guère prise sur elle, tout succès limité dans un domaine étant annulé très rapidement par les événements qui se produisent dans d'autres secteurs de la course aux armements.

50. Il faut noter en particulier que, dans le cas d'une course aux armements où chacun vise avant tout à obtenir des améliorations qualitatives et à réaliser des percées technologiques, ou à les réaliser le premier, une simple étude de l'évolution des dépenses militaires donne une image inexacte de l'accroissement réel du potentiel de destruction. Dans le domaine de la production civile, un axiome bien connu veut que, dans des conditions de progrès technique continu, même une politique d'investissement net nul aboutit à un accroissement constant de la production. Les machines usagées sont remplacées par d'autres plus perfectionnées, ce qui permet d'augmenter

la productivité. Cela est vrai aussi des dépenses militaires. Même si elles ne s'élèvent pas en termes réels, le fait d'en consacrer une proportion importante à la recherche-développement et à l'amélioration qualitative signifie que le potentiel de destruction de l'appareil militaire et les dangers qu'il fait courir continuent de s'accroître³².

51. Les observations qui précèdent ont pour corollaire qu'il faut distinguer les conséquences économiques des dépenses d'armement de leurs conséquences militaires. Les unes n'ont pour ainsi dire pas de rapport avec les autres. Certes une augmentation du volume (réel) des dépenses militaires entraîne presque toujours sur ces deux plans une évolution de même signe; autrement dit, il y aura à la fois un accroissement de la puissance meurtrière et destructrice des armes. En revanche, quand il y a réduction des dépenses militaires, le mouvement peut être divergent : un certain allègement du fardeau économique global peut s'accompagner d'un nouvel accroissement du potentiel de destruction, comme c'est en fait le cas aujourd'hui dans certains pays. Mais étant donné que l'accent mis sur l'aspect qualitatif (c'est-à-dire technique) de la course aux armements entraîne une utilisation accrue d'une main-d'œuvre qualifiée particulièrement rare (scientifiques, techniciens, gestionnaires, travailleurs hautement qualifiés), opter pour un progrès qualitatif rapide est souvent un parti nuisible pour l'économie, même s'il s'accompagne d'une réduction des dépenses militaires (réelles) totales.

52. Il faut garder présent à l'esprit l'aspect qualitatif de la course aux armements — aspect alarmant et de plus en plus important — quand on étudie des mesures visant à mettre fin à la course aux armements. On ne pourra considérer une réduction du montant total des dépenses militaires comme le seul critère de progrès³³, à moins que cette réduction ne soit très substantielle. Il est impératif de prendre aussi des mesures visant à limiter la course qualitative aux armements.

53. Les limitations relatives à des armes ou des systèmes d'armes donnés constituent une forme de progrès. L'accord entre les Etats-Unis et l'URSS relatif aux systèmes antimissiles ou la convention sur l'interdiction des armes biologiques en constituent des exemples. Des mesures similaires portant sur des aspects plus larges de l'armement et des modes de guerre, et plus particulièrement sur les moyens employés dans la guerre nucléaire et chimique, permettraient d'endiguer dans une large mesure la course aux armements. Pour atteindre leur pleine efficacité, il faudrait que ces mesures portent sur des perfectionnements encore en gestation, c'est-à-dire avant qu'ait été accompli aucun travail important de recherche-développement et

³² Ce point est brièvement souligné par le Pr J. Ruina dans son essai intitulé "The Arms Race and SALT" (dans D. Carlton, *The Dynamics of the Arms Race*, Croom Helm, Londres, 1975, p. 52) : « S'il n'y a pas de limite à la modernisation et au remplacement, la course aux armements peut se perpétuer à une échelle gigantesque, puisque l'on peut remplacer tout ce qu'on a, et ce autant de fois qu'on le souhaite, et ainsi améliorer son potentiel. »

³³ Voir à ce propos *Réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et utilisation d'une partie des fonds ainsi libérés pour l'aide aux pays en voie de développement*, A/9770/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.I.10), p. 9.

avant que les poussées politiques institutionnelles et industrielles n'aient commencé à donner aux programmes leur élan propre. On peut également penser, à condition de ne pas pour autant se détourner de la tâche principale qui est de freiner et de stopper la course aux armements nucléaires et de détruire les armes nucléaires existantes, qu'il y aurait intérêt à tenter de faire interdire la réalisation et la production de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans plusieurs résolutions³⁴. L'interdiction des armes nouvelles et des nouveaux systèmes d'armes de destruction massive doit être étroitement liée à l'adoption de mesures fermes pour la cessation de la production d'armes nucléaires, la liquidation des stocks existants et l'interdiction complète et définitive des armes nucléaires. Un coup décisif serait également porté à la course qualitative aux armements si les principales puissances militaires concluaient un accord sur la réduction des dépenses militaires de recherche-développement³⁵. Une telle mesure permettrait aussi — après redistribution des ressources ainsi libérées — des progrès économiques et sociaux importants dans les pays développés et les pays en développement³⁶.

54. Une volonté de progrès qualitatifs incessants est profondément ancrée dans la logique interne de la course aux armements. Il n'est pas facile d'arriver à des accords sur des limitations qualitatives et techniques, et les problèmes complexes de vérification ne sont pas le moindre obstacle. Mais pour grande que soit la difficulté de freiner dans une certaine mesure cet aspect de la course aux armements, elle n'est pas plus grande que l'urgence d'agir résolument dans ce sens. Chaque année qui passe voit naître une génération d'armes nouvelles et les programmes existants poussent de plus en plus profondément leurs racines dans les systèmes militaires et politiques nationaux, et en deviennent d'autant plus difficiles à stopper.

55. Eu égard à l'évolution que l'on vient de décrire, il est nécessaire d'exposer au grand jour les dangers de la poursuite de la course aux armements et de dissiper l'illusion qu'une paix et une sécurité durables sont compatibles avec l'existence d'énormes moyens de destruction. C'est aujourd'hui une nécessité impérieuse que d'adopter et de faire appliquer des mesures résolues de désarmement, et notamment des mesures de désarmement nucléaire qui permettent d'aboutir enfin au désarmement

³⁴ Résolutions 3479 (XXX) du 11 décembre 1975 et 31/74 du 10 décembre 1976. A la Conférence du Comité du désarmement, on a exprimé l'opinion qu'il convenait de ranger parmi les nouveaux types d'armes de destruction massive tous les types d'armes fondées sur des principes d'action qualitativement nouveaux, qu'il s'agisse du mode d'action, des objets de l'action ou de la nature de l'action. Quant aux nouveaux systèmes d'armes de destruction massive, on a dit qu'il fallait en interdire la création tant à partir de types d'armes nouveaux qu'à partir de types d'armes fondées sur des principes scientifiques déjà en application mais susceptibles d'être rendues encore plus dangereuses par l'introduction d'éléments techniques nouveaux quant au moyen de combat lui-même ou quant aux moyens logistiques.

³⁵ Cette proposition constitue l'une des diverses options présentées dans le document *Réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres . . .*, par. 33.

³⁶ Voir *Désarmement et développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.IX.1), par. 43 et annexe III, où figurent des exemples d'utilisation pacifique de la recherche-développement militaire.

général et complet. Il faut en même temps redoubler d'efforts pour faire adopter des mesures partielles de dégagement militaire et de désarmement susceptibles de contribuer à la réalisation de ces objectifs.

Chapitre II

LA COURSE AUX ARMEMENTS SOUS L'ANGLE DES RESSOURCES

56. Le détournement massif de ressources à des fins militaires décrit dans le rapport de 1971 continue sans désespérer. Le gaspillage à l'échelle mondiale des ressources financières, de la main-d'œuvre, des matières premières, des capacités techniques et des possibilités de recherche-développement se poursuit, année après année, à peu près au niveau atteint en 1968. De ce point de vue, bien peu de choses ont changé depuis le rapport de 1971. Ce qui est fondamentalement nouveau dans l'évaluation de la situation pour la fin des années 70, c'est le cadre de référence. Par rapport même à la situation au début de la présente décennie, on est aujourd'hui beaucoup plus conscient du fait que le monde fait face à une série de problèmes urgents d'une importance décisive pour le progrès de tous les Etats. Pour les résoudre, il faudra mobiliser dans une très large mesure l'énergie et les ressources de tous les pays et adopter une approche fondée sur la coopération, la solidarité internationale et le souci de l'intérêt commun, éléments de toute évidence incompatibles avec la poursuite de la course aux armements au rythme qui est actuellement le sien.

57. Au premier rang de ces problèmes, il s'en trouve un qui en recouvre en fait beaucoup d'autres, celui du développement, avec la tâche connexe d'instaurer un nouvel ordre économique international. La course aux armements, par ses conséquences économiques, sociales et politiques à l'échelon national et international, constitue sans aucun doute un obstacle important à la réalisation de progrès effectifs dans ce domaine. Aggravés par l'explosion démographique, la crise alimentaire et les dévastations dues aux catastrophes naturelles et à la guerre, les problèmes de l'élimination de la pauvreté et de l'amélioration des normes de santé, de nutrition, d'éducation et de logement ont atteint un stade critique dans de nombreuses régions du monde. Sont venus s'y ajouter d'autres problèmes tout aussi importants : assurer l'industrialisation et la croissance des pays en développement, lutter contre la détérioration de l'environnement, exploiter de nouvelles sources d'énergie et de matières premières tout en préservant les ressources disponibles actuellement, lutter contre la dégradation des villes, pour n'en citer que quelques-uns. Ils ne peuvent être attaqués de front qu'au prix d'investissements, de recherches et d'autres ressources mobilisables seulement en concurrence directe avec le secteur militaire.

58. La crise économique qui frappe le système monétaire international, la récession économique et l'inflation galopante que connaissent un grand nombre de pays, aussi bien parmi les plus pauvres que parmi les plus riches,

ont encore accentué le caractère d'urgence que revêtent la plupart de ces problèmes. Le taux de croissance par habitant ralentissant dans de nombreuses régions du monde et les perspectives apparaissant incertaines pour le proche avenir et à plus long terme, les problèmes économiques et sociaux se sont beaucoup aggravés dans de nombreux pays. La situation et les réactions qu'elle suscite se sont également modifiées radicalement. On a appelé l'attention tant sur les difficultés que pose la réalisation d'une expansion économique continue que sur les problèmes qu'elle risque de susciter avec les dommages causés à l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles. Les ressources que la course aux armements absorbe actuellement sont rares et nécessaires à des fins socialement constructives³⁷.

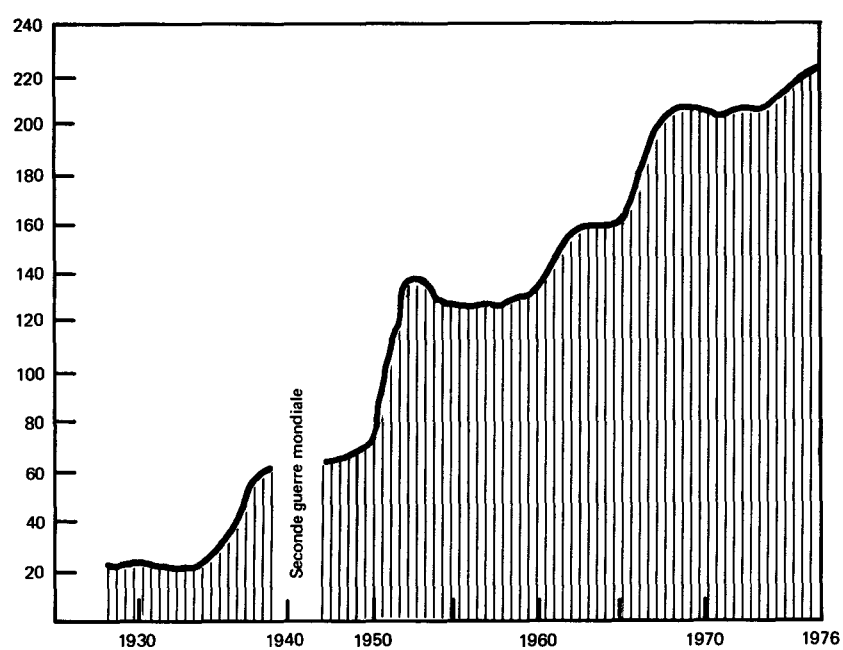
59. On a noté au chapitre premier que les dépenses militaires mondiales se situaient depuis un certain nombre d'années à environ 350 milliards de dollars par an aux prix d'aujourd'hui. Le coût gigantesque de cette course aux armements et la distorsion des priorités dans le monde en ce moment critique, à plus que mi-chemin de la Décennie du désarmement et de la deuxième Décennie du développement, trouvent sans doute leur meilleure illustration dans le fait que chaque année le secteur militaire absorbe dans le monde entier des ressources équivalant à environ deux tiers du total du produit national brut des pays qui, ensemble, constituent la moitié la plus pauvre du monde.

60. Depuis la seconde guerre mondiale, aucune des grandes puissances militaires n'est entrée en guerre avec une autre, mais les dépenses militaires mondiales ont augmenté régulièrement (voir graphique 2). Durant les 50 dernières années, elles ont décuplé en termes réels, ce qui correspond à un accroissement annuel de près de 5 p. 100. Depuis la seconde guerre mondiale, la course aux armements a coûté au total plus de 6 000 milliards de dollars (aux prix de 1975), soit presque autant que le total du PNB du monde entier en 1975 (voir graphique 2).

61. L'accélération rapide des dépenses militaires durant les années 60, suivie d'un plateau durant les huit dernières années, reproduit un schéma déjà rencontré plusieurs fois auparavant. Les périodes d'expansion militaire massive, le plus souvent dans le cadre d'une guerre (seconde guerre mondiale, guerre de Corée, guerre du Viet Nam), ont été suivies de périodes d'accalmie qui ont duré quelques années. Il est illusoire, dans une large mesure, d'en conclure qu'il y a certaines périodes de stabilité relative. En fait, dans la grande majorité des pays, la tendance est à l'accroissement irrégulier à long terme des budgets militaires, ponctué de temps à autre par des baisses modestes et temporaires. Ce n'est que le poids écrasant de quelques pays de tête qui donne l'apparence d'une croissance échelonnée du montant total. Une

³⁷ Etant donné la récession que connaissent à l'heure actuelle un certain nombre de pays, il n'est pas du tout évident que les ressources allouées à des fins militaires seraient, dans d'autres circonstances, utilisées de manière productive dans le secteur civil. Les effets économiques d'une consommation importante de ressources dans le secteur militaire ne se font pas sentir de la même manière en période de récession et en période de pleine utilisation des ressources, mais ils sont tout aussi nocifs sur les plans économique et social. Cette question est examinée au chapitre suivant.

GRAPHIQUE 2. — DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES, 1925–1975, EN MILLIARDS DE DOLLARS DES ETATS-UNIS (À PRIX CONSTANTS DE 1970)



SOURCE. — D'après SIPRI, *Armement and Disarmament in the Nuclear Age*, p. 57.

analyse détaillée des dépenses militaires des divers pays durant les années 70 ne permet pas de conclure que cette tendance générale à la hausse a pris fin.

62. Les dépenses militaires mondiales en termes réels étant relativement stables depuis 1968 et la production mondiale continuant de s'accroître, quoique très lentement au milieu des années 70, le rapport entre les dépenses militaires et les dépenses non militaires semble bien entendu décrire une courbe favorable. Par exemple, on a dépensé plus pour l'enseignement que pour le secteur militaire en 1973. Mais il s'agit là d'une moyenne à l'échelon mondial et la situation varie considérablement selon les pays. Dans le monde entier, il y a presque autant de militaires que d'enseignants³⁸.

63. Comme pour l'enseignement, les dépenses publiques au titre des services de santé se sont rapidement accrues durant ces dernières années. Néanmoins, à l'échelon mondial, les fonds publics consacrés à la santé (auxquels il faudrait ajouter, pour être complet, les dépenses du secteur médical privé) ne représentent pas 60 p. 100 des dépenses militaires. Là encore, la situation varie beaucoup d'un pays à l'autre. Le déséquilibre est encore plus marqué dans le domaine essentiel du financement de la recherche. Les ressources consacrées à la recherche médicale dans le monde entier ne représentent qu'un cinquième de celles consacrées à la recherche-développement de caractère militaire. Dans tous les cas, les ressources absorbées par le secteur militaire sont largement supérieures aux dépenses sociales publiques, même dans des domaines aussi importants que la santé et l'éducation, ce qui montre que, dans le monde entier, l'allocation des fonds publics obéit à un ordre de priorités regrettable.

64. Ces comparaisons des dépenses brutes à des fins absolument sans rapport les unes avec les autres sont toutefois relativement dépourvues d'intérêt en elles-mêmes. Pour procéder à une évaluation plus exacte, il faudrait faire une étude afin de déterminer le volume de ressources supplémentaires nécessaire à des fins sociales ou à d'autres fins non militaires et comparer les dépenses correspondantes avec le coût des programmes militaires. Faute de pouvoir effectuer ici cette étude systématique, quelques exemples permettront de donner une idée de l'ampleur des besoins et de montrer qu'il suffirait d'une partie minime des ressources actuellement gaspillées à des fins militaires pour en satisfaire certains dans une large mesure.

65. La situation la plus alarmante de toutes est celle devant laquelle on se trouve dans le domaine de la nutrition. Un demi-milliard de personnes de par le monde souffrent gravement de la malnutrition et des millions d'autres subsistent à l'aide de rations de beaucoup inférieures au minimum vital. Bon nombre des jeunes enfants dans les pays en développement voient leur croissance et leur développement physique et mental enrayés du fait de carences alimentaires lourdes de conséquences pour la génération suivante. Ces dernières années, la famine a frappé des régions entières du monde et la production alimentaire par habitant dans l'ensemble des pays en

³⁸ Ruth Sivard, *World Military and Social Expenditures*, 1977, p. 21.

développement a fléchi. Pourtant, les pays les plus démunis, ceux dont les revenus par habitant sont inférieurs à 200 dollars et dont les dépenses militaires représentent une part modeste du PNB, consacrent (en moyenne) environ autant aux activités militaires qu'aux investissements agricoles³⁹. Afin de compléter les programmes nationaux, on a désespérément besoin d'une assistance internationale pour financer une production alimentaire accrue et constituer des réserves de secours. A la Conférence mondiale de l'alimentation qui s'est tenue en 1974, on a estimé qu'il fallait porter l'assistance au développement de l'agriculture à 5 ou 6 milliards de dollars par an pendant le reste de la présente décennie. Bien que les engagements de dépenses à cette fin aient nettement augmenté depuis lors, ils sont encore inférieurs de 2 à 3 milliards de dollars à l'objectif visé⁴⁰. Pour combler cet écart, il suffirait de mettre en œuvre l'équivalent de 1 p. 100 des budgets militaires des pays industrialisés.

66. Les immenses avantages qui pourraient résulter de réductions insignifiantes des dépenses militaires et de la réaffectation des fonds ainsi économisés sont particulièrement évidents dans le domaine de la santé. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dépensé 83 millions de dollars environ en 10 ans pour éliminer la variole dans le monde. Cette somme ne suffirait même pas à acheter un seul bombardier stratégique moderne. Le programme d'éradication du paludisme que l'OMS a entrepris à l'échelle mondiale au coût estimatif d'environ 450 millions de dollars marque le pas faute de fonds. Et, cependant, son coût total jusqu'à présent ne représente que la moitié des sommes dépensées chaque jour à des fins militaires et un tiers seulement des sommes qui seront consacrées à la seule acquisition de chacun des nouveaux sous-marins nucléaires lance-missiles « Trident ». Selon les statistiques de 1975, plus d'un milliard de personnes dans 66 pays en développement vivent dans des régions où le paludisme sévit à l'état endémique, aggravant par ses effets les autres privations dues notamment à la misère, à l'insuffisance de la nutrition, à l'insalubrité de l'approvisionnement en eau, à la médiocrité de l'habitat et à la multiplicité des infections, entraînant des taux de morbidité et de mortalité élevés, surtout chez les jeunes, et sapant la capacité qu'auraient les habitants de ces régions d'améliorer leur vie matérielle et sociale⁴¹. L'éradication de certaines des grandes maladies transmissibles et l'exécution d'autres vastes programmes dont l'OMS a tracé les grandes lignes⁴² coûteraient des sommes insignifiantes par rapport au coût de la course aux armements. En outre, les avantages que pourrait présenter un transfert de ressources du secteur militaire au secteur de la santé vont bien au-delà du simple aspect humanitaire. L'exécution de

³⁹ Ces pays investissent moins de 5 milliards de dollars par an dans l'agriculture (en moyenne 3 p. 100 de leur PNB et 18 p. 100 de leur programme total d'investissements). Robert S. McNamara, Discours de Manille, 4 octobre 1976.

⁴⁰ Chiffres communiqués par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Conseil mondial de l'alimentation (voir A/32/88/Add.1).

⁴¹ Communication de l'Organisation mondiale de la santé (A/32/88/Add.1).

⁴² Voir le sixième Programme général de travail de l'OMS, adopté en 1976 par la vingt-neuvième Assemblée mondiale de la santé et portant sur la période allant de 1978 à 1983, inclusivement.

programmes de ce genre libérerait automatiquement d'importantes ressources dans le secteur médical qui pourraient être consacrées à de nouvelles tâches et qui, en améliorant le niveau général de la santé dans les régions touchées, permettraient à la population d'être mieux à même d'améliorer sa situation économique et sociale dans d'autres domaines. De tels avantages cumulatifs sont en fait généralement caractéristiques des programmes de développement, de ceux en particulier qui s'adressent aux groupes de la population les plus dénués. A cet égard également, les dépenses de développement présentent un contraste marqué avec les dépenses militaires qui constituent en elles-mêmes un gaspillage, incitent les autres pays à gaspiller leurs ressources de la même façon et compromettent les possibilités de croissance future.

67. C'est dans le domaine des moyens scientifiques et techniques que l'affectation des ressources à des fins militaires est la plus massive. On estime qu'à l'heure actuelle 25 p. 100 environ du personnel scientifique mondial se livre à des activités de caractère militaire. Il est arrivé par le passé que cette proportion soit encore plus élevée. En fait, on a estimé que 40 p. 100 de toutes les dépenses de recherche-développement effectuées depuis la seconde guerre mondiale l'ont été à des fins militaires⁴³. De loin, la plus large partie de ces dépenses est consacrée à la mise au point d'un matériel sans aucune utilité civile concevable. La recherche médicale et biologique et la recherche liée à la protection de l'environnement ou à la satisfaction des besoins propres aux pays en développement ont absorbé peu de ressources par comparaison avec la recherche militaire.

68. Comme on l'a déjà noté, la recherche-développement à des fins militaires est pratiquement concentrée dans les six pays dont les dépenses militaires sont les plus élevées. Ceux-ci, pris ensemble, feraient de 96 à 97 p. 100 des dépenses mondiales de recherche-développement militaire⁴⁴. Comme on ne trouve dans les pays en développement qu'un faible pourcentage du personnel scientifique et technique existant de par le monde, il s'ensuit que la recherche-développement d'intérêt militaire absorbe peut-être dix fois l'ensemble des moyens scientifiques et techniques existant dans les pays en développement. De plus, le rythme des innovations techniques est très rapide dans le secteur militaire. En conséquence, à mesure que les pays techniquement avancés transfèrent des armements de haute technicité à des pays où les ressources techniques et matérielles sont plus réduites et à mesure que ces derniers se lancent eux-mêmes dans la fabrication d'armes perfectionnées, les besoins militaires absorbent une part croissante de compétences et de moyens techniques déjà limités.

69. Les avantages que l'on pourrait retirer au fil des ans du redéploiement des ressources de R et D consécutif à un désarmement effectif sont si considérables, si multiples et si imprévisibles qu'on ne peut pas en donner une idée exacte⁴⁵. En ce qui concerne les problèmes du

⁴³ SIPRI, *Arms uncontrolled*.

⁴⁴ SIPRI, *Resources Devoted to Military Research and Development*, 1972, p. 10.

⁴⁵ On trouvera à l'annexe III du rapport du Groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences économiques et sociales du désarmement, intitulé *Désarmement et développement*

développement, il apparaît de plus en plus clairement que, dans un grand nombre de domaines, les pays en développement ne peuvent purement et simplement importer les techniques qui se sont avérées satisfaisantes dans les pays industrialisés avancés. Les problèmes que posent par exemple l'approvisionnement en énergie, l'approvisionnement en eau et la purification de l'eau, les techniques agricoles et la préservation des aliments, le matériel de transport et de communications, la santé et l'hygiène, pour n'en citer que quelques-uns, appellent des solutions et des techniques spécialement adaptées aux besoins et à la situation des pays en développement. En ce qui concerne les problèmes économiques et sociaux que pose le développement, il y a d'énormes besoins qui sont inexplorés à presque tous les égards et qui attendent qu'on y satisfasse par la mise en œuvre systématique et à grande échelle des moyens propres à y répondre, approche qui a jusqu'à présent été presque exclusivement l'apanage de la recherche militaire. Dans bien d'autres domaines directement liés aux problèmes mondiaux actuels ou aux crises prévisibles, il existe le même besoin pressant d'accroître les ressources scientifiques et techniques. L'exploitation effective des ressources alimentaires et minérales des océans, la mise en valeur de nouvelles ressources énergétiques, la surveillance des effets du milieu sur la santé, la recherche et la prévision météorologiques, l'alerte aux catastrophes naturelles et les inventaires des ressources naturelles ne sont que quelques-uns des domaines où l'on pourrait mettre à profit les compétences et les moyens actuellement gaspillés à des fins militaires. Il est évident que, dans tous ces domaines, les retombées dans le secteur civil de la recherche d'intérêt militaire, si elles n'ont pas toujours été négligeables, sont restées insignifiantes par rapport aux ressources qui ont permis de les financer et aux résultats que l'on aurait pu obtenir si les efforts avaient porté directement sur les applications civiles.

70. La course aux armements entraîne également une très forte ponction sur les ressources en main-d'œuvre⁴⁶. Les forces armées dans le monde comptent approximativement 22 millions de personnes. Dans les pays en développement, le nombre d'hommes sous les armes a augmenté à peu près en proportion de l'accroissement de la population, encore que les tendances varient sensiblement selon les pays. Dans les pays fortement industrialisés, ce nombre a un peu baissé ces dernières années, reflétant essentiellement une plus haute technicité des systèmes d'armes, l'augmentation rapide des coûts du personnel militaire, l'importance croissante que revêt une main-d'œuvre hautement qualifiée dans les forces armées et, dans certains cas, la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur civil. Le réservoir de main-d'œuvre qu'offrait l'agriculture pendant de nombreuses décennies étant en grande partie épuisé dans les pays économiquement les plus avancés, on sera sans doute amené de

(publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.IX.1), une liste d'utilisations pacifiques possibles des ressources de recherche-développement actuellement consacrées à des fins militaires. Voir aussi *Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement*, numéro de vente : F.71.II.A.18.

⁴⁶ Ce raisonnement n'est tout à fait valable que dans une situation de plein emploi. Les modifications qu'il faut y apporter lorsque tel n'est pas le cas sont examinées au chapitre III.

plus en plus à considérer le gaspillage entraîné par l'utilisation de la main-d'œuvre à des fins militaires comme une charge intolérable.

71. On ne peut que se faire une idée approximative du volume total de la main-d'œuvre absorbée directement et indirectement par le secteur militaire. Aux Etats-Unis, pour 3 militaires, on compte 4 autres personnes dans des secteurs connexes⁴⁷. Selon certaines estimations, dans l'ensemble du monde, 60 millions de personnes au total se livrent, en uniforme ou dans le civil, dans le secteur public ou privé, à des activités liées aux activités d'intérêt militaire⁴⁸. Ce chiffre correspond à l'ensemble de la main-d'œuvre utilisée dans l'industrie manufacturière en Europe (URSS non comprise) ou à 70 p. 100 de la main-d'œuvre totale employée aux Etats-Unis dans toutes les branches d'activité. Quoique ces chiffres ne soient évidemment pas directement comparables, il est quand même probable que dans la plupart des pays, les personnes employées directement ou indirectement par le secteur militaire ont un degré de compétence technique nettement plus élevé que la moyenne de la population et qu'elles auraient eu une productivité supérieure à la moyenne si elles avaient été employées dans le secteur civil. Le secteur militaire et les activités connexes absorbent partout une proportion des catégories de personnes les plus qualifiées qui est de beaucoup supérieure à ce que laisserait supposer la part du budget militaire dans le produit national. Tel est évidemment le cas des chercheurs, des ingénieurs et des techniciens, mais cela vaut aussi pour les administrateurs et gestionnaires. Dans certains cas, la proportion des travailleurs industriels concourant directement ou indirectement à la production d'intérêt militaire est, semble-t-il, beaucoup plus élevée que celle du PNB qui va à des fins militaires⁴⁹. En tout état de cause, il est évident que la ponction globale sur les ressources en main-d'œuvre hautement qualifiée est souvent beaucoup plus considérable qu'on ne peut l'imaginer d'après les chiffres des budgets militaires ou le volume total de l'emploi dans les branches d'activité liées au secteur militaire.

72. La protection de l'environnement représente un élément important du problème des ressources. Les activités militaires interfèrent sur plusieurs points avec les efforts à entreprendre pour réparer les dégâts déjà causés à l'environnement et pour empêcher ou limiter autant que possible toute nouvelle dégradation. Parmi les facteurs en jeu, celui qui, à long terme, a peut-être le plus d'importance est le détournement pur et simple de ressources financières et scientifiques au profit de la course aux armements. L'application de solutions réalistes aux problèmes posés par l'environnement exigera dans bien des cas des travaux importants de recherche-développement et des investissements considérables pour le recyclage, pour la purification de l'air et de l'eau et pour de nombreuses autres tâches. Le ralentissement de la

⁴⁷ Chiffres découlant des tableaux 4 et 5 dans la réponse des Etats-Unis d'Amérique à la note verbale du Secrétaire général (voir A/32/88/Add.1).

⁴⁸ Ruth Sivard, *World Military and Social Expenditures 1976*, p. 9.

⁴⁹ En Italie, où le budget militaire est de l'ordre de 3 p. 100 du PNB, 7 à 9 p. 100 de la population économiquement active s'occupe directement de l'exécution des commandes passées par le Ministère de la défense, et cela sans même compter les travailleurs des industries d'appui. Voir la réponse de l'Italie à la note verbale du Secrétaire général (A/32/88/Add.1).

course aux armements et, surtout, les ressources scientifiques et techniques que cela libérerait faciliteraient grandement une action efficace dans ce domaine, en particulier lorsqu'une coopération internationale à grande échelle s'impose. On peut tenir pour acquis qu'en temps de paix les activités militaires, les industries travaillant pour la défense nationale, les installations militaires, les manœuvres, etc. provoquent des dégâts dans l'environnement qui viennent s'ajouter à ceux dus aux activités civiles, en quantité à peu près proportionnelle au pourcentage représenté par les activités militaires dans le PNB. Mais ce qui détruit le plus l'environnement, que ce soit intentionnellement, incidemment ou accidentellement, c'est bien entendu la guerre. La technologie militaire a permis d'acquérir ou de perfectionner des moyens tels que le bombardement de saturation, les armes incendiaires, les armes chimiques et, bien entendu, les explosifs nucléaires, qui sont de nature à provoquer dans l'environnement des dégâts considérables et, dans certains cas, durables. Plus de 100 kg de dioxine, le produit chimique dont 2,5 kg ont été accidentellement déversés dans les environs de la ville italienne de Seveso en 1976, ont été répandus par erreur au Viet-Nam du Sud parce qu'il y avait des traces de ce produit dans un des défoliants chimiques alors largement utilisés. Dans certains endroits, le taux de dioxine a atteint 5 p. 100 du niveau qui a rendu les alentours de Seveso inhabitables⁵⁰. Il s'agit là d'une des nombreuses conséquences de la guerre d'Indochine sur le plan de l'environnement et de l'écologie; leur gravité est telle que l'on estime qu'il faudra, au mieux, plusieurs décennies pour que l'équilibre naturel soit rétabli⁵¹.

73. Par ailleurs, les forces armées de tous les pays consomment, en quantités importantes, des ressources non renouvelables très diverses, qu'il s'agisse de réserves énergétiques ou de matières premières, mais les renseignements statistiques dont on dispose à ce sujet sont fragmentaires ou inexistantes. On en est réduit, pour évaluer l'épuisement global des ressources naturelles imputable à la course aux armements, à extrapoler de façon assez arbitraire les chiffres des Etats-Unis (lorsqu'on en dispose) ou à supposer de façon sommaire et peu convaincante que les secteurs militaires et civils de l'économie exercent sur les diverses ressources une demande proportionnelle à leur importance relative. En tout état de cause, il est évident que la consommation de matières premières à des fins militaires est plus concentrée encore chez les grandes puissances militaires que ne l'est la consommation de ressources en général. En ce qui concerne des métaux tels que l'aluminium, le cuivre, le plomb et le zinc, la demande à des fins militaires représente aux Etats-Unis 11 à 14 p. 100 de la demande totale. Pour plusieurs autres métaux, elle atteint près de 10 p. 100⁵² et elle dépasse 40 p. 100⁵³ pour le titane. Si

⁵⁰ Chiffres tirés du SIPRI, *Yearbook of World Armaments and Disarmament*, 1977, p. 86 à 99.

⁵¹ Voir SIPRI, *Ecological Consequences of the Second Indo-China War*, 1975.

⁵² S. P. Dresch, *Disarmament: Economic Consequences and Development Potential* (Université de Yale et National Bureau of Economic Research, New Haven, Connecticut, décembre 1972). Voir aussi *Désarmement et développement*, annexe II.

⁵³ Vingt et unième rapport annuel sur les activités de la commission mixte supervisant la production destinée à la défense nationale, Congrès des Etats-Unis, Washington, 21 février 1972, p. 16.

l'on extrapole les chiffres des Etats-Unis, la consommation mondiale d'hydrocarbures liquides à des fins militaires (à l'exclusion des produits pétroliers utilisés pour la fabrication d'armes et de matériel) serait de 700 à 750 millions de barils par an⁵⁴, soit le double de la consommation annuelle de toute l'Afrique, ou approximativement 3,5 p. 100 de la consommation mondiale. D'autre part, en ce qui concerne le carburéacteur, la consommation à des fins militaires (en temps de paix) représenterait un tiers de la consommation totale des Etats-Unis⁵⁵. Bien que les renseignements fassent le plus souvent défaut, il est évident que, dans bien des cas, le secteur militaire contribue largement à l'épuisement des ressources naturelles.

74. La situation en ce qui concerne les combustibles nucléaires illustre les conséquences de la course aux armements sur le plan des ressources naturelles. L'étude la plus récente qui ait été consacrée aux ressources, à la production et à la demande d'uranium a montré que si une expansion considérable de la prospection et de la mise en valeur donne lieu à de nouvelles découvertes importantes, on rencontrera néanmoins d'énormes problèmes si l'on veut assurer un approvisionnement suffisant en uranium, à des prix compétitifs, pour répondre aux besoins des 25 années à venir. Selon ce rapport, il faudra investir 20 milliards de dollars environ dans l'exploration durant cette période et une somme équivalente pour l'extraction et le traitement⁵⁶. On ignore quelle quantité de matières fissiles est stockée dans les arsenaux militaires, mais si le désarmement en libérait 2 000 tonnes, cela suffirait à fournir le combustible initial et le combustible de remplacement pendant leur durée utile pour des réacteurs thermiques d'une puissance installée de 100 000 mégawatts électriques environ. Aux fins de comparaison avec ces chiffres, on estime actuellement que la puissance installée totale des centrales nucléaires sera de 200 000 mégawatts électriques en 1980 et de 700 000 à 800 000 en 1990⁵⁷. Un désarmement nucléaire intégral libérerait en outre plus de 20 000 chercheurs et ingénieurs nucléaires, qui travaillent à l'heure actuelle aux applications militaires de l'énergie nucléaire et dont certains pourraient participer aux programmes nucléaires entrepris à des fins pacifiques par les pays développés et les pays en développement⁵⁸.

↓ 75. Les dépenses militaires constituent la seule mesure dont on dispose pour chiffrer le gaspillage total de ressources humaines, matérielles et financières que la course aux armements entraîne. Corrigées pour se ramener à des prix uniformes et à une définition uniforme du secteur militaire, dans la mesure où les renseignements disponibles en donnent le moyen, ces dépenses permettent de calculer la consommation, à des fins militaires, de diverses catégories de ressources dans divers pays, pour ensuite additionner les chiffres

⁵⁴ Ronald H. Huiskens, "The Consumption of Raw Materials for Military Purposes", *Ambio*, vol. 4, n° 5 et 6, p. 231.

⁵⁵ Ruth Sivard, *World Military and Social Expenditures*, 1977, p. 13.

⁵⁶ Agence internationale de l'énergie atomique et Agence pour l'énergie nucléaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques, 1975. Voir la communication de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/32/88/Add.1).

⁵⁷ Communication de l'Agence internationale de l'énergie atomique (voir A/32/88/Add.1).

⁵⁸ *Ibid.*

obtenus et arriver à une estimation du gaspillage total⁵⁹. Ainsi qu'il a déjà été noté, ce « coût d'opportunité » annuel de la course aux armements s'établit actuellement à près de 350 milliards de dollars⁶⁰, mais ce chiffre est loin de représenter le coût total de la course aux armements. Divers coûts (national, international, social et politique) n'entrent en effet pas en ligne de compte dans le calcul des dépenses militaires, sans parler du coût des guerres. Même cela mis à part, les crédits budgétaires sur lesquels repose principalement le calcul des dépenses militaires globales ne donnent qu'une indication très imparfaite des ressources matérielles et des efforts humains qu'absorbe la course aux armements et du sacrifice d'autres options qui en résulte.

76. A plusieurs égards, les caractéristiques générales de la course aux armements pendant la première moitié des années 70, telles qu'elles se reflètent dans les chiffres des dépenses militaires, diffèrent quelque peu des caractéristiques notées au cours de la décennie précédente. Ainsi qu'il ressort du rapport antérieur, les années 60 ont été marquées par une augmentation massive des dépenses d'armements, même si cette augmentation n'a pas été tout à fait aussi forte que celle du PNB mondial pour l'ensemble de la décennie. D'un montant total annuel d'environ 150 milliards de dollars (aux prix de 1973) pendant la plus grande partie des années 50, les dépenses militaires mondiales sont passées en 1968 à un chiffre sans précédent de 260 milliards de dollars (graphique 3). Cette augmentation est essentiellement le fait des six pays qui dépensent le plus. Pour l'ensemble de la décennie, les

⁵⁹ On se heurte à des difficultés considérables lorsqu'on essaie d'établir des définitions non seulement valables mais aussi utilisables et internationalement comparables des dépenses militaires, de convertir en une monnaie unique des chiffres exprimés en monnaies nationales, ou de déterminer la façon de corriger les fluctuations de prix dans le secteur civil et dans le secteur militaire de l'économie. Au cours des quelques dernières années, des efforts importants ont été entrepris au sein de l'Organisation des Nations Unies, en vue d'améliorer la comparabilité dans ces domaines et de mesurer avec une précision accrue les conséquences de la course aux armements en termes de ressources. Voir *Réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et utilisation d'une partie des fonds ainsi libérés pour l'aide aux pays en voie de développement* (A/9770/Rev.1, publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.I.10) et *Mesure et publication internationale des dépenses militaires* (A/31/222).

⁶⁰ Les estimations des dépenses militaires mondiales ont été établies pour la plus grande part par l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis (ACDA) et par l'Institut international de Stockholm pour les recherches sur la paix (SIPRI). Les chiffres provenant de ces deux sources diffèrent considérablement dans certains cas, mais pas au point de modifier profondément les conclusions. Les chiffres de l'ACDA sont en général plus élevés. C'est ainsi que selon ses estimations, les dépenses militaires dans le monde se sont élevées en 1975 à 371 milliards de dollars, chiffre supérieur de 18 p. 100 à celui avancé par le SIPRI, soit 314 milliards de dollars. Pour assurer la comparabilité d'un chapitre à l'autre et d'une rubrique à l'autre, les auteurs ont choisi d'utiliser uniquement les chiffres du SIPRI dans le présent rapport. En tout état de cause, la marge d'erreur est probablement supérieure aux différences entre chiffres de différentes sources. Les données sur lesquelles ces sources se fondent sont de qualité inégale et, dans certains cas, tout à fait incertaines. Pour les dépenses militaires mondiales, des chiffres supérieurs ou inférieurs de 10 p. 100 aux chiffres donnés seraient tout aussi plausibles. Pour ce qui concerne les tendances indiquées plus loin, la marge d'erreur est généralement bien plus faible puisque, dans ce cas, les chiffres dépendent essentiellement du degré d'homogénéité des définitions. Il va de soi que, lorsqu'il s'agit de longues périodes, l'utilisation de coefficients déflateurs différents, et d'ailleurs également plausibles, pour corriger les fluctuations de prix pourrait avoir des répercussions sensibles.

dépenses militaires de ces pays représentent à elles seules 80 à 85 p. 100 du total mondial; ensemble, ils ont consacré aux armements un pourcentage considérablement plus élevé de leur PNB total que la plupart des autres pays (graphique 3).

77. La situation s'est modifiée à plusieurs égards au cours des années 70 : tandis que les stocks d'armes continuaient à augmenter, les dépenses militaires mondiales sont restées à un niveau relativement constant pendant près d'une décennie, soit un niveau proche (en dollars constants de 1973) du chiffre de 250 à 260 milliards de dollars atteint en 1968⁶¹. Au cours des 2 ou 3 dernières années, les dépenses militaires ont à nouveau augmenté en termes réels, mais à un rythme moins rapide que dans les années 60. La production mondiale ayant continué à augmenter, rapidement au début des années 70 puis plus lentement par la suite, la part de cette production affectée à des fins militaires a diminué. Alors qu'elle était de 6 à 7 p. 100 dans les années 60, elle n'est plus actuellement que de 5 à 6 p. 100. Cette diminution de la part de la production consacrée aux armements a été surtout sensible dans les pays auxquels est imputable le gros des dépenses militaires. La part de ces pays dans les dépenses militaires mondiales a donc diminué de façon régulière, tombant de 84 p. 100 en 1960 à 73 p. 100 en 1975, le reste de la diminution étant attribuable de façon à peu près égale aux autres pays industrialisés et aux pays en développement⁶² (tableau 1).

78. La tendance des dépenses militaires à n'augmenter que modérément depuis 1968, en termes réels, n'est donc valable que pour le total mondial. L'aplatissement de la courbe dans le graphique 3 masque des différences sensibles de pays à pays. En fait, il est presque entièrement imputable à deux facteurs : aux Etats-Unis, les dépenses militaires ont sensiblement diminué par rapport au niveau atteint au plus fort de la guerre d'Indochine bien qu'une nouvelle tendance à la hausse apparaisse dans le dernier budget. En Union soviétique, les dépenses militaires, d'après les chiffres du budget, sont restées à un niveau relativement constant⁶³. La part de ces deux pays dans le total est si grande qu'elle obscurcit le fait que la progression des dépenses militaires de

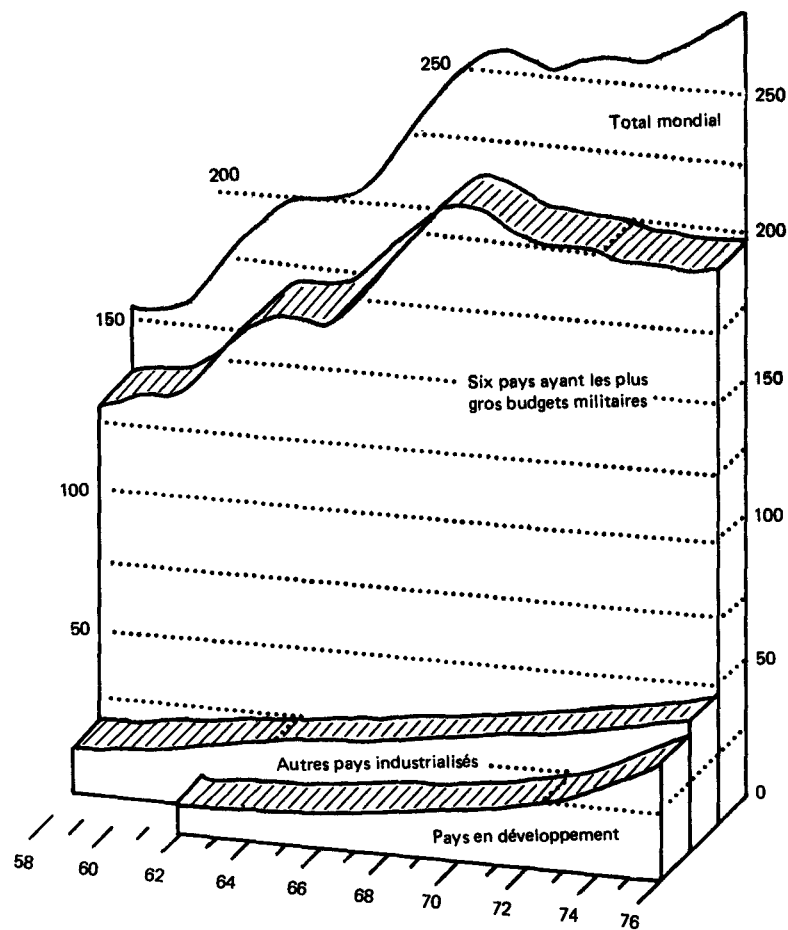
⁶¹ Ou 350 milliards en dollars courants. Les chiffres de l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis (ACDA) pour ces dernières années sont supérieurs de 10 à 15 milliards à ceux qui sont indiqués ici, ce qui implique une augmentation en termes réels, faible mais régulière, à partir de 1968 (*Arms Control Report*, U.S. ACDA, juillet 1976). Les chiffres antérieurs de cet organisme, qui indiquaient une diminution sensible des dépenses militaires mondiales de 1968 à 1971 et avaient été reproduits dans le graphique 1 A du rapport antérieur des Nations Unies sur *Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires*, ont maintenant été révisés en hausse.

⁶² Aux fins du présent rapport, les « pays industrialisés » comprennent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Océanie, Israël, le Japon et l'Afrique du Sud. Tous les autres pays sont classés parmi les « pays en développement », à l'exception de la Chine, qui est un des six pays dont les dépenses militaires sont les plus élevées.

⁶³ Les chiffres officiels du budget militaire de l'Union soviétique sont passés de 16,7 milliards de roubles en 1968 à 17,9 milliards de roubles en 1972-1973 et retombés à 17,2 milliards de roubles en 1977. Les données ne portant pas nécessairement sur les mêmes rubriques et les taux de change créant des difficultés, ces chiffres ne sont pas directement comparables avec les chiffres des budgets militaires qui figurent ailleurs dans le présent rapport.

GRAPHIQUE 3. — DÉPENSES MILITAIRES, 1958-1976
(TOTAL MONDIAL ET PAR GROUPES DE PAYS)

(En milliards de dollars des Etats-Unis aux prix de 1973)



SOURCE. — SIPRI, *Yearbook of World Armaments and Disarmament*, 1977, annexe 7a.

TABLEAU 1. — DÉPENSES MILITAIRES, PAR GROUPES DE PAYS, DE 1960 À 1975^a
(En milliards de dollars constants de 1973 et en pourcentage des dépenses militaires mondiales)

	1960		1965		1970		1975	
	Milliards de dollars	Pourcentage	Milliards de dollars	Pourcentage	Milliards de dollars	Pourcentage	Milliards de dollars	Pourcentage
Six pays ayant les plus gros budgets militaires	133,5	84,4	164,1	82,5	205,9	81,0	194,7	72,6
Autres pays industrialisés	17,3	10,9	23,3	11,7	31,3	12,3	39,8	14,8
Pays en développement ^b	(7,2)	(4,6)	11,5	(5,8)	17,0	6,7	33,8	12,6
TOTAL MONDIAL	158,1	100	198,8	100	254,1	100	268,2	100

^a SOURCE. — SIPRI, *Yearbook of World Armaments and Disarmament*, 1977, annexe 7A.

^b Les chiffres donnés pour les pays en développement ne sont pas rigoureusement comparables d'une année à l'autre étant donné que le nombre de pays intéressés a augmenté pendant la période considérée. En outre, le chiffre pour 1960 repose sur des données incomplètes.

la plupart des autres pays est restée aussi rapide dans les années 70 que dans les années 60.

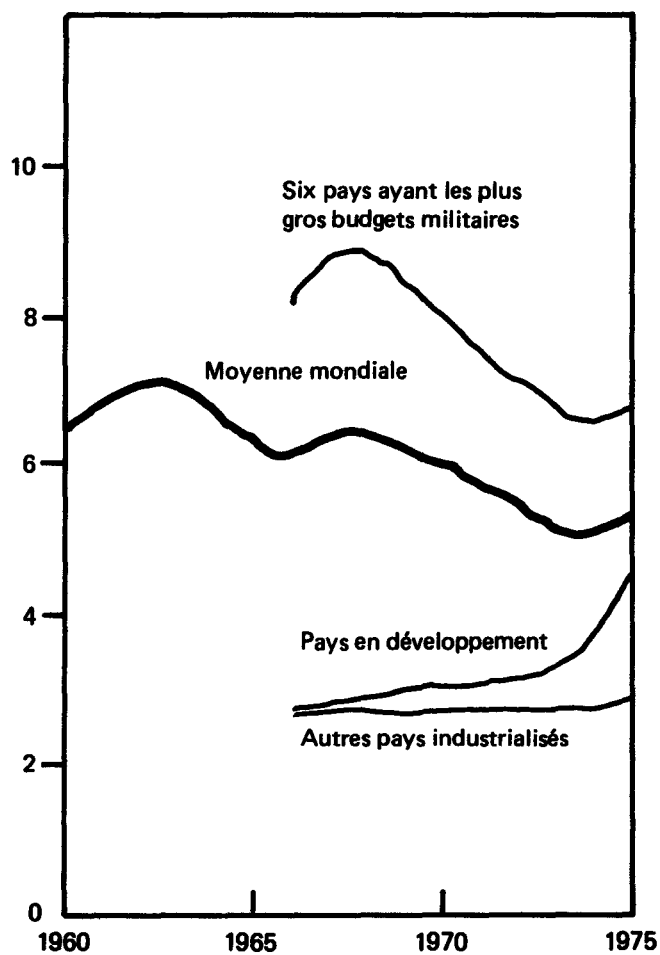
79. Dans quelques pays en développement, les dépenses militaires sont en augmentation rapide. Pour ce groupe de pays dans son ensemble, elles ont doublé en cinq ans (aux prix constants), passant de 17 milliards de dollars en 1970 à 33,8 milliards en 1975 (tableau 1). Par rapport au PNB, l'augmentation a également été rapide (graphique 4). Mais ces tendances doivent être interprétées avec prudence. Dans la plupart des cas, l'appareil militaire que l'on renforce est parti d'un niveau très bas et, à quelques exceptions importantes près, il est encore fort modeste. Il en résulte que les chiffres moyens pour les pays en développement sont fortement infléchis par les niveaux élevés des dépenses dans quelques zones de tension et de conflits armés. Les régions les plus démunies, à savoir l'Asie méridionale et l'Afrique centrale, accusent des dépenses militaires d'environ 5 dollars par habitant, soit 1 à 2 p. 100 seulement du chiffre correspondant pour les pays hautement industrialisés. Même en comprenant dans le total certaines régions de militarisation intense comme le Moyen-Orient, les pays en développement, où vit près de la moitié de la population mondiale⁶⁴, n'interviennent encore que pour 12 à 13 p. 100 dans les dépenses militaires mondiales. Dans le tableau général de la situation, les pays en développement ont un rôle marginal. Il est évident que le moteur principal de la course aux armements n'est pas là, pas plus que n'y sont les grands problèmes du désarmement et du gaspillage des ressources. Mais aussi réduit que soit le rôle qu'ils jouent à l'échelle mondiale, les budgets militaires des pays en développement occupent une place de plus en plus importante par rapport aux ressources limitées dont ces pays disposent et à leurs besoins dans les domaines économique et social.

80. Si l'augmentation des dépenses militaires mondiales a été plus modérée dans les années 70 que dans les années 60, il ne faut pas en conclure que la course aux armements s'est ralentie. Ainsi qu'il ressort du chapitre I, la course aux armements entre les principales puissances militaires a avant tout un caractère qualitatif et ce n'est pas tant le taux de croissance de l'ensemble des dépenses militaires que les sommes consacrées à la recherche-développement et le rythme auquel apparaissent de nouveaux systèmes d'armes qui permettent d'en mesurer l'intensité. Dans d'autres pays, on a vu se manifester les signes d'un fléchissement du taux de croissance des dépenses militaires (tableau 2). Ces dernières années, les dépenses militaires mondiales ont recommencé à augmenter à un rythme inquiétant. A moins que des progrès décisifs ne soient réalisés dans le domaine du désarmement et qu'en particulier on ne parvienne à réduire le budget militaire des six pays dans lesquels il est le plus élevé, le monde court le risque de voir la Décennie du désarmement se terminer par une augmentation des dépenses militaires mondiales presque aussi rapide que dans les années 60 (graphique 4).

81. La diminution de la part de la production mondiale consacrée à des fins militaires que l'on enregistre depuis la fin des années 60 marque un

⁶⁴ Ici comme ailleurs dans le présent rapport, la Chine ne figure pas parmi les pays en développement.

GRAPHIQUE 4. — DÉPENSES MILITAIRES EN POURCENTAGE DU PNB, 1960-1975
(TOTAL MONDIAL ET GROUPES DE PAYS)



SOURCES. — Les chiffres des dépenses militaires sont tirés de SIPRI, *Yearbook of World Armaments and Disarmament*, 1977. Les chiffres relatifs au PNB sont tirés de *World Military Expenditures and Arms Transfers, 1966-1975* (ACDA).

TABLEAU 2. — TAUX DE CROISSANCE DES DÉPENSES MILITAIRES, 1960-1975^a
(Augmentation annuelle moyenne des dépenses effectives exprimée en pourcentage)

	1960-1965	1965-1970	1970-1975
Six pays ayant les plus gros budgets militaires	4,2	4,6	-0,1
Autres pays industrialisés ..	6,1	6,1	4,9
Pays en développement	—	8,1	14,7
TOTAL MONDIAL ..	4,7	5,0	1,1

^a SOURCE. — D'après les chiffres du tableau 1.

changement important dans l'affectation générale des ressources, une place plus large étant désormais faite à des objectifs sociaux (graphique 4). Mais à en juger par les chiffres de ces toutes dernières années, la part de la production qui est gaspillée en armements augmente à nouveau dans le monde pris dans son ensemble et dans la majorité des pays⁶⁵, l'expansion mondiale se ralentissant et les dépenses militaires continuant à augmenter dans la plupart des pays. En outre, on n'a naturellement enregistré aucun redéploiement des ressources au détriment du secteur militaire. Le transfert à long terme s'est fait entièrement dans l'autre sens, à savoir du secteur civil, générateur de croissance économique, au secteur militaire, qui a absorbé une part importante de cette croissance et dont les dépenses ont augmenté de près de 80 p. 100 en chiffres absolus (aux prix constants de 1973), passant de 150 à 160 milliards de dollars en 1960 à 270-280 milliards en 1977.

⁶⁵ De 1974 à 1975 (qui est la dernière année pour laquelle les chiffres de l'Arms Control and Disarmament Agency ont été publiés), les dépenses militaires se sont accrues en proportion du PNB dans les deux tiers des 125 pays considérés (Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, *World Military Expenditures and Arms 1966-1975*, tableau II).

Chapitre III

LA COURSE AUX ARMEMENTS ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

82. La ponction que la course aux armements fait subir aux ressources a déjà fait l'objet d'observations de caractère général. Dans l'ensemble, les pays consacrent 5 à 6 p. 100 de leur production à des fins militaires. Ce chiffre donne une idée des sommes qui pourraient être dépensées à d'autres fins par les secteurs public et privé. Sur le plan économique et social, la course aux armements a, sur la consommation, tant privée que publique, et sur la croissance, un effet contraignant dont l'importance considérable s'explique déjà par l'ampleur des dépenses militaires. Ces dépenses varient beaucoup suivant les pays. Dans des cas extrêmes, elles peuvent aller au-delà de 30 p. 100 de la production, comme on l'a noté; dans d'autres cas, elles sont inférieures à 1 p. 100. La norme semble s'établir entre 2 et 8 p. 100. Dans tous les cas, les ressources en question pourraient être mieux utilisées.

83. Pendant la période considérée, les perspectives économiques mondiales se sont assombries considérablement. Cet état de choses a souligné le caractère intolérable du gaspillage de ressources et a accentué la nécessité de résoudre les nombreux problèmes économiques et sociaux que connaît le monde, ce qui serait beaucoup plus facile si les ressources consacrées maintenant à la course aux armements étaient réaffectées à des fins socialement constructives. Un grand nombre de pays ont connu durant les années 70 une inflation d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'après-guerre. Elle a coïncidé avec une récession d'une gravité également sans précédent durant la même période, qui s'est propagée des pays développés à économie de marché à d'autres régions. Ces dernières années, la croissance de la production s'est considérablement ralentie dans beaucoup de pays. Dans certains pays en développement, elle a suivi de justesse la croissance démographique et, dans certains grands pays industriels, elle a baissé sensiblement en 1974-1975. En même temps, les problèmes de l'énergie et des matières premières ont ajouté à la crise économique en imposant la nécessité de faire face à l'augmentation du coût de l'énergie. et souligné l'importance des problèmes de l'environnement et de la préservation des ressources naturelles. D'où cette grave récession. Sous l'effet des déficits alimentaires sérieux affectant de vastes régions, des larges fluctuations des prix des matières premières, de la détérioration rapide des balances commerciales et des répercussions de la récession mondiale sur les exportations et la croissance, de nombreux pays en développement se sont trouvés dans une situation critique. C'est dans ce contexte que l'effet économique et social de la course aux armements se fait actuellement sentir.

84. Or, le niveau élevé des dépenses d'armement dans le monde n'a pas seulement pour effet de détourner des ressources qui seraient hautement nécessaires pour faire face à ces problèmes, il contribue également à les exacerber. Des dépenses d'armement importantes contribuent à l'épuisement des ressources naturelles, tendent à accentuer les propensions inflationnistes et aggravent les problèmes de balance des paiements. A ce titre, elles ont leur part dans les perturbations économiques et l'instabilité politique que connaissent certains pays. Néanmoins, les incidences d'une course aux armements et de dépenses militaires telles que celles qui ont caractérisé la période d'après guerre sont beaucoup plus vastes que de simples considérations économiques ne le donneraient à penser. La course aux armements étant l'un des principaux éléments de la conjoncture internationale, elle exerce une influence profonde sur la politique, l'économie et la société de nombreux pays. Dans certains cas, le risque constant d'une ingérence de puissances extérieures impose aux politiques étrangères et nationales d'étroites limites qui risquent de nuire aux aspirations nationales. Dans d'autres cas, les forces armées viennent à jouer un rôle décisif dans la politique intérieure. Il arrive également que les priorités militaires exercent une influence considérable sur l'orientation de l'économie civile.

85. Jusqu'à présent, les dépenses militaires élevées n'ont pas été sensiblement affectées par la récession économique dont un bon nombre de pays ont été victimes après 1973. Dans certains pays, il existe un contraste marqué entre un secteur militaire encore dynamique, d'une part, et, de l'autre, une économie civile déprimée et des budgets nationaux de restrictions, voire d'austérité. Dans certains secteurs restreints de la course aux armements, on peut même enregistrer un dynamisme nouveau directement lié au caractère de la crise économique actuelle : certains pays ont pu améliorer la situation de leur balance des paiements en augmentant leurs exportations d'armes. Dans un grand nombre de pays industrialisés et dans quelques pays en développement, l'industrie des armements est maintenant l'un des secteurs de l'économie où l'expansion est la plus rapide. Le marché international des armements s'est développé ces dernières années à un rythme qui est en contraste frappant avec les tendances par ailleurs apathiques des marchés mondiaux.

86. Lorsque les facteurs de production sont entièrement utilisés, les effets économiques néfastes de la course aux armements sur la consommation publique ou privée et sur les investissements peuvent être directement mesurés par le volume des ressources affectées à des fins militaires. Lorsque les facteurs de production sont inutilisés et quand, comme c'est le cas aujourd'hui dans beaucoup de pays, une profonde récession s'accompagne d'une inflation larvée, les processus sont différents mais leurs effets ne sont pas moins graves que lorsque le plein emploi est réalisé. En période de récession, lorsque les hommes et les machines restent inemployés, il y a un gaspillage général de ressources économiques, et la production d'armements n'en soustrait pas directement aux usages civils, encore qu'il puisse en être ainsi (et c'est fréquemment le cas) dans certains secteurs où il existe des goulots d'étranglement. Mais accroître le montant des dépenses d'armement n'est pas

une tactique efficace contre la récession : il est à cet égard plus valable, économiquement comme socialement, de dépenser pour l'enseignement, la santé, le logement et la protection sociale. En premier lieu, des dépenses d'armement importantes et croissantes, face à des recettes publiques stagnantes ou en diminution, peuvent inciter les pays à réaliser des économies dans les secteurs de la santé, de l'enseignement, de la protection sociale, etc., avec toutes les conséquences sociales néfastes que cela entraîne. En second lieu, la récession ayant depuis quelque temps tendance à aller de pair avec des taux d'inflation élevés (« stagflation ») et, dans certains cas, avec de forts déficits de la balance des paiements, il s'est avéré que des dépenses d'armement importantes faisaient obstacle aux politiques économiques visant à lutter contre la récession. Ces dépenses se traduisent en effet par une demande supplémentaire, sans accroître le volume de biens vendables ou exportables. Elles intensifient ainsi le problème de l'inflation et celui de la balance extérieure. Par conséquent, elles limitent l'efficacité des politiques expansionnistes ou même conduisent à des mesures restrictives dans d'autres domaines, perpétuant ainsi la récession et le chômage. Au gaspillage direct que représente la production d'armements s'ajoute donc le gaspillage indirect de ressources inutilisées.

87. Dans le passé, une inflation galopante et la désorganisation des systèmes monétaires ont souvent accompagné les guerres et une augmentation rapide des dépenses militaires. Les dernières années ne semblent pas faire exception à la règle. Les crises successives que le marché des changes et le système des paiements internationaux dans son ensemble ont connues ont été provoquées en partie par la création massive de liquidités internationales due aux déficits des pays à monnaie de réserve. Les réserves monétaires mondiales ont plus que doublé durant la brève période allant de 1969 à 1972 et elles ont continué d'augmenter de près de 20 p. 100 par an dans les années suivantes. Durant la même période, la proportion des monnaies de réserve (le dollar des Etats-Unis principalement) a presque quadruplé, surtout en conséquence des déficits de la balance des paiements des Etats-Unis. Ces déficits résultaient eux-mêmes d'un grand nombre de facteurs — notamment des politiques monétaires et économiques divergentes des Etats-Unis et d'autres pays ainsi que des tendances différentes de la productivité —, mais il n'est pas douteux que les sorties importantes liées à la guerre d'Indochine et à d'autres engagements militaires à l'étranger étaient au nombre de ces facteurs. Les crises monétaires et la dépréciation de certaines grandes monnaies qui en est résulté ont eu un effet négatif sur le courant des échanges et sur le taux de croissance économique de nombreux pays, en particulier des pays en développement.

88. Au cours de la première moitié de la décennie en cours, l'accélération du processus inflationniste a constitué l'un des principaux problèmes économiques dans un grand nombre de pays. Ni la théorie ni les données ne permettent encore d'évaluer quantitativement dans quelle mesure les dépenses militaires contribuent à l'inflation, mais si l'on considère les divers moyens par lesquels elles peuvent exercer leurs effets, il paraît évident que leur contribution n'est pas négligeable. Il est probable que des dépenses

militaires importantes et prolongées accentuent de diverses manières les pressions à la hausse sur les prix. Premièrement, les dépenses militaires y contribuent par leur nature même, du fait qu'elles suscitent à la fois pouvoir d'achat et demande sans donner lieu en compensation à une augmentation de la production immédiatement consommable ni de la capacité productive nécessaire pour répondre aux besoins de consommation futurs. Cette demande excessive fait monter les prix dans l'économie tout entière. Plus la base productive sera faible et étroite, et plus cet effet sera sensible. Lorsque ces dépenses contribuent à la création de monnaie pour financer les dépenses de l'Etat par le déficit budgétaire, l'accroissement de la masse monétaire qui en résulte fait naître des pressions inflationnistes. De même, si les activités militaires contribuent à susciter des déficits de la balance des paiements dans les pays à monnaie de réserve, la masse monétaire et, par conséquent, les pressions inflationnistes augmentent dans d'autres pays. Deuxièmement, il y a tout lieu de croire que l'industrie des armements offre moins de résistance que la plupart des autres industries aux augmentations du coût de la main-d'œuvre et des autres facteurs de production⁶⁶. Il en est ainsi en raison de sa forte intensité de capital et de technique et, d'autre part, de la facilité relative avec laquelle il est possible, dans ce secteur, de faire supporter les augmentations de prix par le client. Les augmentations du coût des autres facteurs de production se communiquent ensuite à d'autres secteurs de l'économie, y compris les secteurs où le taux de croissance de la productivité est plus faible, ce qui provoque également une montée des prix. Enfin, et de façon plus générale, le détournement de moyens financiers considérables et de la capacité de recherche-développement du secteur civil empêche la productivité d'augmenter à long terme, ce qui rend l'économie plus vulnérable aux pressions inflationnistes. Les tendances inflationnistes, quelle que soit leur origine, tendent à se propager à l'extérieur, affectant d'autres pays sous la forme de montée des prix, de pénuries ou de diverses autres manières, selon les circonstances. L'effet inflationniste des dépenses militaires sur les prix du matériel militaire exporté vers les pays en développement se traduit pour eux par une détérioration des termes de l'échange.

89. Dans l'ensemble, il est évident que certains des principaux problèmes économiques des dernières années (inflation rapide, déséquilibre des échanges et perturbations dans les paiements internationaux) sont aggravés par la persistance d'un effort militaire considérable, même si la contribution de la course aux armements à ces problèmes ne peut être évaluée en termes quantitatifs. En particulier, il ne fait guère de doute que l'inflation actuelle et sa persistance en période de récession économique et de chômage s'expliquent en partie par le maintien de dépenses militaires importantes pendant une durée prolongée. Une réduction massive de ces dépenses à l'échelon mondial contribuerait à juguler l'inflation.

90. La mesure dans laquelle la situation économique réelle des pays et la consommation publique et privée d'une part, et les investissements et la

⁶⁶ Ce point est développé par Ulrich Albrecht dans "Armaments and Inflation", *Instant Research on Peace and Violence*, n° 3, 1974.

croissance d'autre part, est affectée par le volume de leurs dépenses militaires, dépend d'un certain nombre de facteurs : le niveau de développement économique, la nature du système économique et social, la portée et l'efficacité de la planification nationale, le volume des dépenses militaires, les priorités politiques et, en particulier, la mesure dans laquelle les ressources utilisées à des fins militaires auraient été autrement consacrées à la consommation, privée ou publique, ou à l'investissement, etc. Quoi qu'il en soit, un certain nombre d'éléments sont communs, et il est possible, au moyen d'une argumentation générale, de donner une idée de la nature et, dans une certaine mesure, de l'ordre de grandeur des sacrifices imposés à la consommation et à la croissance par la course aux armements.

91. En ce qui concerne le développement et la croissance économiques en particulier, le maintien et l'armement d'importantes forces militaires permanentes absorbent un volume de ressources suffisant pour affecter tous les paramètres de base considérés : le volume et la structure de l'investissement, l'effectif et la composition de la population active et le rythme du progrès technologique.

92. Le volume des investissements qui conditionne la valeur et la qualité du capital investi est l'un des facteurs déterminants du taux de croissance. La mesure dans laquelle les économies réalisées sur les budgets militaires feraient en fait l'objet d'investissements dépend, bien entendu, du contexte économique, de décisions politiques et des méthodes par lesquelles les gouvernements maîtrisent l'économie. Les gouvernements ont à leur disposition des moyens directs ou indirects et d'efficacité variable pour réorienter les ressources et diriger les ressources dégagées vers les investissements. Par ailleurs, les budgets militaires sont très importants par rapport aux niveaux actuels d'investissement. Environ 20 p. 100 de la production mondiale totale sont consacrés à la formation de capital fixe, tandis que le pourcentage des dépenses militaires mondiales par rapport à la formation de capital fixe se situe entre 25 et 30 p. 100⁶⁷.

93. Dans la plupart des pays, le niveau des investissements pourrait donc être haussé considérablement si le budget militaire était comprimé. Même des calculs très élémentaires font apparaître des effets potentiels appréciables⁶⁸. Si la majeure partie des ressources affectées aux dépenses militaires mondiales pouvait être réorientée vers l'investissement, les taux de croissance pourraient augmenter de 1 à 2 p. 100. Des relèvements de cet ordre

⁶⁷ Il faut noter toutefois qu'une partie des dépenses militaires constituent un investissement et peuvent être comprises dans les chiffres de l'investissement total. On trouvera les chiffres concernant un certain nombre de pays dans l'annexe II.

⁶⁸ L'effet des investissements supplémentaires sur le taux de croissances est déterminé par ce qu'on appelle le coefficient marginal de capital. Ainsi qu'il a été dit dans le rapport de 1971, il ressort de certaines études que, pour les pays développés, ce paramètre est compris entre 3 et 4, c'est-à-dire que, pour relever le taux de croissance de 1 p. 100, il faut augmenter les investissements de l'équivalent de 3 à 4 p. 100 du PNB. Dans la réalité, on n'a guère connu d'augmentation aussi soudaine et aussi massive des taux d'investissement ou de croissance. Pour les transferts importants au secteur de l'investissement de ressources préalablement consacrées à des fins militaires, les coefficients de capital ne constituent donc qu'un guide approximatif, indiquant l'ordre de grandeur des effets escomptés de tels transferts sur la croissance.

seraient en fait très élevés : ils correspondent à environ un tiers du taux de croissance réalisé dans le monde entier au début des années 70, et le taux de croissance de la production mondiale au milieu des années 70 n'atteint probablement pas ce niveau. Le maintien de taux d'investissement aussi élevés durant plusieurs années a un effet cumulatif sur la croissance. Ainsi, si la moitié des sommes consacrées aux armements dans le monde entier pendant la période 1970-1975 avait été investie dans le secteur civil, la production annuelle aurait peut-être été supérieure de 200 milliards de dollars au chiffre atteint à la fin de cette période. Ce montant de 200 milliards de dollars est légèrement supérieur à l'ensemble du PNB de l'Asie méridionale et de l'Afrique moyenne⁶⁹, les deux grandes régions extrêmement pauvres et progressant très lentement qui ont une population totale de plus d'un milliard d'habitants. A plus long terme, les effets sur la production mondiale de la réaffectation d'une partie des dépenses militaires mondiales aux investissements seraient encore plus spectaculaires⁷⁰.

94. Il est superflu d'insister davantage sur les besoins criants qui existent dans le monde entier en matière d'investissements dans les domaines du logement, de la rénovation urbaine, de la santé publique, de l'enseignement, de l'agriculture, de l'énergie, de l'environnement et dans bien d'autres encore. Au cours de ces dernières années, grâce aux conférences sur les problèmes mondiaux convoquées par l'Organisation des Nations Unies, aux réunions des institutions spécialisées et aux résolutions de l'Assemblée générale elle-même, des politiques et des programmes ont pu être formulés ou sont en train de l'être dans les domaines de la science et de la technique, de l'environnement, de la population, de l'industrialisation, de l'alimentation, de l'habitat, des matières premières, etc., dont l'application nécessitera des ressources considérables. Dans de nombreux domaines, les besoins d'investissements augmentent rapidement, ce qui met en relief l'effet nuisible des dépenses militaires. Une croissance économique continue implique un accroissement des investissements consacrés à la production d'énergie et à l'extraction des matières premières, en utilisant à la fois les sources classiques et les sources nouvelles. Les coûts estimatifs de la lutte contre la pollution indiquent qu'il faudra y consacrer environ 1,4 à 1,9 p. 100 du PNB, selon les hypothèses les plus modérées, et environ 2,5 à 4 p. 100 selon les hypothèses plus radicales⁷¹. Afin d'éliminer la pauvreté extrême et de réduire l'écart qui les sépare des pays développés, les pays en développement doivent accroître leurs investissements dans des proportions considérables. Les mêmes calculs indiquent entre autres choses que, pour réduire de moitié avant la fin du siècle l'écart entre le revenu par habitant des pays riches et celui des pays pauvres, qui est actuellement de l'ordre de 13 à 1, le taux d'investissement devrait être

⁶⁹ L'Afrique, à l'exception de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie du Sud et des pays riverains de la Méditerranée.

⁷⁰ Une évaluation chiffrée des possibilités de croissance ainsi perdues pour cinq pays du Moyen-Orient a été établie par Fred M. Gottheil dans "An Economic Assessment of the Military Burden in the Middle East", *Journal of Conflict Resolution*, vol. 18, n° 3, septembre 1974, p. 502 à 513.

⁷¹ W. Leontieff, *The Future of the World Economy* (New York, Oxford University Press, 1977).

porté dans les pays pauvres à 30 ou 35 p. 100 du PNB et même à 40 p. 100 dans certains cas. La production agricole mondiale devrait être triplée ou quadruplée par rapport à 1970, ce qui supposerait des investissements importants pour assurer la mise en culture de nouvelles terres, l'irrigation et l'adoption de techniques permettant de hauts rendements⁷². Il est difficile d'imaginer qu'il soit possible d'appliquer de tels programmes sans faire des coupes sombres dans les budgets militaires.

95. Dans l'équation de la croissance, la main-d'œuvre est un autre facteur très important qui subit actuellement un détournement massif à des fins militaires. L'importance de cette ponction sur les ressources a déjà été examinée au chapitre II. La main-d'œuvre constitue une ressource véritable qui pourrait être affectée à des fins utiles si elle était libérée d'activités en rapport avec le secteur militaire.

96. Cela n'est pas en contradiction avec le fait que, dans de nombreux pays, une partie importante de la population en âge de travailler est en chômage ou sous-employée. En effet, ce n'est pas parce qu'il n'y a plus de besoins à satisfaire qu'il y a des chômeurs. Le chômage ou le sous-emploi proviennent de récessions ou de problèmes structurels affectant l'économie, qui sont eux-mêmes aggravés par l'importance des dépenses militaires. Dans la plupart des pays développés à économie de marché, on n'a pas voulu recourir à la stimulation de la demande, qui permettrait de lutter efficacement contre le chômage, par crainte qu'elle ne favorise les tendances inflationnistes et n'ait un effet nuisible sur la balance des paiements. Cependant, comme on l'a déjà fait observer, l'inflation et, dans certains cas, les déficits de la balance des paiements ont probablement été aggravés par le taux élevé accusé par les dépenses militaires pendant une longue période. De toute manière, lorsque les conditions voulues sont réunies, les fonds prélevés sur les budgets militaires peuvent être utilisés pour accroître la demande dans le secteur civil sans stimuler l'inflation et, d'une manière générale, sans avoir d'effets dans un sens ou dans l'autre sur la balance des paiements. En fait, dans la mesure où les achats militaires sont plus inflationnistes que la plupart des autres formes de dépenses, chaque dollar réaffecté à des fins civiles atténuerait à longue échéance le problème des pressions inflationnistes et ouvrirait des possibilités accrues aux politiques de lutte contre le chômage.

97. Malgré ces faits évidents, on assiste à la persistance d'un mythe tenace, qui remonte au réarmement allemand d'avant la seconde guerre mondiale, selon lequel les budgets d'armement empêcheraient le chômage ou du moins l'atténueraient. Ce mythe semble tout à fait évident et est renforcé lorsque, comme il arrive souvent, les gouvernements donnent une large publicité aux avantages supposés qu'auraient pour l'emploi les achats d'armes qu'ils proposent, sans ajouter que les mêmes fonds, affectés à d'autres utilisations, créeraient également des emplois, et normalement en beaucoup plus grand nombre. Par conséquent, on estime encore fréquemment aujourd'hui que le désarmement ou l'abandon de tel ou tel programme d'armement aurait pour effet d'accroître le nombre des chômeurs, surtout

⁷² *Ibid.*, p. 38.

lorsque celui-ci est déjà important. Il convient de souligner que de telles conceptions sont totalement fausses. Les dépenses militaires ne sont pas les seules dépenses capables de créer des emplois. En fait, s'il est évident que les dépenses militaires créent des emplois dans les industries où s'approvisionnent les forces armées, la part croissante des dépenses militaires qui est consacrée aux techniques de pointe réduit leur capacité directe et générale de création d'emplois. Actuellement, on a de plus en plus de preuves que les budgets militaires élevés contribuent pour une large part à aggraver le chômage global, au lieu de le réduire. Selon les calculs du Gouvernement des Etats-Unis (et il semble que ce soit le seul pays pour lequel on dispose de données chiffrées) un milliard de dollars en dépenses militaires entraîne la création de 76 000 emplois⁷³. Mais si la même somme est affectée à des programmes civils exécutés par le Gouvernement fédéral, elle entraîne en moyenne la création de plus de 100 000 emplois, et même bien davantage si elle est affectée à des secteurs à forte intensité de travail. Les calculs indiquent également que si ce même milliard de dollars était libéré à des fins de consommation privée au moyen de réductions d'impôts, il entraînerait la création de 112 000 nouveaux emplois⁷⁴. En d'autres termes, une réduction de 10 p. 100 du budget militaire (soit une compression de 8,9 milliards de dollars) accompagnée d'une réduction d'impôts correspondante permettrait de donner du travail à 300 000 chômeurs et même plus si les réductions et les programmes étaient choisis de manière à exercer un effet optimal sur l'emploi⁷⁵. Il est donc manifestement faux de prétendre que les dépenses militaires engendrent des emplois au même titre, sinon plus efficacement, que les autres.

98. Le troisième facteur important dans l'équation de la croissance est l'évolution technique. Il a été souligné au chapitre II que c'est dans le domaine de la recherche-développement que le détournement de ressources productives à des fins militaires est le plus important. Dans l'ensemble du monde, on évalue à 400 000 le nombre des ingénieurs et des spécialistes scientifiques qui travaillent à des projets militaires. Le coût de substitution de ce détournement de ressources ne peut pas être quantifié, mais on peut en donner une idée en rappelant que, si l'humanité a retiré d'énormes avantages du progrès scientifique et technique, 40 p. 100 environ des crédits affectés à la recherche-développement depuis la seconde guerre mondiale ont été utilisés dans le domaine militaire. Son importance est également révélée par les problèmes immenses et urgents auxquels sont confrontés aussi bien les pays industrialisés que les pays en développement et dont la solution dépend souvent en premier lieu d'un effort vigoureux et soutenu en matière de recherche-développement. Certains de ces problèmes ont été évoqués au chapitre II et il n'est pas utile de les rappeler ici.

⁷³ "Projections of the Post-Vietnam Economy, 1975" données publiées par le Département du travail des Etats-Unis, Bureau des statistiques du travail, 1972.

⁷⁴ "The Structure of the U.S. Economy in 1980 and 1985", Département du travail des Etats-Unis, Bureau des statistiques du travail, 1976. Les chiffres cités se rapportent à 1975.

⁷⁵ Voir également Marian Anderson, *The Empty Pork Barrel*, Public Interest Research Group in Michigan (PIRGIM), 1^{er} avril 1975.

99. Dans le domaine des innovations techniques, tout comme dans celui de la main-d'œuvre et du chômage, l'influence véritable qu'ont des dépenses militaires élevées a été en grande partie masquée par des idées fausses. En vantant exagérément l'importance des « retombées » de la recherche-développement à des fins militaires sur le secteur civil, on a dissimulé l'essentiel, à savoir qu'une énorme quantité de ressources a été détournée de ce dernier⁷⁶. On prétend que l'effort en vue d'une amélioration continue des armements et du matériel militaire a fortement stimulé le progrès technique et que, sans la pression des besoins militaires, il n'aurait pas été possible d'obtenir des fonds sur une échelle suffisante. A l'appui de cette thèse, on cite un petit nombre d'exemples, toujours les mêmes : l'énergie nucléaire, les transports aériens, le radar, les techniques spatiales et quelques autres. Objectivement, pourtant, force est de reconnaître que ces arguments sont outranciers et que même les exemples types ne sont pas tous convaincants⁷⁷. En fait, il est surprenant de voir combien d'inventions extrêmement importantes pour le secteur civil, aussi bien en ce qui concerne les techniques de production, les matériaux, la production d'énergie, les moteurs et les appareils dans toutes les branches des transports terrestres et des communications, ne doivent en rien leur origine et dans une très faible mesure, et encore, leur exploitation ultérieure à la recherche-développement militaire, même si, par la suite, elles ont souvent été adoptées par le secteur militaire et adaptées à ses besoins. Les « retombées » militaires de la recherche civile ont été incomparablement plus importantes que les retombées civiles de la recherche militaire⁷⁸. Il est étonnant de constater le peu de conséquences novatrices que la recherche-développement militaire a eues sur le secteur civil. Le perfectionnement des produits — amélioration marginale des matériaux, de la miniaturisation, du ratio de réalisation, de la fiabilité, etc. —

⁷⁶ Par exemple, voir O. Morgenstern, *The Question of National Defence*, New York, 1960.

⁷⁷ L'énergie atomique a été découverte avant que l'on s'intéresse à la fabrication d'armes nucléaires, et l'on peut à bon droit se demander si les « retombées » civiles de la recherche nucléaire à des fins militaires qui a suivi ont suffisamment compensé le fait que des générations entières de chercheurs et d'ingénieurs nucléaires ont été « monopolisées » par le secteur militaire. La technologie de l'aviation supersonique, qui, depuis plusieurs dizaines d'années, absorbe une grande partie des fonds consacrés à la recherche-développement militaire, n'a pratiquement pas profité au secteur civil ou a été exagérément coûteuse, pour ne rien dire de la recherche-développement en matière d'armements, qui ne se répercute absolument pas sur le secteur civil. De même, on ne voit pas très bien pourquoi le développement des transports aériens devrait être attribué à l'application de techniques mises au point dans le secteur militaire, alors qu'il n'en a rien été dans le cas des transports terrestres ; il ne semble pas non plus que dans des domaines comme ceux de l'industrie chimique, de la pharmacologie et des matières synthétiques, où la recherche militaire n'a joué aucun rôle dominant, les innovations et le dynamisme aient fait défaut.

⁷⁸ Si l'on considère, par exemple, l'ensemble du XIX^e siècle, durant lequel, à de nombreux égards, les fondations des sociétés industrielles contemporaines ont été posées et au cours duquel l'application de techniques nouvelles d'origine civile a révolutionné l'art de la guerre, il n'y a guère de cas où, en revanche, les découvertes militaires aient eu des retombées sur le secteur civil. Certes, cela ne veut pas dire que les efforts immensément plus importants de la recherche-développement militaire poursuivis au cours des dernières décennies n'ont pas eu d'effet sur les techniques civiles (il est bien évident qu'ils en ont eu), mais cela autorise à penser que des progrès technologiques rapides et de vaste portée peuvent très bien se produire sans être suscités par des besoins militaires.

s'est parfois fait sous les auspices du secteur militaire, tout simplement parce que ce secteur n'avait aucune difficulté à se procurer des fonds pour la recherche-développement.

100. La recherche militaire porte en général sur les nouveaux engins qui peuvent remplir les mêmes fonctions que les anciens, tout en étant plus précis, plus efficaces et plus sûrs. L'alliance qui s'est établie après la guerre entre le secteur militaire et les secteurs dynamiques de l'industrie et de la recherche a donc eu pour effet de mettre l'accent non pas sur la recherche fondamentale ni sur les innovations authentiques, mais plutôt sur l'amélioration des produits, plus particulièrement sur des points de détail concernant des engins spécifiquement militaires, dans une mesure telle qu'il y a eu peu de retombées importantes sur le secteur civil, et qu'elles ont été très espacées. La technologie militaire est de moins en moins utilisable à des fins civiles⁷⁹ et porte de toute façon sur des domaines qui, pour la plupart, ne sont d'aucune utilité pour résoudre les principaux problèmes qui se posent ou qui viendront à se poser dans le monde. Il ne fait aucun doute qu'en dernière analyse, la recherche-développement militaire ne favorise pas les innovations techniques dans le domaine civil ni, partant, la croissance, mais bien au contraire qu'elle y fait fortement obstacle.

101. On a souvent fait observer que, dans certains pays en développement, le secteur militaire avait contribué sensiblement à la formation technologique et au relèvement du niveau des compétences techniques, ce qui représentait une compensation partielle pour les ressources consacrées à des activités militaires. Il est cependant évident que des programmes de développement industriel, des projets communautaires civils et autres activités analogues peuvent aboutir aux mêmes résultats de façon plus directe, plus pertinente et plus économique.

102. L'expérience des pays industrialisés durant la période d'après guerre indique qu'une croissance économique rapide a tendance à aller de pair avec des dépenses militaires relativement faibles⁸⁰. Si ce phénomène peut aisément s'expliquer en raison des facteurs qui ont déjà été mentionnés (investissement et effort de recherche-développement plus importants en faveur du secteur civil), il est probable que certaines relations indirectes sont aussi en jeu. Des économistes ont fait observer que la croissance économique d'un pays est facilitée si le secteur des exportations est dynamique. La concurrence sur le marché mondial assure et stimule la

⁷⁹ F.A. Long, *Growth Characteristics of Military Research and Development. Impact of New Technologies on the Arms Race*, MIT Press, 1971, p. 288-289. Voir aussi Organisation de coopération et de développement économiques : *Government and Technical Innovation*, Paris, 1966, p. 31.

⁸⁰ Ainsi, pour la période 1960-1973, les sept principaux pays développés à économie de marché accusent un rapport inverse très prononcé entre le pourcentage du PNB affecté à des fins militaires et les indicateurs de l'investissement et de la croissance économique. Des taux élevés de dépenses militaires vont de pair avec des taux (relativement) peu élevés d'investissement fixe (non compris l'investissement fixe résidentiel) qui, à leur tour, sont en corrélation avec des taux (relativement) peu élevés de croissance de la production globale et de la production par heure de travail du secteur manufacturier (Ruth Sivard, *World Military and Social Expenditures*, 1977, p. 13).

productivité et les innovations technologiques, et un apport régulier de recettes en devises constitue la base d'une politique économique expansionniste, que n'affecteront pas des difficultés de balance des paiements. Les pays dont les secteurs industriels de pointe seraient moins occupés à satisfaire des demandes d'armement seraient mieux en mesure de satisfaire une demande mondiale croissante, en particulier dans les secteurs dynamiques tels que ceux des matériels de transport, des machines, des produits chimiques et de l'électronique. Par conséquent, la réduction des dépenses militaires, en particulier la diminution de la capacité nationale de mise au point et de production d'armements, peut contribuer à améliorer la situation en matière d'exportations et, partant, le progrès de la croissance⁸¹.

103. En revanche, il semble que des dépenses militaires importantes aient contribué à provoquer chez certains pays industrialisés des difficultés de croissance, non seulement en détournant des capitaux et du personnel qualifié d'emplois productifs, mais aussi parce qu'un marché intérieur assuré et profitable peut dispenser les fabricants d'armements de faire un effort de compétitivité sur les marchés mondiaux. Le ralentissement du progrès de la productivité associé à des difficultés de balance des paiements peut alors provoquer un freinage de la croissance économique. De plus, le développement de la production d'armements non productifs s'accompagne souvent de subventions importantes en faveur de projets du secteur civil dans des domaines comme l'aérospatiale, même si leur utilité est limitée sur le plan social et leurs perspectives commerciales médiocres. Les distorsions de l'économie et le gaspillage et la mauvaise répartition des ressources qu'entraîne l'effort militaire sont en pareil cas beaucoup plus importantes que les données touchant les budgets militaires ne le laisseraient penser⁸².

104. Du point de vue des diverses firmes de pays à économie de marché qui appartiennent aux branches d'activité qui travaillent pour satisfaire aussi bien des besoins civils que des besoins militaires, la situation présentera évidemment un aspect différent. Dans leur cas particulier, les commandes militaires accélèrent la croissance au lieu de l'entraver. Même s'il n'y a pas de retombées directes, les commandes militaires ont tendance à accroître le niveau général de compétence des entreprises auxquelles elles ont été passées, leur permettent d'opérer sur une échelle plus vaste et peuvent peut-être compenser les faiblesses éventuelles de la demande civile. L'industrie aéronautique illustre clairement cette situation ainsi que les avantages concurrentiels que les industries des pays à budget militaire élevé retirent des

⁸¹ Pour une étude plus approfondie de la question, voir K. W. Rothschild : "Military Expenditure, Exports and Growth", *Kyklos*, 1973, p. 804-813, et les documents du *Arbeitsgruppe Rüstung und Unterentwicklung*, Hambourg.

⁸² Les mesures de prétendue « défense économique », sous forme de subventions aux secteurs de production qui sont nécessaires pour assurer l'autonomie en cas de guerre et de blocus, peuvent également avoir un effet de distorsion sur l'économie — tel est d'ailleurs leur objet. On pourra avoir une idée du volume des fonds qui, dans certains cas peut-être exceptionnels, peuvent être consacrés à ces mesures dans la réponse de la Suède à la note verbale du Secrétaire général. Il semble que les mesures de défense économique prises par la Suède, financées de sources officielles et de sources privées, grossissent de 10 à 15 p. 100 le budget militaire proprement dit.

subventions indirectes à la production civile qui accompagnent habituellement les commandes militaires. Dans ces branches particulières, le besoin de maintenir une position concurrentielle au niveau international constitue l'un des mécanismes non militaires qui favorisent la course aux armements entre les grandes puissances industrielles. Ainsi, c'est aux subventions indirectes à la production civile engendrées par les commandes militaires que l'industrie aéronautique doit souvent, dans une large mesure, de pouvoir rester compétitive. Dans les pays où les achats militaires sont relativement restreints, les producteurs sont sérieusement désavantagés et, faute de pouvoir obtenir des subventions sous d'autres formes, ils exercent parfois une pression pour que des programmes d'armements plus ambitieux soient adoptés.

105. Le commerce international des armes ou, plus précisément, des biens et services militaires, qui constitue aujourd'hui le plus important des transferts d'armement, est un aspect de la course aux armements qui a aussi des incidences directes et indirectes sur l'économie des pays intéressés. Pour tous ceux qui ne sont pas eux-mêmes de gros producteurs d'armes, une augmentation des dépenses militaires se traduira normalement par un accroissement des importations et sera préjudiciable à la balance commerciale. Les livraisons d'armes à titre gratuit ou à des prix de faveur sont maintenant extrêmement rares. Pour la plupart des pays, la course aux armements accroît ainsi les difficultés de la balance des paiements, qui sont déjà graves dans bien des cas. Le fait que les importations à des fins militaires n'engendrent pas de revenus ni d'exportations permettant d'assurer le service de la dette supplémentaire aggrave encore les effets à long terme sur la balance des paiements. Pour certains pays en développement, auxquels le service de la dette pose des problèmes aigus, les répercussions sur la balance des paiements des coûts que le caractère mondial de la course aux armements impose à tous les Etats sont particulièrement sensibles.

106. Le commerce des armes a des effets contraires sur l'économie des pays importateurs et celle des pays exportateurs. On se trouve en effet en présence d'un échange extrêmement inégal, qui est préjudiciable aux efforts tendant à réduire l'écart entre les pays pauvres et les pays riches. Pour l'importateur d'armes, il s'agit, en termes économiques, d'un gaspillage pur et simple d'un excédent qui aurait pu être utilisé à des fins productives. Même lorsque les armes sont fournies gracieusement, les frais d'entretien, d'exploitation et d'infrastructure doivent être portés au débit des bénéficiaires. Contrairement aux importations de biens civils, ces dépenses n'augmentent ni le niveau de consommation ni celui de la production et n'engendrent aucune production future par prélèvement sur laquelle elles pourraient être financées. Il n'en va pas de même en ce qui concerne le pays exportateur. La part de sa production d'armes qui est destinée à ses propres forces armées, considérée comme une première approximation, ne représente qu'une perte économique. Mais sa production d'armes destinées à l'exportation est, en termes économiques, assimilable à toute autre production exportable. Elle est même plus avantageuse dans certains cas, du fait que l'élément « technologie de pointe » des exportations d'armes est particulièrement élevé. Ces exportations ont par conséquent tendance à stimuler d'importants secteurs du pays

exportateur, notamment les industries mécaniques, l'industrie électronique et les branches qui leur fournissent des facteurs de production. Les récentes ventes d'armes portant sur du matériel extrêmement perfectionné ont accentué ces tendances, car un pourcentage important du prix de ce matériel correspond bien souvent aux dépenses de recherche-développement. Outre les commandes portant sur des armes existantes, certains marchés passés récemment prévoyaient même la mise au point de systèmes d'armes nouveaux ou améliorés spécialement conçus pour être exportés à destination du pays contractant. De cette façon, les pays importateurs subventionnent la recherche-développement militaire dans les pays exportateurs d'armements, et cela est également vrai pour les pays qui, au lieu d'importer des armes, en fabriquent sous licence. Dans la plupart des cas, cette subvention est d'importance minime pour le pays exportateur, mais, dans quelques-uns, la viabilité de certaines industries nationales d'armements ou de certaines entreprises en est sensiblement affectée. De façon très réelle, encore que secondaire dans bien des cas, les pays importateurs aident ainsi à perpétuer l'avance technologique des principaux pays exportateurs d'armes et à maintenir le taux d'innovations et de vieillissement de l'arsenal.

107. Dans les pays à économie planifiée, les conséquences fâcheuses des dépenses militaires ont en principe le même caractère que dans les autres systèmes économiques, mais elles se font sentir dans un contexte socio-économique différent. Dans ces pays, le volume et la composition des investissements et de la consommation sont directement réglementés par l'Etat, le plan central précisant les tâches de façon impérative. Ces pays ont maintenu des taux de développement relativement élevés et ont conservé leur stabilité monétaire durant les années 70. Mais les dépenses militaires représentent pour eux aussi des occasions perdues de développement économique et social. Elles opèrent en effet une ponction sur des ressources qui auraient pu être utilisées à des fins civiles, soit pour accélérer la croissance et la modernisation dans certains domaines tels l'industrie, l'agriculture ou les transports, soit pour relever le niveau de vie et améliorer les conditions d'existence. Si ces pays ne considéraient pas nécessaire de consacrer une certaine proportion de leur produit matériel à des fins militaires, ils auraient pu raccourcir les délais nécessaires pour atteindre leurs objectifs de développement à long terme et ils seraient en mesure de participer de façon plus dynamique aux échanges économiques internationaux.

108. Le détournement de main-d'œuvre à des fins militaires est également un facteur important, étant donné la pénurie de ressources humaines qui, dans une mesure variable, se fait sentir dans tous les pays à économie planifiée et devient l'un des principaux obstacles à la croissance de la production et des services. L'absorption par le secteur militaire de ressources en énergie et en matière premières ainsi que de moyens de production et de recherche qui pourraient autrement être utilisés à des fins civiles, exerce également une influence négative considérable sur le développement économique. Même si, en principe, la planification centrale permet d'affecter les ressources disponibles de telle façon que les dépenses militaires ne perturbent pas les allocations budgétaires dans l'ensemble de l'économie, ces dépenses se traduisent nécessairement par un abaissement du

taux de développement économique et social. Si les dépenses militaires sont réduites, les pays à économie planifiée disposeront des instruments nécessaires pour assurer une réaffectation des ressources dégagées, sous réserve seulement des contraintes techniques évidentes tenant aux machines, aux installations et aux compétences.

109. La plupart des observations formulées dans ce chapitre et dans le reste du présent rapport s'appliquent en général à tous les pays. Mais, comme dans le cas des pays à économie planifiée et des pays développés à économie de marché, certaines observations complémentaires peuvent être émises en ce qui concerne les pays en développement. Dans la plupart de ceux-ci, les programmes de développement économique et social sont en grande partie définis et financés par l'Etat. Les dépenses militaires et les programmes de développement se présentent, pour l'affectation des ressources publiques, comme des options directement opposées. Ces dernières années, dans beaucoup de ces pays, les dépenses militaires ont progressé à un rythme plus rapide que l'économie civile (voir graphique 4), ce qui a réduit les possibilités de développement réel. Plus précisément, les effets négatifs généraux du détournement de ressources à des fins militaires sont en général aggravés dans les pays en développement, car les forces armées modernes puisent largement dans nombre de ressources qui sont particulièrement nécessaires pour le développement et qui sont, dans bien des cas, à l'origine de graves goulets d'étranglement : devises, personnel technique et administratif qualifié, et moyens d'entretien, de réparation et de production industrielle.

110. Le personnel qualifié est l'une des ressources dont les pays en développement sont le plus privés. Comme on l'a déjà noté, la complexité et le perfectionnement du matériel militaire actuel sont tels que son fonctionnement et son entretien exigent un grand nombre de techniciens et d'administrateurs qualifiés, qui doivent souvent être importés de l'étranger. Dans d'autres cas, la formation est assurée (aux frais de l'acheteur) dans le pays fournisseur⁸³. Quoi qu'il en soit, la plupart des techniciens doivent être prélevés sur les effectifs limités dont dispose le pays bénéficiaire. Etant donné que l'emploi total dans le secteur manufacturier de ces pays n'est en général qu'un multiple assez faible, pouvant dans certains cas aller jusqu'à dix, des effectifs des forces armées, ce détournement de ressources peut être important.

111. Une augmentation importante des dépenses militaires a été enregistrée dans des pays engagés dans des conflits internationaux prolongés ou dans lesquels les conflits sociaux s'exacerbent et les inégalités sociales sont de plus en plus sensibles. Pour ceux-là, on ne saurait évaluer la charge des dépenses militaires uniquement en fonction du détournement de ressources. Des coûts sociaux et politiques importants doivent y être ajoutés, de même que les destructions immenses que la guerre moderne et les conflits armés intérieurs entraînent en termes de vies humaines, de moyens de production et d'infrastructure, et même d'environnement.

⁸³ C'est ainsi que le coût de la formation d'un pilote d'intercepteur Mirage III en France, avec l'amortissement du matériel, est estimé à près d'un million de dollars (*le Monde*, 15 janvier 1974).

112. A plus ou moins brève échéance, tous les pays ont tendance à se laisser entraîner dans la course aux armements. Ce faisant, la vigueur limitée des plus petits ou de ceux dont la base industrielle et technologique est restreinte se trouve sapée. Dans ces pays, la technologie militaire suit un rythme d'innovation imposé par des pays disposant de ressources beaucoup plus importantes, aussi des sacrifices de plus en plus grands seront-ils nécessaires rien que pour ne pas prendre du retard dans la course aux armements. Une course aux armements qui a, par sa nature même, tendance à s'étendre et à s'intensifier sur les plans géographique, technologique et économique, entravera de plus en plus gravement le progrès social et économique dans tous les pays, et les tâches urgentes du développement dans les pays en développement en particulier. La tâche la plus urgente est d'arrêter cette progression technologique incontrôlée au centre de la course mondiale aux armements où elle a pris naissance et d'amener les principales puissances militaires à prendre l'initiative du désarmement, afin d'ouvrir la voie à d'importantes réductions des dépenses militaires dans le monde entier.

113. Une question étroitement liée aux sujets abordés dans le présent document est celle des effets économiques possibles du désarmement. Il ressort de tout ce qui précède qu'à long terme ces effets sur les différents pays, quels que soient leurs systèmes socio-économiques, ne pourraient être que bénéfiques. C'est incontestable, et la question n'est pas là. En revanche, on a par ailleurs exprimé la crainte qu'à court terme (tant que la reconversion des usines et installations n'aurait pas été achevée et la réaffectation du personnel et des employés assurée), le désarmement ou des réductions sensibles des dépenses militaires pourraient provoquer bouleversements économiques, récession et augmentation du chômage. Le fait que le désarmement aurait des effets dans l'ensemble bénéfiques pour l'économie n'exclut pas l'éventualité de difficultés localisées ou temporaires. Il est même arrivé qu'il s'en produise par suite de la suspension de certains programmes militaires. Il importe néanmoins de noter que, d'un point de vue global, l'effet du désarmement serait normalement, sous réserve des mesures de compensation voulues, non pas de provoquer la récession, mais de stimuler l'économie et de faire baisser le chômage. Cette assertion est confirmée par une étude récente concernant les effets du désarmement sur la demande globale et l'emploi⁸⁴. Ainsi, dans bien des secteurs qui approvisionnent actuellement les forces armées (alimentation, habillement, matériel de transport, construction, etc.), la demande ne pâtirait pas du désarmement ou même augmenterait et la réorientation de la production dans le sens de la demande civile ne poserait pas de problèmes. Ces secteurs mis à part, les achats militaires se caractérisent par une forte concentration dans certaines industries. En ce qui concerne l'aérospatiale et les matériels, par exemple, les achats militaires absorbent la moitié de la production totale ou même davantage. Dans certains autres secteurs tels que la construction navale, le matériel de transport ainsi que l'électronique et les communications, cette proportion est moindre, mais peut néanmoins

⁸⁴ S. P. Dresch, *Disarmament : Economic Consequences and Development Potential*, 1972.

représenter une part très importante de la production⁸⁵. En outre, la production, les installations et les établissements militaires se trouvent bien souvent concentrés dans certaines régions ou localités où l'emploi et le revenu en sont très largement tributaires. Certes, en ce qui concerne ces industries et ces régions, une réduction importante, rapide et imprévue des commandes militaires provoquerait certainement une récession. Mais si l'on échelonnait les réductions des dépenses sur plusieurs années tout en prenant les mesures de compensation voulues, les perturbations économiques seraient minimales, même à court terme. Nous souscrivons pleinement aux conclusions du rapport d'experts de 1962 intitulé *Economic and Social Consequences of Disarmament*, selon lesquelles il n'est nullement inévitable que le désarmement entraîne une instabilité notable⁸⁶.

114. Il ne s'agit pas de sous-estimer les problèmes économiques liés au désarmement. Les plus graves de ces problèmes, qui se posent de façon analogue dans des pays dotés de systèmes socio-économiques différents, découlent du fait que la main-d'œuvre et les installations que libéreraient des réductions des dépenses militaires ne cadreraient pas exactement avec la demande que susciterait une redistribution des ressources à des fins civiles. C'est ainsi qu'à court terme les aptitudes à mettre en œuvre dans des programmes de recherche civils élargis ne correspondraient peut-être pas exactement à celles du personnel que libérerait la suspension des programmes militaires. De même, certaines sociétés qui produisent actuellement du matériel militaire auraient besoin de temps et de capitaux pour se réadapter à la production civile. Les fonds nécessaires pour compenser les pertes subies, reconverter ces secteurs et mettre en train des programmes de développement spéciaux au bénéfice des régions ou localités les plus gravement touchées n'absorberaient toutefois qu'une portion minime des ressources épargnées. Aucun de ces problèmes n'est insurmontable d'un point de vue économique ou technique.

115. Néanmoins, il importerait de dresser des plans et d'adopter des dispositions législatives le plus tôt possible en vue de faciliter cette reconversion. L'une des mesures d'ordre général que l'on pourrait prendre à cet égard consisterait à interdire aux entreprises industrielles de dépendre des commandes militaires pour plus d'un pourcentage donné de leur production⁸⁷. Les entreprises auxquelles, pour des raisons techniques, ce principe serait inapplicable devraient éventuellement être réinstallées au sein de collectivités et dans des régions qui paraîtraient susceptibles d'absorber leur personnel et de tirer parti de ses qualifications particulières au cas où les activités entreprises deviendraient superflues. Dans certains cas, il pourrait y avoir intérêt à répartir la production militaire en divers endroits du pays. Une autre formule, qui n'exclurait pas la première mais pourrait venir la compléter, consisterait à exiger des usines qui participent à la production militaire

⁸⁵ Voir notamment la réponse des Etats-Unis à la note verbale du Secrétaire général (voir A/32/88/Add.1).

⁸⁶ Publication des Nations Unies, numéro de vente : 62.IX.1.

⁸⁷ Des initiatives ont été prises dans ce sens par la Suède ; voir A. Myrdal : *The Game of Disarmament*, New York, 1976, p. 152, 355 et 356.

d'établir des plans de reconversion de leur matériel et de leurs employés à des fins civiles. Des mesures de cet ordre permettraient non seulement de faciliter le désarmement, mais aussi de démembrer certaines des coalitions de forces politiques les plus puissantes qui s'opposent au désarmement, en rendant l'industrie et les travailleurs moins tributaires de commandes militaires régulières. Il convient toutefois de reconnaître que la question de la reconversion se pose avant tout au niveau de collectivités et d'installations particulières et de groupes de travailleurs et de chercheurs déterminés et que l'on ne peut l'aborder de façon efficace qu'en tenant compte de ses éléments concrets. En l'absence de plans de reconversion, il n'est que trop tentant de céder aux pressions énormes qui s'exercent dans le même sens, en inventant de nouvelles armes à fabriquer pour faire marcher l'industrie.

116. Un problème connexe que l'on pose parfois tient au fait que certains pays en développement comptent sur la possibilité de continuer à vendre des matières premières, qui font l'objet d'une demande militaire particulièrement importante, ou sur les recettes que leur valent les bases militaires de grande envergure installées sur leur territoire. Dans les calculs qui sont reproduits à l'annexe III du rapport de 1971, on s'est efforcé d'évaluer l'ampleur du premier de ces deux problèmes. Ces calculs démontraient que dans la plupart des cas, sauf peut-être pour la bauxite, l'utilisation des matières premières à des fins civiles et non plus à des fins militaires n'aurait aucun effet notable sur la demande. Même pour la bauxite, on a estimé que la diminution de la demande globale qui suivrait le désarmement serait inférieure à 5 p. 100. Il est évident qu'il s'agit là de problèmes très limités qui peuvent être aisément résolus par des mesures de compensation provisoires.

117. Pour importantes que soient les nombreuses dépenses liées à la croissance d'un secteur militaire et dont il a été question jusqu'à présent, il est clair que, sur le plan intérieur, les conséquences de la participation à la course aux armements ne peuvent se réduire aux coûts économiques et aux conséquences sociales directes du ralentissement de la production et de la croissance dans le secteur civil. A décrire la situation en ces termes, on en perd de vue tout un aspect. Les établissements militaires contemporains sont dans bien des cas des éléments si puissants et omniprésents de la société qu'ils peuvent exercer une action considérable sur les situations et les conceptions politiques et sociales, et imposer des contraintes importantes à l'évolution des sociétés. Dans ce sens, elles peuvent représenter une force sociale puissante, influant sur le développement social, politique et idéologique d'un pays. Leur effet sur les mécanismes sociaux, même s'il se prête moins à une évaluation quantitative utile et s'il n'est pas facilement vérifiable en termes généraux, valables pour tous les pays, doit néanmoins être pris en considération par quiconque veut brosser un tableau complet de la situation.

118. La mesure dans laquelle les forces militaires exercent aussi une action sociale et politique et la forme que revêt cette action dépendent en grande partie des circonstances, du cadre social, de la situation économique et du contexte politique. On pousserait trop loin la simplification en supposant que l'appareil militaire présente partout les mêmes caractéristiques ou que son

influence politique particulière pourrait se décrire en termes généraux. Les traditions, les affinités politiques et sociales, les expériences historiques liées à des guerres ou à des luttes de libération antérieures et les formes de relations établies avec d'autres institutions de la société sont beaucoup trop diverses. Dans certains cas, les forces armées sont devenues, pour une raison ou pour une autre, des centres d'attraction ou d'incubation des forces modernisatrices de la société et ont joué dans le développement social un rôle dépassant de loin leurs fonctions strictement militaires. Dans d'autres cas, elles ont opposé un obstacle majeur au développement social et n'ont servi qu'à perpétuer des privilèges et à réprimer les aspirations populaires. Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que l'armée au sens large (y compris les organisations telles que les forces paramilitaires ou les services secrets qui, officiellement, peuvent ne pas dépendre d'elles) jouit d'une position de force unique dans beaucoup de sociétés. Cela est dû à divers facteurs, ne serait-ce, en premier lieu, que la masse qu'elle représente, ainsi que son organisation hautement centralisée. En deuxième lieu, il y a les relations privilégiées que l'armée peut entretenir avec des secteurs clefs de l'industrie, pour qui elle est à la fois un client et un point de contact avec les pouvoirs. En troisième lieu, viennent les rapports non moins privilégiés qu'elle entretient avec l'Etat et de nombreux domaines de la politique gouvernementale (politique extérieure, politique industrielle, politique d'équipement ou d'aménagement régional, etc., selon les circonstances). En quatrième lieu, les militaires sont plus ou moins en mesure de préserver leurs opérations de la curiosité du public et peuvent se livrer à toutes sortes d'activités sous couvert de sécurité nationale. Ils peuvent notamment mettre en place un service extérieur secret parfaitement structuré ou se livrer à l'étranger à des actions militaires secrètes et exercer une surveillance plus ou moins étroite sur tels ou tels groupes de dissidents politiques. Enfin, et bien entendu ce n'est pas là le moins important, les militaires jouissent du monopole de la force physique et apparaissent comme un ultime recours tant vis-à-vis des autres Etats qu'à l'intérieur du pays.

119. C'est l'intégration de cette force sociale à l'industrie et aux pouvoirs publics qu'on a décrite comme le « complexe militaire et industriel » dont « l'influence globale — économique, politique et même spirituelle — se fait sentir dans chaque ville, dans chaque service administratif et dans chaque bureau du gouvernement fédéral »⁸⁸. Il est peu de pays où les rapports entre les forces armées et les autres secteurs de la société, et les incidences sociales, politiques et économiques d'ensemble de ces rapports aient été étudiés aussi en détail qu'aux Etats-Unis, mais il faut souligner qu'il ne s'agit absolument pas d'un phénomène exclusivement américain. Partout où ils se retrouvent, il est dans la nature de ces complexes militaires et industriels ou militaires, économiques et politiques de s'autodéfendre et de s'autofortifier. Ils forment des coalitions puissantes, astucieuses et omniprésentes, animées par la poursuite d'un but commun qui est l'expansion continue du secteur militaire, indépendamment des besoins militaires réels. De toute évidence, dans les

⁸⁸ Président Eisenhower, discours d'adieu à la nation.

pays où leur influence est forte, ils contribuent pour une grande part à la perpétuation de la course aux armements. De nombreuses études portant sur le complexe militaire et industriel des Etats-Unis (mais on peut plus ou moins généraliser leurs résultats et les appliquer aux autres pays) ont montré que ce complexe est capable d'entretenir la peur et au besoin de la stimuler, et aussi de susciter des activités de compensation pour contrebalancer l'effet de mesures relativement marginales de limitation des armements. Il faudra tenir compte de cela si l'on veut que les efforts en matière de désarmement soient couronnés de succès.

120. Si le poids global du secteur militaire dans les processus politiques, sociaux et idéologiques internes des pays est assez évident et peut se décrire en termes généraux, la direction précise dans laquelle il pèse n'apparaît pas toujours au premier abord. Dans de nombreux pays, il y a si longtemps que l'on contient ou que l'on évite les conflits internes majeurs sans recourir pour cela à la participation active des forces armées que l'on est arrivé à considérer ces dernières comme authentiquement neutres à l'égard des processus sociaux et politiques internes, et uniquement préoccupées de prévenir l'agression extérieure. Ce qui a déjà été dit au sujet des rouages complexes qui engrenent entre elles les forces armées et les autres forces sociales donne à penser que ce n'est pas toujours le cas.

121. La militarisation va souvent de pair avec l'existence de tensions sur le plan social. En tant qu'instrument de répression intérieure, elle est le propre des pays où existent des différences sociales considérables et une exploitation à outrance de larges secteurs de la population. L'Afrique du Sud constitue à cet égard un exemple extrême, mais un schéma analogue, moins la dimension raciale, se retrouve dans d'autres pays. Dans ces pays, il est fréquent de constater, pendant un temps tout au moins, un taux de croissance économique considérable qui s'accompagne d'un budget d'armement hypertrophié et d'un pesant appareil policier. Conclure d'après ces exemples à la compatibilité entre de fortes dépenses militaires et la croissance économique serait méconnaître les fins sociales pour lesquelles la croissance n'est qu'un moyen.

122. Dans la plupart des cas, on peut supposer que l'établissement militaire et les forces armées ont un double rôle. Elles sont à la fois un ultime recours dans les affaires extérieures et un arbitre suprême dans les affaires intérieures, et ces deux fonctions ne sont pas toujours dissociées. Dans le cas d'affrontement avec l'étranger, les dissensions intérieures sont de moins en moins tolérées et la menace d'affrontement réelle ou supposée peut servir de prétexte pour intensifier la répression. Réciproquement, lorsque les dissensions intérieures dépassent les limites tolérées et lorsque les moyens de satisfaire les besoins et les aspirations fondamentales se font rares, naît parfois la tentation de chercher un refuge temporaire dans la répression intérieure ou l'intensification des affrontements avec l'étranger. Dans ce cas, les gouvernements risquent d'être pris dans l'engrenage d'une situation impossible où le fardeau croissant des dépenses militaires retarde encore le progrès social, gèle les structures sociales et exacerbe les tensions sociales, mais où la possibilité d'autres politiques est apparemment exclue par l'existence d'une situation de conflit et de course aux armements avec les pays

voisins. La conjonction de conflits intérieurs et de conflits extérieurs auxquels l'armée met temporairement un terme mais qu'elle exacerbe en fin de compte peut susciter une situation particulièrement périlleuse.

123. Dans les pays industrialisés qui sont à l'avant-garde de la course aux armements, on retrouve ce parallèle : affrontement avec l'étranger, enrégimentement à l'intérieur. Les chasses aux sorcières organisées au plus fort de la guerre froide en sont un exemple flagrant. Les pires excès de cette période ont disparu, mais l'atmosphère de « défense totale » où l'on consacre toute l'énergie du pays à soupçonner et à affronter l'étranger, et où l'on tend à considérer toute dissension comme intolérable, persiste. De toute évidence, la détente a là un rôle important à jouer, mais il faut souligner que si elle n'est pas suivie d'une réduction des dépenses militaires et d'un dégagement militaire, on ne peut s'attendre qu'elle soit un phénomène durable et irréversible.

124. On avait déjà souligné dans le rapport de 1971 que les craintes engendrées par la course aux armes nucléaires et l'aberration que constitue le maintien de stocks d'armes nucléaires suffisants pour détruire l'humanité tout entière, constamment en état de servir et à la merci d'une erreur humaine ou technique, ont contribué à susciter vis-à-vis de la société et notamment parmi les jeunes une attitude de rejet et de désillusion. Il ne fait pas de doute que la poursuite de la course aux armements et l'augmentation de la violence dans le monde contribuent à intensifier l'aliénation de bien des gens qui, se sentant de plus en plus inutiles et impuissants, se détournent de tout projet socialement constructif.

125. Non seulement donc la course aux armements entraîne de lourds sacrifices économiques, mais elle menace et fausse le jeu des fonctions démocratiques et débilite les processus d'évolution sociale qui constituent le seul espoir réel pour l'avenir de l'humanité.

Chapitre IV

CONSÉQUENCES INTERNATIONALES DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

126. La course aux armements gaspille les ressources, détourne l'économie de ses objectifs humanitaires, entrave les efforts nationaux de développement et menace les processus démocratiques, mais sa caractéristique la plus importante est qu'elle sape en fait la sécurité nationale, régionale et internationale. Elle implique le risque constant d'une guerre entre les superpuissances, y compris celui d'une guerre nucléaire, et elle s'accompagne d'une série interminable de conflits de moindre envergure. Elle pose un obstacle encore plus grand à l'instauration d'un climat propre à rendre moins important le rôle de la force dans les relations internationales. En outre, elle fait obstacle aux relations entre les pays en influant sur le volume et l'orientation des échanges, en réduisant le rôle de la coopération entre Etats et en entravant les efforts qui visent à instaurer un nouvel ordre économique international sur une base plus équitable.

127. La communauté mondiale a adopté récemment une position de principe importante sur la restructuration des relations internationales, définissant les objectifs de cette restructuration dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, qui figurent dans les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale en date du 1^{er} mai 1974, et dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats figurant dans la résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1974, ainsi que dans la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1975. Depuis lors, de nombreux autres documents émanant de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations du système des Nations Unies sont venus s'y ajouter ou sont en train d'être élaborés, comme dans le cas de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. L'ensemble constitue l'expression d'une prise de conscience croissante du caractère profondément inadéquat du système économique international actuel et un premier pas vers l'ébauche d'un système nouveau.

128. Des différences considérables se manifestent dans la manière d'aborder la question d'un nouvel ordre économique mondial. Certains Etats songent à un ordre foncièrement nouveau, alors que d'autres envisagent surtout une évolution à partir de l'ordre actuel. Néanmoins, toutes les parties sont de plus en plus conscientes du fait que la concentration actuelle de la richesse et de la pauvreté dans le monde ne peut plus être tolérée. Perpétuer, en fait accentuer, les énormes disparités dans les niveaux de bien-être est non

seulement moralement inacceptable mais aussi excessivement dangereux du point de vue des relations futures entre les Etats et de la paix mondiale.

129. Pour arriver à instaurer une nouvelle division internationale du travail et à créer des mécanismes de coopération permettant d'assurer une plus grande stabilité et de meilleures perspectives de progrès économique et social pour tous les pays, en particulier les pays en développement, il faut avant tout négocier patiemment en vue d'apporter des changements fondamentaux, sur la base de solutions unanimement acceptables. Dans ce processus, la poursuite de la course aux armements, qui maintiendrait et aggraverait les divisions actuelles, et conduirait peut-être à la tentation d'imposer des solutions ou de maintenir le *statu quo* par la force, constituerait un sérieux obstacle sur la voie du progrès.

130. Les conséquences internationales de la course aux armements peuvent être rangées dans trois catégories, encore que ces différents effets soient interdépendants en pratique à maints égards. D'abord et au premier rang par ordre d'importance, il faut considérer l'aspect strictement militaire : d'une part, une série sans fin de guerres, dont certaines sont extrêmement destructrices, rarement provoquées au sens strict par la course aux armements, mais très souvent enflammées par elle ; d'autre part, une possibilité permanente de conflagration nucléaire. L'aspect nouveau de cette question est que l'on se rend compte de plus en plus que pour que les méthodes adoptées dans les années 60 en vue de parer à cette menace parviennent effectivement à freiner et renverser la course aux armements, il faudra les remplacer dans un contexte élargi et les lier à un programme plus large de désarmement ayant pour objectif ultime le désarmement général et complet. A moins que l'on ne reparte dans une direction nouvelle, il est à craindre que la Décennie du désarmement ne produise pas de résultats satisfaisants.

131. Deuxièmement, il y a les répercussions économiques (et, par voie de conséquence, les répercussions sociales) au sens le plus large : les effets de la course aux armements et les dépenses militaires sur le commerce, l'aide internationale, la coopération technique et scientifique et d'autres types d'échanges entre les pays. En détournant de vastes ressources au détriment de la production et de la croissance, en aggravant la crise économique et en alimentant l'inflation qui ont touché de nombreux pays, la course aux armements entrave directement et indirectement le plein développement des échanges internationaux. En outre, les échanges et les courants d'aide sont déformés, parfois très nettement, par l'ingérence de considérations politiques et stratégiques, ce qui entraîne une mauvaise répartition des ressources à l'échelle mondiale. En conséquence, la course aux armements contribue à maintenir et à élargir les écarts qui existent entre pays développés et pays en développement et entre ces pays eux-mêmes et empêche la coopération entre les Etats, le progrès socio-économique en général et la promotion d'un nouvel ordre économique international.

132. Troisièmement, la course aux armements a des effets directs sur la situation politique internationale. Lorsque les forces en présence ont atteint un degré élevé de préparation, les conflits, même mineurs, tendent à s'aggraver et les questions de sécurité en viennent à occuper une place prépondérante

dans la politique des pays intéressés. Une telle situation contribue à créer des sphères d'influence à l'intérieur desquelles les conflits locaux tendent à entraîner des affrontements régionaux ou mondiaux et l'évolution sociale et politique risque d'être contrecarrée si elle semble remettre en cause les alignements existants. Les frictions qui naissent de cette rigidité à un moment où l'importance économique, politique et militaire relative des pays change plus rapidement que jamais sont elles-mêmes des sources possibles de conflit.

133. La période qui va de la seconde guerre mondiale à nos jours a été marquée en permanence par des guerres. Les armes ont été utilisées à grande échelle pratiquement sans interruption, et le plus souvent en plusieurs endroits à la fois. Le nombre des victimes n'a cessé d'augmenter et le total depuis la fin de la guerre se chiffre par millions. Dans leur immense majorité, ces conflits ont eu lieu hors des principales régions industrielles du monde, mais, dans bien des cas, certaines grandes puissances y ont directement participé et, presque sans exception, les moyens de guerre ont été fournis par ces puissances. L'une des sources consultées est parvenue, en utilisant des critères de définition qui sont certes sujets à discussion, à un total de 97 guerres au cours de la période de 24 ans allant de 1945 à 1969⁸⁹. Une liste complète comprendrait une douzaine de guerres méritant d'être considérées comme importantes au regard de n'importe quel critère. La violence, l'ampleur et le caractère extrêmement destructeur de plusieurs d'entre elles sont dus au contexte de polarisation internationale et à la possibilité de se procurer facilement des armes modernes, deux caractéristiques de la course aux armements. C'est là, de toute évidence, le facteur le plus coûteux de la course aux armements.

134. Ces guerres, si destructrices qu'aient été nombre d'entre elles, sont néanmoins réduites et limitées tant dans l'espace qu'en termes de violence si on les compare avec les effets d'une guerre nucléaire. C'est donc la possibilité d'une guerre nucléaire qui reste le danger principal de la course aux armements.

135. On a indiqué au chapitre premier que, du point de vue des progrès techniques en cours et des doctrines stratégiques dont ils s'accompagnent parfois, il se pouvait que la course aux armes nucléaires entre dans une phase beaucoup plus dangereuse. En revanche, certains progrès limités ont été réalisés quant à la réduction du risque de déclenchement d'une guerre nucléaire. Il s'agit de certains accords spécifiques conclus dans le contexte des pourparlers sur la limitation des armes stratégiques (SALT), du fait que lesdites consultations ont permis à chaque partie de mieux comprendre la position et les intentions de l'autre, et enfin du processus général de détente. Il ne serait certes pas possible de mettre en balance ces deux facteurs, dont l'un a un caractère technique et l'autre un caractère politique, car leur effet se fera sentir dans des contextes différents. Les risques de certaines formes de guerre nucléaire ont peut-être diminué (en particulier, ceux d'une guerre éclatant tout à fait fortuitement), tandis que les risques d'autres formes de guerre nucléaire,

⁸⁹ I. Kende, *Local Wars in Asia, Africa and Latin America, 1945-1969*, Studies on Developing Countries, No. 60, Budapest (1972).

notamment celles qui sont censées rester contrôlées et limitées, peuvent avoir fortement augmenté. Il est certain qu'aujourd'hui comme il y a cinq ans et comme il y a 15 ans il importe au premier chef d'éliminer le péril nucléaire.

136. Le seul moyen de conjurer ce péril est bien entendu d'adopter de véritables mesures de désarmement nucléaire, limitant la mise au point d'armes nouvelles et garantissant l'interdiction et la liquidation de toutes les armes nucléaires. Rien d'autre ne pourra efficacement diminuer le risque ni l'empêcher d'augmenter. En effet, outre les progrès techniques susmentionnés, il y aura d'autres risques. A défaut de désarmement nucléaire, il ne semble pas possible d'empêcher une nouvelle prolifération des armes nucléaires dans l'avenir. On ne pourra y mettre fin que si les Etats dotés d'armes nucléaires prouvent clairement que, même pour eux, l'utilité politique ou militaire de ces armes ne saurait justifier les risques qu'elles comportent.

137. Bien des tentatives ont été faites pour parer au danger de la course aux armements, mais les résultats ont été jusqu'à présent modestes. Pendant les années 60 et encore au début des années 70, ces efforts ont été marqués par deux caractéristiques principales : l'une a été la priorité accordée à des mesures partielles tendant à empêcher que la course aux armements ne s'engage dans certaines voies nouvelles; l'autre a été l'accent mis sur la détente, la thèse étant qu'en apaisant les soupçons et la peur, non seulement on réduirait les risques de guerre, mais on supprimerait l'un des principaux motifs de la course aux armements.

138. Depuis une quinzaine d'années, un nombre considérable d'accords ont été conclus en matière de limitation des armements, notamment le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau ; le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes; le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires; le Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol; la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction; la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles; le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine; les accords soviéto-américains sur la limitation des armes stratégiques; et le Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires. Un certain nombre d'accords sur la prévention de la guerre nucléaire ont également été conclus entre les Etats-Unis et l'URSS ainsi qu'entre la France et l'URSS. Bien que ces traités et conventions aient contribué dans une certaine mesure à instaurer un nouveau climat de compréhension, ils n'ont pas suffi pour ralentir la course aux armements ou affecter sensiblement les arsenaux.

139. Les mesures partielles et collatérales peuvent contribuer à enrayer, puis à renverser, la course aux armements, mais il devient de plus en plus

évident que pour qu'il en soit ainsi, elles doivent être conçues dans le cadre d'un programme plus large et s'inscrire dans tout un ensemble de mesures amorçant un désarmement substantiel de l'arsenal militaire d'importance primordiale. Si ces mesures partielles ne sont expressément conçues qu'en vue de réglementer la compétition en matière d'armements, elles risquent d'orienter simplement cette compétition dans d'autres directions.

140. Au milieu des années 60, et même jusqu'au début des années 70, les mesures partielles qui ont été prises ont contribué à créer un climat d'optimisme, ont permis d'ouvrir des circuits utiles de communication et ont prouvé qu'il était possible de s'entendre, du moins jusqu'à un certain point. Ces mesures ont donc indubitablement contribué à la détente.

141. Il ne fait aucun doute que la détente a eu des conséquences importantes en ce sens que les tensions se sont relâchées sur la scène internationale, ce qui a diminué le risque de voir des conflits se déroulant à la périphérie de la course aux armements ou des affrontements mineurs impliquant les grandes puissances dégénérer en guerre nucléaire. En mettant fin au climat de guerre froide entre les principales alliances militaires et au sein d'entre elles et en contribuant à atténuer la bipolarité rigide des années précédentes, la détente a également favorisé les échanges de toutes sortes. En fait, ces échanges sont à la fois l'un des résultats et l'un des moteurs de la détente, et si l'on veut que cette dernière se poursuive, il est indispensable que les relations continuent à s'améliorer entre les principales alliances et entre les pays qui les composent, de même qu'à l'intérieur des divers pays, comme il est dit dans la Déclaration d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. En fondant les relations internationales sur des bases plus sûres, la détente a créé un terrain plus favorable aux échanges entre Etats, à l'établissement de liens économiques et au développement des échanges scientifiques, technologiques et culturels. Ce sont là des réalisations importantes, voire décisives, qui ont vu le jour au cours des dix dernières années ; il importe de les consolider et de persévérer sans relâche dans cette voie.

142. Si l'importance considérable de la détente vaut d'être sans cesse relevée, il en va de même pour les échecs enregistrés pendant cette période. Le fait que la détente politique ne se soit pas assortie de mesures correspondantes visant au désarmement et au désengagement militaire constitue sa faille essentielle et demeure une source de préoccupation importante. La détente est sans cesse menacée et compromise par les progrès de la technologie des armements. Il est indispensable qu'elle ne soit pas simplement un processus qui fasse intervenir les principaux protagonistes, qui soit restreint à certaines zones géographiques et qui soit limité, dans son principe même, par une rivalité intense sur le plan militaire. Il est évidemment incompatible d'amasser constamment des armements et d'essayer sérieusement d'éliminer la menace de guerre en renforçant, ne serait-ce que dans une faible mesure, la confiance entre les Etats, fondement même d'une détente authentique. Si la course aux armements n'est pas arrêtée, la détente restera sans base réelle, toujours menacée de retomber dans la tension, la suspicion, l'isolement et l'affrontement.

143. On peut constater que les tentatives faites depuis une bonne dizaine d'années pour freiner la course aux armements ont été insuffisantes. Sur tous les plans essentiels, la course aux armements se poursuit à un rythme soutenu, malgré tout le talent et l'énergie consacrés à des points qu'on juge aujourd'hui d'importance marginale.

144. Une vaste et authentique prise de conscience des dangers de la course aux armements serait peut-être l'une des meilleures façons de relancer les efforts entrepris en vue du désarmement. On a constaté à plusieurs occasions que l'opinion publique était en mesure, lorsqu'elle était bien informée, de freiner jusqu'à un certain point l'évolution enregistrée dans le domaine des armements. Il est particulièrement important, pour les problèmes des armements et du désarmement qui mettent en jeu la survie même de l'humanité, que l'opinion soit active et bien informée, qu'elle sache résister à toutes les incitations à la guerre et qu'elle soit orientée vers des objectifs constructifs. L'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations ont entrepris des efforts importants en vue de diffuser les informations relatives à la course aux armements, de faire mieux prendre conscience à l'opinion internationale de ses dangers, ainsi que des dangers de la course aux armements nucléaires en particulier, et de faire comprendre, sans espoirs fallacieux, les mesures qui ont été prises et qui pourraient l'être. Ces efforts, qui exigent la coopération ouverte et totale des Etats Membres, doivent être poursuivis et renforcés.

145. La deuxième conséquence importante de la course aux armements pour le système international est son effet sur les échanges en général, et les transactions économiques en particulier. Comme on l'a déjà noté, la guerre, les responsabilités militaires extérieures et la ponction qu'impliquent inévitablement pour l'économie de grosses dépenses militaires figurent parmi les facteurs qui ont contribué à désorganiser le système monétaire international et à alimenter l'inflation dans nombre de pays, rendant ainsi la récession actuelle plus étendue et plus difficile à résorber.

146. Un certain nombre de ces effets ont déjà été évoqués dans le rapport de 1971, où l'on insistait en particulier sur les préjudices causés aux échanges internationaux par la poursuite de la course aux armements. Ces problèmes n'ont rien perdu de leur acuité. Il va de soi que d'autres facteurs entravent également la liberté des échanges, notamment la discrimination, les restrictions à l'importation et le protectionnisme et, dans certains cas, des difficultés d'ordre plus technique et pratique. La poursuite de la course aux armements contribue néanmoins fortement au ralentissement des courants d'échanges et à leur distorsion. L'un de ses aspects les plus nocifs réside dans la restriction des échanges de produits dits stratégiques, comprenant aussi bien des matières premières que des techniques de pointe et même, dans certains cas, des marchandises d'une importance primordiale pour l'économie civile. Bien qu'elles aient été progressivement relâchées, d'importantes restrictions persistent et si certaines d'entre elles (portant notamment sur l'électronique de pointe, les moyens de propulsion et les techniques nucléaires) pourront éventuellement être quelque peu atténuées, il est peu probable qu'elles disparaissent complètement tant que les armements conserveront leur rôle

actuel. Il faut également tenir compte du fait que les embargos stratégiques peuvent constituer eux aussi un moyen d'obliger les adversaires à engager des dépenses importantes et qu'ils représentent donc une forme de guerre économique. Dans certains cas, on a adopté des politiques protectionnistes afin de préserver un certain degré d'autosuffisance dans le domaine agricole et dans certains secteurs de la production manufacturière. Bien qu'il existe évidemment d'autres raisons plus importantes à ces mesures protectionnistes, de telles politiques aggravent les effets néfastes des restrictions à l'importation dont les produits exportés par les pays en développement font l'objet. Dans certains cas, peu nombreux mais importants, des embargos ont été appliqués avec une telle rigueur qu'ils équivalaient presque à des tentatives d'étranglement. Lorsque des mesures de cet ordre ont touché des pays fortement tributaires du commerce international ou de l'assistance technique, elles ont gravement entravé le développement.

147. Le développement harmonieux et l'approfondissement de l'interdépendance internationale exigent la suppression des barrières commerciales et l'universalisation des échanges et de la participation aux instruments et institutions sur lesquels repose le commerce international. La course aux armements fait obstacle à ce processus en divisant les pays et les groupes de pays et en maintenant en place les barrières existantes. Il semble que l'instauration d'une nouvelle division internationale du travail et d'un nouvel ordre commercial, monétaire et financier international, dans le cadre duquel tous les pays auraient accès aux marchés des capitaux, aux matières premières et aux autres agents du développement économique et de la coopération, sans discrimination fondée sur des considérations militaires et stratégiques, demeurera improbable tant que la course aux armements se poursuivra au même rythme.

148. Outre les améliorations qu'il conviendrait d'apporter au régime du commerce, l'un des éléments soulignés de la façon la plus systématique dans les documents et analyses relatifs au nouvel ordre économique international est la nécessité d'intensifier l'aide au développement sous toutes ses formes, non seulement en octroyant des subventions publiques et des prêts à des conditions de faveur, mais aussi en prenant des mesures visant à favoriser le développement et comportant un élément de libéralité dans de nombreux domaines, notamment les échanges de denrées alimentaires et d'articles manufacturés et le transfert des techniques. Il va de soi que les mesures de désarmement amélioreraient à tous égards les possibilités d'assistance. On notera, par exemple, en ce qui concerne l'aide au sens le plus étroit du terme, que le Comité de la planification du développement considère les dépenses militaires mondiales comme « l'obstacle le plus important » à l'aide au développement⁹⁰.

149. La course aux armements n'a pas seulement réduit la priorité accordée à l'aide dans les politiques des pays donateurs, mais elle a également infléchi le courant d'assistance bilatérale, dans certains cas de façon

⁹⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, soixante et unième session, Supplément n° 6 (E/5793), par. 21.

extrêmement sensible. Pour certains pays donateurs, il paraît n'y avoir qu'un rapport ténu entre l'urgence des besoins du développement des pays bénéficiaires et le volume de l'aide bilatérale qu'ils fournissent⁹¹. En revanche, le rapport entre l'assistance fournie et les considérations politiques est, lui, bien souvent très prononcé. L'assistance a été fournie, dans certains cas, avec un objectif extrinsèque : acquérir de l'influence ou s'opposer à ce que d'autres n'en acquièrent, ou encore obtenir l'implantation de bases militaires ou d'autres avantages militaires et stratégiques. L'utilité de l'aide fournie s'en trouve d'autant plus fortement diminuée que les pays les plus pauvres, sans littoral ou autrement désavantagés sont rarement ceux qui présentent le plus d'importance sur les plans politique ou stratégique. De plus, cette déviation des courants d'aide en raison de considérations politiques liées à la course aux armements peut, dans certains cas, encourager les pays bénéficiaires à s'engager dans les conflits de puissances étrangères et alimenter par là même la course aux armements.

150. Les niveaux actuels de l'assistance au développement sont nettement insuffisants par rapport aux besoins et sont même loin d'atteindre les objectifs, qui ne sont pourtant pas excessivement ambitieux, fixés dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Pendant la première moitié de la décennie, de 1971 à 1975, l'aide publique au développement accordée par les pays développés à économie de marché n'a représenté que 0,32 p. 100 du produit national brut combiné de ces pays, n'atteignant même pas la moitié de l'objectif de 0,7 p. 100 spécifié dans la Stratégie⁹². Il leur aurait suffi pour atteindre cet objectif de consacrer seulement l'équivalent de 5 p. 100 de leurs dépenses militaires à l'assistance au développement.

151. Le désarmement et le développement constituent de loin les problèmes les plus urgents que le monde a à résoudre. C'est donc pour de bonnes raisons que l'Assemblée générale et d'autres organes de l'ONU ont souligné à maintes reprises le rapport qui existe entre eux, étant donné qu'il est vraisemblable que ces deux entreprises réussiront ensemble ou échoueront ensemble. Au paragraphe 5 de la partie A de la Stratégie internationale du développement, l'Assemblée générale déclarait : « Le succès des activités internationales de développement dépendra en grande partie de l'amélioration de l'ensemble de la situation internationale ; il dépendra en particulier des progrès concrets qui auront été accomplis dans la voie du désarmement

⁹¹ On en trouvera la preuve statistique dans le fait que l'assistance bilatérale a été fournie surtout aux pays en développement à revenu moyen ou élevé (200 à 800 dollars et plus par habitant), alors que les pays les plus pauvres n'en ont bénéficié que dans une bien moindre mesure (si l'on se fonde sur la ventilation par habitant). (Voir « L'aide extérieure et les besoins du développement », E/AC.54/L.80).

⁹² Les renseignements disponibles concernant les contributions financières des pays à économie planifiée sont trop limités pour permettre une comparaison utile. Le montant des sommes versées par les pays membres de l'OPEP à d'autres pays en développement représente désormais une contribution importante au montant total de l'assistance. L'élément de subvention de ses débours était de 3,4 milliards de dollars en 1974, soit 1,9 p. 100 du produit national brut des pays membres de l'OPEP. Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, soixante et unième session, Supplément n° 6 (E/5793)*, par. 34.

général et complet sous un contrôle international efficace. . . Les progrès dans la voie du désarmement général et complet devraient libérer des ressources supplémentaires importantes qu'on pourrait consacrer au développement économique et social, en particulier à celui des pays en développement. » Dans d'autres résolutions, ce sont les obligations des Etats qui ont été soulignées. A l'article 15 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, l'Assemblée générale a déclaré que : « Tous les Etats avaient le devoir de promouvoir la réalisation du désarmement général et complet, sous un contrôle international efficace, et d'utiliser les ressources libérées par des mesures effectives de désarmement aux fins du développement économique et social des pays, en affectant une part substantielle de ces ressources, en tant qu'apport supplémentaire, aux besoins de développement des pays en développement. »

152. Ces appels sont restés sans écho dans la pratique. Les mesures partielles de limitation des armements prises jusqu'ici n'ont pas entraîné de réduction dans le domaine des armes ou de coupes dans les budgets militaires suffisamment importantes pour avoir des incidences sensibles sur le plan économique. Des propositions concernant des réductions effectives des budgets militaires ont été adoptées par l'Assemblée générale, mais elles n'ont pas encore été appliquées jusqu'à présent⁹³. Les dépenses militaires des pays qui y consacrent les sommes les plus importantes ont diminué de 11 milliards de dollars en termes réels (aux prix de 1970) pendant la première moitié des années 70, mais malgré cela, l'aide publique au développement fournie par les pays développés à économie de marché⁹⁴ a diminué dans la pratique. Aux prix de 1970, elle est tombée de 6,7 milliards de dollars en 1970 à 6,6 milliards de dollars en 1975.

153. Ce médiocre résultat n'infirme pas la validité générale de l'affirmation, soulignée à de multiples reprises dans le présent rapport et ailleurs⁹⁵, selon laquelle désarmement et développement sont en fait étroitement liés et qu'il est du devoir des Etats de promouvoir ces deux objectifs et si possible de faire bénéficier les activités de développement des progrès accomplis en matière de désarmement. Mais, en tant que moyen de fournir des fonds pour le développement, le « jumelage » de ces deux

⁹³ Dans sa résolution 3093 A (XXVIII) du 7 décembre 1973, l'Assemblée générale a recommandé à tous les Etats membres permanents du Conseil de sécurité de réduire de 10 p. 100 par rapport au montant de 1973 leur budget militaire pour l'exercice suivant ; elle a invité ces Etats à consacrer 10 p. 100 des ressources ainsi libérées à l'aide aux pays en développement et exprimé le vœu que les autres Etats, surtout ceux qui disposent d'un potentiel économique et militaire important, prennent des mesures analogues. Conformément à une seconde résolution [3093 B (XXVIII)], un groupe d'experts nommés par le Secrétaire général a préparé un rapport sur cette proposition et sur des propositions analogues, intitulé *Réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et utilisation d'une partie des fonds ainsi libérés pour l'aide aux pays en développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.I.10).

⁹⁴ Voir note 92.

⁹⁵ *Désarmement et développement*. Rapport du Groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences économiques et sociales du désarmement, New York, 1972 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.IX.1).

processus n'a pas été couronné de succès. Les résultats de la Décennie du désarmement sont si décevants et les besoins de la Décennie du développement sont si urgents qu'il est devenu essentiel de dépasser le stade des simples déclarations pour procéder à la répartition effective des ressources, en s'inspirant des méthodes qui semblent les plus prometteuses.

154. Le lien entre le désarmement et le développement a été étudié de façon approfondie dans un rapport récent⁹⁶ dont il n'est pas nécessaire de rappeler ici les conclusions et les recommandations générales, qui demeurent pleinement valables. Les auteurs ont étudié ce lien en ce qui concerne tant les ressources économiques en général que des ressources particulières qui seraient touchées par certaines mesures partielles. Ils ont souligné qu'en cas de désarmement général et complet — et aussi, dans une moindre mesure, si les dépenses militaires étaient réduites dans des proportions importantes mais non entièrement supprimées — l'aide économique fournie par les pays développés aux pays en développement pourrait et devrait être considérablement accrue et mériterait de recevoir un rang de priorité élevé lors de la réaffectation des fonds ainsi libérés. Les auteurs du rapport ont fait remarquer que puisque les dépenses militaires absorbaient une part plus importante du PNB global des pays développés que de celui des pays en développement, une réduction générale (proportionnelle) des ressources militaires devrait s'accompagner d'une augmentation simultanée de la part du PNB consacrée par les pays développés, à l'aide internationale au développement, pour empêcher que ne se creuse l'écart économique entre les deux groupes de pays. D'après les chiffres donnés à l'annexe II du présent rapport (fondés sur les chiffres que l'on possède pour les Etats-Unis), le nombre des secteurs qui pourraient s'attendre à être touchés par le désarmement serait moins élevé si une part importante des fonds libérés était utilisée pour accroître l'assistance aux pays en développement au lieu de servir à alimenter la consommation privée intérieure. Les auteurs du rapport sont parvenus à des conclusions analogues en ce qui concerne la demande de certaines matières premières et ont indiqué les avantages qu'il y aurait à établir un lien aussi étroit que possible entre la libération de ressources entraînée par le désarmement et l'augmentation des ressources consacrées à l'aide internationale au développement.

155. Le transfert des techniques et l'expansion de la recherche liée au développement et aux problèmes des pays en développement occupent une place importante dans les efforts déployés en vue d'instaurer un nouvel ordre économique international. Pour combler les écarts immenses existant actuellement dans le monde en ce qui concerne les moyens de recherche et les moyens techniques, l'accès des pays en développement aux connaissances techniques doit être grandement facilité. Leur capacité de recherche, individuelle ou collective, doit être accrue considérablement et une proportion plus importante des activités des pays industrialisés en matière de recherche-développement doit être orientée à leur profit⁹⁷.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ Voir, par exemple, J. Tinbergen (coordonnateur), *Reshaping the International Order*, New York, 1976, p. 152.

156. La course aux armements constitue un obstacle majeur à l'expansion et au transfert en question. D'une part, une proportion énorme des ressources scientifiques et techniques est utilisée à des fins militaires, comme on l'a déjà exposé. Ces ressources sont non seulement concentrées massivement dans quelques pays industrialisés, mais elles sont aussi nettement axées sur des projets militaires. Qui plus est, l'afflux d'armes et de matériel militaire de plus en plus perfectionnés dans les pays en développement, corollaire inévitable de la course technologique aux armements à laquelle se livrent les superpuissances, grève lourdement les ressources scientifiques et techniques déjà modestes des pays en développement.

157. Toutefois, cette question comporte un autre aspect tout aussi grave et qui illustre de manière frappante la contradiction entre une course aux armements axée sur la compétition technique et l'instauration d'un ordre international plus équitable. Les pays en tête de cette course chercheront naturellement à retarder la prolifération des techniques les plus récentes ayant une portée militaire actuelle ou potentielle, et cela afin d'obtenir un avantage militaire sur les adversaires et de conserver une suprématie politique et militaire vis-à-vis d'alliés (pour illustrer ces deux aspects, on pourrait citer des exemples relatifs au transfert de techniques informatiques et un certain nombre d'autres cas), ou en vue de ralentir la course aux armements et d'aider les pays à la périphérie de cette course à éviter de se lancer dans une course locale aux armements, à la fois inutile et ruineuse. Les efforts déployés au cours des années 60 pour empêcher les pays d'Amérique latine d'acquérir des avions supersoniques constituent l'un des exemples assez rares de telles tentatives délibérées et soutenues qui se sont avérées fructueuses, du moins, pendant un certain temps.

158. Ce genre de restriction, imposée unilatéralement par les pays fournisseurs, par les bénéficiaires potentiels dans un domaine donné, ou multilatéralement par les fournisseurs et bénéficiaires potentiels agissant de concert, est manifestement avantageux pour tout le monde⁹⁸ dans de nombreux cas. Mais des problèmes se posent lorsque les techniques sont applicables à la fois à des fins militaires et à des fins civiles importantes, ce dont la question des techniques nucléaires est l'exemple par excellence. Dans ce cas, les efforts déployés pour freiner la course aux armements, non pas en supprimant les systèmes d'armes mais en limitant le nombre des États qui en possèdent, ne peuvent qu'aller à l'encontre des efforts visant à faire profiter tous les pays, sans discrimination, des techniques actuelles. Assurément, ce dilemme, issu d'attitudes contradictoires vis-à-vis de la libre diffusion des techniques, est inhérent à la course aux armements. Dans certains cas, on pourra peut-être prendre des mesures temporaires et partielles impliquant une distinction entre les pays nantis et les pays pauvres, mais il n'y a en fait pas

⁹⁸ Indépendamment du Traité sur la non-prolifération, les efforts déployés depuis 1974 par les six pays du Pacte andin (Bolivie, Chili, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela) ainsi que par le Panama et l'Argentine en vue de limiter d'un commun accord leurs acquisitions d'armes, conformément à la Déclaration d'Ayacucho, constituent le seul exemple actuel qui vaille la peine d'être mentionné. Ces efforts n'ont abouti jusqu'à présent à aucun résultat concret.

d'autre issue que le désarmement véritable. Sans cela, le développement sans obstacle ni discrimination de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques des techniques actuelles, comme l'implique la recherche d'un nouvel ordre international, demeurera nécessairement limité.

159. La troisième question importante à considérer lorsqu'on envisage la course aux armements du point de vue du système international est celle de ses incidences politiques en général et, plus particulièrement, la propriété qu'elle a de susciter et d'aggraver les conflits. Dans un environnement international dominé par une course aux armements de l'envergure de celle des dernières décennies, les considérations militaires et stratégiques ont tendance à influencer sur les relations générales entre les Etats et à altérer plus ou moins toutes les autres relations et transactions. La politique étrangère et les échanges internationaux en général tendent à être subordonnés à des considérations de « sécurité », au sens le plus large du terme. Mais il n'y a pas de limite naturelle aux précautions qui peuvent sembler nécessaires, de sorte que la création de sphères d'influence locales, régionales ou mondiales et parfois l'ingérence directe ou indirecte dans les affaires intérieures des autres Etats deviennent le corollaire naturel d'une course aux armements à l'échelle mondiale. Tant qu'on n'aura pas mis fin à la course aux armements, retiré les troupes et les bases militaires des territoires d'autres Etats et amorcé résolument le désarmement, et en particulier le désarmement nucléaire, nul ne pourra garantir que les relations entre les Etats seront effectivement fondées sur les principes de l'indépendance et de la souveraineté nationales, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, de la pleine égalité des droits, du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, et du droit de chaque peuple à décider de son propre destin.

160. Une puissance militaire dominante comme celle que possèdent certains grands pays industrialisés, ou qui peut apparaître aussi peu à peu dans des contextes régionaux, risque par elle-même d'amener des pays à adopter une attitude impérieuse et des politiques rigides vis-à-vis d'autres pays ou de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, ou simplement à l'étalage ostensible de cette force. A cause de la course aux armements, la peur et la suspicion apparaissent le long de certains axes, mais le long d'autres axes se développent des relations spéciales et privilégiées qui, dans certains cas, sont tout aussi dangereuses et tout aussi propres à susciter des conflits. Cela risque, d'une part, de transférer les conflits des puissances centrales aux puissances périphériques, et, d'autre part, d'entraîner les puissances centrales dans des conflits locaux. Voilà un des rouages qui engrenent entre eux les conflits centraux et les conflits périphériques accroissant ainsi le danger des uns et des autres.

161. S'il est probablement faux de dire que la course aux armements soit strictement une cause de conflits — la cause étant en dernière analyse d'ordre politique, économique, etc. —, une préparation militaire intensive peut assurément intensifier les conflits, les faire dégénérer en guerre, les étendre aux pays voisins ou barrer la route à un règlement pacifique. La course aux armements crée un climat politique où de simples incidents peuvent prendre des proportions de crise internationale et où d'infimes différends, qui dans

d'autres circonstances auraient pu facilement être réglés par la négociation, se muent en grandes questions de principe et donnent lieu à des conflits armés.

162. On a coutume de considérer la course aux armements comme une situation dans laquelle les pays se trouvent entraînés à leur corps défendant par les appréhensions que leur inspirent les programmes militaires d'autres pays. Il y a là bien sûr une bonne part de vérité. Les menaces, les pressions et les interventions ont été suffisamment fréquentes au cours des dernières années pour révéler, d'une part, que certains pays connaissent de véritables risques sur le plan de la sécurité et, d'autre part, que certains pays n'ont pas renoncé entièrement à utiliser leur puissance militaire pour atteindre des objectifs politiques. Ils peuvent l'utiliser sous diverses formes, certaines plus belliqueuses que d'autres, certaines plus immédiatement dangereuses, qui vont de l'intervention armée à de simples menaces ambiguës comme une présence navale que d'autres pays peuvent interpréter comme un moyen d'ingérence ou d'intimidation.

163. La course aux armements tend à créer un cadre politique international plus rigide et plus conservateur. Elle entretient un climat d'inquiétude vis-à-vis des options politiques et sociales choisies par d'autres pays, en particulier ceux que l'on considère avoir une importance stratégique, et elle crée un réseau d'alliances et d'alignements qui risque de multiplier les possibilités d'affrontement et, dans certains cas, de renforcer la domination. Dans ces conditions, il est inévitable que les transformations et l'évolution sociales se heurtent dans bien des cas à des résistances. Le processus se fait lent et pénible, devient trop tardif et risque en définitive de provoquer des conflits prolongés et destructeurs comme l'a prouvé l'expérience acquise au cours de plusieurs des guerres les plus longues et les plus douloureuses du passé récent.

164. Le travail d'élimination des vestiges du colonialisme a été une des principales causes de guerre et de conflit dans les dix dernières années. Bien que le processus d'établissement de la souveraineté nationale soit terminé dans la plupart des cas, il subsiste néanmoins un certain nombre de problèmes et de différends un peu partout dans le monde. L'idée même de développement rapide et d'instauration d'un nouvel ordre économique international implique que bon nombre des habitudes et relations traditionnelles, nationales et internationales, devront changer. C'est là une des raisons pour lesquelles le développement accéléré et la prolifération de la technique militaire moderne, ainsi que l'augmentation rapide du nombre de pays possédant des systèmes d'armes extrêmement efficaces qui peuvent jouer un rôle offensif aussi bien que défensif, doivent susciter des craintes pour l'avenir. C'est également pour cela que l'arrêt de la course aux armements en son centre, préalable nécessaire à un arrêt effectif à la périphérie, s'impose maintenant d'urgence.

165. En effet, le commerce des armements revêt depuis quelques années un caractère particulièrement dangereux. Pour la plupart des fournisseurs, les considérations commerciales semblent l'avoir emporté plus que jamais avant sur le souci de suivre une politique cohérente, et les seules limites à leurs activités semblent être les ressources que les acheteurs sont prêts à consacrer à

l'achat d'armements. Aussi la situation militaire dans de nombreuses parties du monde a-t-elle évolué rapidement. Cette évolution, que l'équilibre réel des forces militaires se modifie ou non, ne peut manquer de créer une atmosphère de tension exacerbée et d'instabilité. Dans plusieurs cas importants, le matériel livré récemment est si perfectionné et tellement hors de proportion avec les ressources techniques du pays acheteur qu'il est inutilisable et ne peut être entretenu sans le concours du pays fournisseur, notamment sous forme de personnel technique et de personnel de supervision. La participation active de personnel étranger (généralement des ressortissants des principaux pays fournisseurs) aux programmes militaires des pays acheteurs, dans le cadre d'une assistance s'étendant sur de longues périodes, augmente le risque de voir les pays fournisseurs d'armes entraînés dans des conflits locaux.

166. Tandis que subsistent les vieilles formes d'intégration et de polarisation militaires (alliances, bases et stationnement de troupes en territoire étranger), de nouvelles structures se constituent. A un commerce d'armements en pleine expansion s'ajoutent aujourd'hui diverses formes de coopération internationale dans le domaine de la production d'armes, processus qui gagne rapidement en importance bien qu'il soit encore difficile d'en préciser les formes sauf dans ses très grandes lignes. Dans les pays industrialisés, la tendance est à la coproduction de certains matériels, plusieurs pays mettant en commun les moyens qu'ils ont de produire différents composants de systèmes d'armes particulièrement coûteux et élaborés; moins fréquemment, ils collaboreront à la conception et à la réalisation d'armements et s'en partageront les coûts. Les pays en développement se chargent généralement d'assurer l'entretien local, et peu à peu la réparation, l'assemblage des pièces importées, la production locale de certains composants, etc. Tout récemment, certains pays ont pu accélérer ce processus en achetant des installations de production complètes, l'entrepreneur étranger, qu'il s'agisse d'une société ou d'un gouvernement, fournissant tout à la fois les plans, les installations, le savoir-faire et certaines des composantes de l'arme finie.

167. D'un point de vue militaire et économique, cette production pourrait sans doute être considérée tout simplement comme un autre moyen de se procurer des armes, permettant peut-être d'être moins tributaires des fournisseurs extérieurs et d'économiser des devises, même si dans l'absolu les coûts sont généralement plus élevés. Mais d'un point de vue social et politique, on a affaire à un phénomène beaucoup plus important et foncièrement nouveau. Dans certains cas, il pourrait marquer le début de l'expansion des complexes militaro-industriels des pays fournisseurs au-delà de leur propres frontières, de leur enracinement à l'étranger, où se reproduit alors dans le nouvel environnement tout le réseau de relations tissé entre l'industrie, les producteurs et les sous-traitants, les syndicats, l'Etat et les forces armées. Avec le transfert de systèmes d'armes complets et opérationnels et l'assistance de conseillers militaires ainsi qu'avec d'autres formes de coopération militaire, les relations entre pays acheteurs et pays fournisseurs tendent à demeurer limitées au domaine militaire. Mais dans les types de coproduction ou de production locale considérés dans la présente

étude, c'est l'ensemble des relations d'appui réciproque et des intérêts acquis dans la perpétuation des armements qui bourgeonne et qui se propage dans la société tout entière, bien au-delà de l'armée et de son appareil traditionnel. S'il est peu probable, même à long terme, qu'elle rende les pays acheteurs véritablement indépendants des principaux pays producteurs d'armes, cette expansion multinationale des complexes militaro-industriels pourrait, avec le temps, constituer un obstacle important à une limitation effective des armements et au désarmement dans les régions où elle se produit. Cela montre une fois de plus qu'il importe d'urgence de progresser dans le domaine du désarmement. L'ampleur et la complexité des problèmes ne feront qu'augmenter avec le passage du temps.

168. Il est urgent que tous les pays élaborent et appliquent un programme global de désarmement, et avant tout le désarmement nucléaire, pour prévenir le danger d'une guerre nucléaire, pour exclure le recours à la menace ou à l'emploi de la force, pour instaurer une paix durable, pour éliminer les obstacles à la démocratisation des relations internationales et pour édifier peu à peu un nouvel ordre économique, politique et social international.

Chapitre V

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

169. L'objectif premier du présent rapport était d'étudier les conséquences économiques et sociales de la course aux armements. Ce qui ressort de façon particulièrement frappante de cette étude, c'est la multiplicité de ces conséquences, non seulement pour la sécurité proprement dite, mais encore pour tous les secteurs de la vie civile. La participation des pays à la course aux armements influe sur leur orientation sociale, politique, technologique, et industrielle. Les politiques internationales, dans le secteur militaire aussi bien que dans celui du commerce, de la coopération et des échanges en général, se ressentent du climat d'affrontement et d'appréhension créé par la course aux armements. Celle-ci aggrave et rend plus aigus nombre des grands problèmes qui se posent à la communauté internationale — développement, déséquilibres économiques, inflation, pollution, énergie et matières premières, relations commerciales, technologie; etc. Dans d'autres domaines — santé, enseignement, logement, etc. —, le manque de ressources fait obstacle au progrès.

170. On a accordé beaucoup trop peu d'attention dans le passé aux rapports qui existent entre l'armement et de désarmement, d'une part, et certains aspects du développement social, économique et politique, d'autre part. Les auteurs de la présente étude se sont efforcés de définir ces rapports, mais il faudrait procéder à une analyse beaucoup plus approfondie pour examiner la question comme il convient. Il est frappant, par exemple, de voir que les études récentes sur l'avenir de l'économie mondiale et les analyses concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international ainsi que les conférences des Nations Unies sur une série de problèmes contemporains qui se sont tenues au cours des dernières années ont dans la plupart des cas passé entièrement sous silence les conséquences de la course aux armements, bien que ces conséquences soient évidentes et considérables dans chaque cas. Il vaudrait mieux à tout point de vue que l'on prenne en considération, dans ces études et ces analyses et lors de l'élaboration de programmes et de recommandations, les incidences sur la course aux armements et ses conséquences. Il faut tenir compte des deux aspects de la question : d'une part, le volume des ressources englouties dans la course aux armements et l'usage constructif qu'on pourrait en faire sur le plan social; et, d'autre part, le processus social, politique, économique et institutionnel par lequel, tant sur le plan national que sur le plan international, l'évolution des politiques militaires se répercute sur le développement futur dans d'autres domaines et est en même temps conditionnée par lui.

171. L'étude des conséquences de la course aux armements sur le plan social, économique et militaire ou politique suppose que l'on ait au départ une

théorie sur le phénomène lui-même. De même, pour pouvoir réaliser des progrès tangibles sur la voie du désarmement, il faut comprendre les forces et les processus qui perpétuent cette course. La question fait couler toujours plus d'encre, mais les auteurs se bornent essentiellement à étudier le cas d'un ou de quelques pays et à décrire le processus d'armement propre à tel ou tel d'entre eux. C'est pourquoi ces ouvrages sont restés pratiquement sans effet sur les efforts déployés dans le domaine du désarmement. Il semble qu'il faille non seulement approfondir ou assimiler ces divers cas pour se faire une idée claire de l'interaction des forces qui alimentent la course aux armements, mais encore regrouper ces éléments séparés de façon à pouvoir en tirer des enseignements et s'en inspirer pour agir. Il faut, qui plus est, définir clairement le point de vue des différents pays et groupes de pays quant aux mécanismes fondamentaux de la course aux armements. Pour parvenir efficacement à renverser la vapeur, il semble nécessaire de s'entendre d'abord sur la nature même du problème et sur le point où il se situe. Mais le présent groupe de travail, dont le mandat était d'étudier les conséquences de la course aux armements, ne peut que signaler que cette question mérite d'être approfondie.

172. Tout au long du présent rapport, on a insisté sur le fait que les deux principaux objectifs visés par la communauté internationale, le désarmement et le développement, objectifs que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont engagés à poursuivre sans relâche, l'un comme l'autre, sont en fait étroitement liés. Il serait difficile, sinon impossible, d'atteindre un rythme de développement acceptable si la course aux armements se poursuivait. La recherche-développement est un domaine où la mauvaise orientation des efforts est la plus flagrante. Dans ce secteur comme dans d'autres, d'importantes ressources qui font cruellement défaut aux programmes de développement sont sacrifiées de plus en plus par les pays à des fins militaires.

173. En revanche, on comprend de mieux en mieux qu'il est indispensable d'accomplir des progrès sensibles dans le domaine du développement si l'on veut préserver la paix et la sécurité mondiales. A longue échéance, celles-ci seraient compromises dans un monde où l'écart économique entre les pays ne cesse de grandir. Ce n'est pas l'accumulation des armements qui assurera une sécurité véritable mais seulement le désarmement, la coopération et l'accroissement des échanges et de l'interdépendance dans un monde où les inégalités iront s'atténuant.

174. Des progrès substantiels en matière de désarmement marqueraient un tournant décisif pour le développement, en imprimant un nouvel élan aux efforts entrepris dans cette direction et en facilitant grandement le progrès dans ce domaine. Ils permettraient en effet de libérer des ressources intérieures — matérielles, financières et humaines — dans les pays développés comme dans les pays en développement et de les réaffecter à des objectifs de développement. Relativement modestes dans de nombreux pays en développement, ces ressources sont loin d'être négligeables dans d'autres, et elles pourraient dans tous les cas contribuer sensiblement au développement. En créant un climat moins assombri par la peur, l'hostilité et

l'antagonisme entre les pays, les progrès réalisés dans le domaine du désarmement permettraient de lever certains des obstacles qui gênent actuellement les échanges internationaux en général et la libre circulation des matières premières et des techniques de pointe en particulier, et ils aideraient beaucoup les pays à choisir chacun librement leur propre formule de développement. Enfin, et ce n'est pas la moindre des considérations, si l'on progressait sensiblement sur la voie du désarmement, les pays industrialisés pourraient réaliser d'importantes économies et accroître considérablement leur aide au développement. En fait, le désarmement devrait être envisagé en tenant pleinement compte de ces rapports étroits avec le développement. Les mesures de désarmement doivent inclure des dispositions garantissant le transfert aux fins du développement d'une part des ressources libérées, des dispositions garantissant que la limitation des armements ne fera pas obstacle au transfert des techniques à des fins pacifiques et d'autres dispositions analogues.

175. Les années 70 ont été proclamées Décennie du désarmement, mais les progrès réalisés au cours des deux premiers tiers de cette décennie ont été fort minces et bien inférieurs à ce que la grande majorité des Etats membres de la communauté internationale aurait véritablement souhaité. Un certain nombre d'accords ont été conclus, dont plusieurs d'une grande importance en eux-mêmes, mais les progrès ont été beaucoup trop lents pour permettre de réduire de façon sensible la course aux armements, et encore moins pour renverser le mouvement. Si l'on veut que les résultats soient moins décevants à l'avenir, il faut examiner de près les raisons de cet échec. Dans le présent rapport, on a étudié un certain nombre de facteurs qui peuvent avoir joué un rôle important à cet égard : la force d'inertie qui tend à se développer dans une course qualitative aux armements, l'engrenage de compulsions réciproques qu'elle engendre et le fait que les accords partiels de limitation sont facilement plus que compensés par les faits nouveaux qui surviennent dans d'autres secteurs de la course aux armements.

176. Tout cela met en relief une des graves déficiences de l'action entreprise en faveur du désarmement depuis plus d'une décennie : l'absence de plan global dans lequel des mesures partielles pourraient s'insérer et, se complétant les unes les autres, formeraient une stratégie cohérente. Le désarmement général et complet sous contrôle international efficace doit demeurer l'objectif ultime. Les accords destinés à réglementer et à limiter la course aux armements dans l'intervalle sont des moyens et parfois des conditions nécessaires pour atteindre cet objectif, mais ils ne sauraient s'y substituer. A supposer qu'on adopte des mesures de restriction efficaces dans un domaine, les pays ne tarderaient pas à les tourner et, à long terme, de nouveaux pays entreraient sans doute dans la course. Il est donc urgent d'accorder aux négociations sur le désarmement général et complet une attention plus grande que par le passé.

177. Des progrès effectifs sur la voie du désarmement présupposent l'élaboration d'un plan global, convaincant sur le plan théorique et viable sur le plan pratique, une « stratégie du désarmement » en quelque sorte. Celle-ci doit reposer sur une analyse approfondie des problèmes soulevés, des forces

qui poussent à la course aux armements et des leçons du passé. Cela impose de définir des priorités, de fixer des objectifs et d'adopter des programmes et, le cas échéant, des calendriers. Cette stratégie doit être assez globale pour répondre équitablement aux préoccupations de chaque pays, et assez souple pour permettre de prendre des mesures réalistes et concrètes dans l'avenir immédiat, dans les étapes intermédiaires et au stade final. En bref, il faut un cadre pour coordonner les initiatives et mesurer les progrès accomplis. Cela n'est pas moins important dans le domaine du désarmement que dans celui du développement, ou dans tout autre secteur où des efforts multiples doivent conduire efficacement à un objectif commun.

178. Il n'appartient pas à ce groupe de travail de définir cette stratégie, mais certains points particulièrement importants peuvent se dégager de la tâche qu'il a accomplie. Les mesures de désarmement et de dégagement militaire touchent directement ou indirectement les intérêts vitaux de tous les Etats. Tous ont pour obligation de s'efforcer d'éliminer les sources de conflit et de tension et de ne pas tarder à adopter et à appliquer des mesures de désarmement sous contrôle international efficace. Il faut que tous les Etats participent à la détermination des tâches et priorités même s'il est souvent plus efficace de négocier des mesures spécifiques au niveau régional ou dans d'autres instances similairement restreintes.

179. De fait, il semble nécessaire, pour relancer les efforts de désarmement, non seulement d'y engager tous les pays sur un pied d'égalité, mais encore d'amener les peuples de tous les pays à y participer plus activement et de manière plus cohérente et mieux organisée que jusqu'à présent. Un certain nombre d'organisations et de mouvements politiques, professionnels, religieux et autres peuvent jouer et ont en fait déjà joué un rôle important dans ce domaine. Avec ses conséquences négatives, la course aux armements affecte tous les peuples du monde puisqu'elle met en danger leur existence même et leur impose des sacrifices sociaux et économiques. Il est évident que ces peuples ont le droit d'être informés des politiques et des programmes militaires de leur gouvernement ainsi que de leurs conséquences. Le secret dont on entoure cette question n'est généralement pas justifié par des impératifs d'ordre militaire. Dans certains cas, il n'est imposé qu'au nom de la tradition ; dans d'autres, il permet par exemple d'empêcher l'opinion de passer au crible des programmes d'armements contestables ou superflus. Sans compromettre pour autant la sécurité des pays, il serait possible et souhaitable d'être beaucoup plus explicite dans ce domaine.

180. Etant donné la nature de la course actuelle aux armements, il faudra, pour parvenir à un désarmement effectif, effectuer simultanément des progrès sur deux plans : freinage de la course qualitative aux armements et réduction des budgets militaires. Sur le plan qualitatif, il faudra notamment limiter les innovations éventuelles en matière d'armements. Les accords relatifs aux armes biologiques et aux systèmes antimissiles constituent des progrès dans ce sens. C'est incontestablement aux grandes puissances militaires qu'il incombe d'aller de l'avant en la matière, et en particulier aux deux superpuissances qui sont les seules à produire toute la gamme des armes modernes et qui sont responsables de la plupart des innovations en technologie

militaire et de toutes les innovations sur le plan des armes nucléaires et de leurs vecteurs. Il faut notamment, comme on l'a indiqué au chapitre premier, prévoir dans les limitations mutuelles décidées par les grandes puissances des limitations qualitatives importantes des systèmes d'armements nucléaires, ainsi qu'une limitation des travaux de recherche-développement à des fins militaires.

181. Le second objectif majeur qu'il importe de réaliser dans l'immédiat consiste à réduire sensiblement les budgets militaires de tous les pays, en particulier des pays ayant les plus gros budgets. Il incombe à tous les pays de prendre rapidement des mesures dans ce sens. A cet égard, il faut prendre des mesures en vue de faciliter la conversion des industries et des installations à des fins non militaires. Non seulement une réduction importante des budgets militaires marquerait une étape décisive sur la voie du désarmement et d'une diminution des risques de guerre, mais elle libérerait des ressources en faveur du développement social et économique des pays et faciliterait considérablement l'accroissement nécessaire de l'aide aux pays en développement. Il faut donc adopter un calendrier spécifique qui prévoit une réduction coordonnée, progressive mais substantielle, des budgets militaires, d'abord dans les pays les plus importants et les plus fortement armés et chez leurs adversaires stratégiques enfermés avec eux dans une situation d'affrontement, en précisant les critères et l'ampleur de ces réductions et en s'assurant qu'elles soient irréversibles et que les ressources dégagées soient effectivement utilisées à des fins pacifiques. Si l'on se borne à préconiser une réduction des dépenses militaires sans autres spécifications, on doit s'attendre dans la plupart des cas à voir surtout diminuer l'arsenal des armes classiques et les effectifs permanents. Certains pays pourraient même être tentés, s'ils en ont la possibilité, de compenser cette réduction quantitative en améliorant la capacité de leur appareil militaire, autrement dit de s'engager plus avant dans la course qualitative aux armements. On voit donc là encore qu'il importe de coordonner les mesures partielles prises dans différents domaines.

182. Il faut réserver au désarmement nucléaire la priorité la plus élevée en raison de la menace intolérable que posent les armes nucléaires et aussi parce que les innovations actuelles et prévisibles dans le domaine des vecteurs et de l'utilisation de ces armes, ainsi que la perspective de voir de nouveaux Etats y accéder, aggraveront encore la menace et risqueraient de rendre le désarmement beaucoup plus difficile à réaliser dans l'avenir. En ce qui concerne la prolifération des armements nucléaires, des mesures de limitation et de modération au niveau régional, par exemple la création de zones dénucléarisées, constitueraient un grand progrès. La conclusion d'un traité sur l'interdiction générale des essais nucléaires marquerait également une étape importante dans ce domaine. On progresserait beaucoup plus facilement dans la voie du désarmement nucléaire en convenant de certains objectifs et calendriers en vue de réduire progressivement les arsenaux nucléaires et d'interdire l'utilisation, le développement, la production et la possession de ces armes.

183. Il faut enfin, pour apporter une solution complète au problème, procéder à un désarmement et à un désengagement au niveau régional afin de

diminuer les sources de tension et de conflit. Il conviendrait d'une part de se fixer des objectifs généraux de désengagement militaire sur terre et sur mer, de démantèlement des blocs militaires et de retrait des troupes et des bases en territoires étrangers, et d'autre part de s'intéresser dans l'immédiat à des secteurs et à des régions spécifiques — Europe centrale, Moyen-Orient, océan Indien et Méditerranée, par exemple —, en tenant dûment compte de la nature précise des problèmes que pose la sécurité des pays concernés. Une fois encore, tout progrès dans ce domaine est lié ou même subordonné au ralentissement de la course aux armements à laquelle se livrent les grandes puissances et à leur désengagement régional. Il convient de se rappeler que le gros des dépenses militaires mondiales est consacré à l'accroissement des stocks d'armes classiques. Cette course aux armes classiques dans de nombreuses régions du monde, depuis quelques années, est de plus en plus préoccupante. Sans sous-estimer l'importance du désarmement nucléaire — qui est certes la tâche la plus urgente qui nous incombe — ni celle du droit inaliénable de chaque Etat souverain à l'autodéfense, il serait bon de souligner que l'heure est peut-être venue d'étudier ce problème de façon approfondie et de trouver des moyens de parvenir à des accords internationaux sur les transferts d'armements.

184. On a déjà dit que pour arriver au désarmement, une coordination et une planification systématiques s'imposent et appellent le concours de tous les Etats. Pour y parvenir, il faudra en premier lieu disposer, au niveau international, de moyens plus efficaces d'information, de recherche et d'évaluation pour les questions touchant au désarmement, afin de permettre à tous les Etats Membres, et pas seulement aux plus importants d'entre eux, d'être informés complètement et de prendre des initiatives en matière de désarmement. En second lieu, l'Organisation des Nations Unies, et au premier chef son organe plénier, l'Assemblée générale, qui a pour tâche d'harmoniser les efforts entrepris par les Etats en vue d'atteindre leurs objectifs communs, devrait pouvoir s'acquitter plus efficacement que par le passé de son rôle d'orientation globale en matière de désarmement. La session extraordinaire de l'Assemblée générale qui doit se tenir en 1978 pourrait jouer un rôle extrêmement important à cet égard. Il convient aussi de noter que l'Assemblée a envisagé de convoquer une conférence mondiale du désarmement⁹⁹. Il faudrait également disposer de façon plus continue des avis et de l'assistance d'experts chargés de suivre de près l'évolution de la situation, de conseiller l'Assemblée générale, le Secrétaire général et les Etats Membres en ce qui concerne les questions de désarmement et d'aider à élaborer, à fixer et à ajuster les objectifs et les programmes. Il semble nécessaire d'améliorer dans ce sens les mécanismes des Nations Unies si l'on veut donner à l'organisation mondiale la possibilité de s'acquitter de sa tâche dans le domaine du désarmement.

⁹⁹ Voir les résolutions suivantes de l'Assemblée générale : 2030 (XX) du 29 novembre 1965 ; 2833 (XXVI) du 16 décembre 1971 ; 2930 (XXVII) du 29 novembre 1972 ; 3183 (XXVIII) du 18 décembre 1973 ; 3260 (XXIX) du 9 décembre 1974 ; 3469 (XXX) du 11 décembre 1975 et 31/190 du 21 décembre 1976.

ANNEXES

Annexe I

RÉSOLUTION 3462 (XXX) DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EN DATE DU 11 DÉCEMBRE 1975

3462 (XXX). CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE LA COURSE AUX ARMEMENTS ET SES EFFETS PROFONDÉMENT NUISIBLES SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DANS LE MONDE

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée « Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde »,

Rappelant ses résolutions 2667 (XXV) du 7 décembre 1970, 2831 (XXVI) du 16 décembre 1971 et 3075 (XXVIII) du 6 décembre 1973 sur la question,

Profondément préoccupée par le fait que, malgré les appels renouvelés de l'Assemblée générale en vue de l'application de mesures efficaces visant à arrêter la course aux armements, en particulier aux armements nucléaires, celle-ci a continué à s'accélérer à un rythme alarmant, absorbant des ressources matérielles et humaines énormes au détriment du développement économique et social de tous les pays et constituant un grave danger pour la paix et la sécurité dans le monde,

Notant que depuis l'établissement du rapport du Secrétaire général intitulé « Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires »^a des faits nouveaux particulièrement importants pour la situation économique et politique actuelle dans le monde se sont produits dans ce domaine,

Considérant que l'accélération constante de la course aux armements n'est pas compatible avec les efforts visant à instaurer un nouvel ordre économique international, tel qu'il est défini dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, contenus dans les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1^{er} mai 1974, dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats figurant dans la résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée, en date du 12 décembre 1974, ainsi que dans la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée, en date du 16 septembre 1975, et que ces efforts impliquent plus que jamais une action résolue de tous les Etats pour réaliser l'arrêt de la course aux armements et l'application de mesures efficaces de désarmement, en particulier dans le domaine nucléaire,

Consciente du fait que, le désarmement étant une question qui préoccupe profondément tous les Etats, il est urgent de donner à tous les gouvernements et à tous les peuples les informations qui leur permettent de comprendre la situation dans le domaine de la course aux armements et du désarmement, et que l'Organisation des Nations Unies a un rôle central à jouer à cet égard conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies,

Rappelant que, dans sa résolution 3075 (XXVIII), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer à étudier la question des conséquences de la course aux armements, en attachant une attention spéciale à ses effets sur le développement économique et social des

^a A/8469/Rev. 1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.IX.16).

nations, ainsi que sur la paix et la sécurité dans le monde, afin de pouvoir présenter, à la demande de l'Assemblée, un rapport à jour sur ce problème, fondé sur les renseignements communiqués par les gouvernements,

1. *Demande de nouveau* à tous les Etats ainsi qu'aux organes s'occupant des questions de désarmement de placer au centre de leurs préoccupations l'adoption de mesures efficaces conduisant à l'arrêt de la course aux armements, surtout dans le domaine nucléaire, et à la réduction des budgets militaires, notamment ceux des pays puissamment armés, et de déployer des efforts continus en vue de réaliser des progrès dans la voie du désarmement général et complet;

2. *Prie* le Secrétaire général de procéder, avec l'assistance de consultants qualifiés nommés par lui, à une mise à jour du rapport intitulé « Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires », portant sur les principaux aspects de ce rapport et tenant compte de tous faits nouveaux qu'il jugera nécessaires, et de le transmettre à l'Assemblée générale à temps, pour qu'elle l'examine lors de sa trente-deuxième session;

3. *Invite* tous les gouvernements à prêter leur appui et leur entière coopération au Secrétaire général pour que l'étude soit effectuée de la manière la plus efficace possible;

4. *Fait appel* aux organisations non gouvernementales et aux organismes internationaux pour qu'ils coopèrent avec le Secrétaire général à la préparation de ce rapport;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-deuxième session la question intitulée « Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde ».

Annexe II

BUDGET DES DÉPENSES MILITAIRES COMPARÉ À D'AUTRES STATISTIQUES : MOYENNES ANNUELLES, 1973-1975

Le tableau ci-dessous est divisé en trois parties : A. Pays développés à économie de marché ; B. Pays en développement à économie de marché ; C. Pays à économie planifiée. Ces données sont extraites de divers numéros de l'Annuaire statistique et de l'Annuaire de statistiques des comptabilités nationales et elles ont été complétées, chaque fois que cela était possible, par des données empruntées aux réponses des gouvernements au questionnaire du Secrétaire général daté du 10 août 1976^a.

Des renseignements concernant les dépenses militaires figurent dans les comptes publics officiels des gouvernements. Toutefois, la définition des dépenses militaires varie selon les pays et l'on ne possède généralement pas de renseignements concernant les diverses méthodes de classification. Il est donc impossible dans de nombreux cas de déterminer le contenu des statistiques officielles d'un point de vue économique et social. Certaines dépenses qui seraient considérées comme militaires de ce point de vue sont quelquefois exclues des données officielles, tandis que d'autres qui seraient considérées comme non militaires peuvent être comprises. En outre, il n'est pas rare que, dans un même pays, la détermination des prix se fasse sur des bases différentes pour la production militaire et pour la production du reste de l'économie. A elles seules, et même si les statistiques des dépenses avaient un contenu approprié, ces différences empêcheraient d'indiquer avec quelque précision la proportion des ressources consacrées aux objectifs militaires. En outre, les divers pays ont des structures économiques et des systèmes de prix différents, de telle sorte qu'en comparant les pays on obtiendrait différents rapports des dépenses militaires au produit intérieur et à ses éléments, du seul fait que les systèmes de prix sont différents. Pour toutes ces raisons, les statistiques officielles de dépenses militaires n'ont qu'une valeur limitée pour ce qui est de mesurer le fardeau économique imposé par la course aux armements.

Le tableau comprend les statistiques officielles les plus facilement accessibles relatives aux dépenses militaires et les compare au produit intérieur, à l'investissement en capital fixe et aux dépenses de l'Etat pour l'éducation et la santé. Conformément à la pratique statistique habituelle, la notion de produit intérieur utilisée pour les parties A et B du tableau diffère de celle qui s'applique à la partie C. Dans les parties A et B, le produit intérieur englobe la « production matérielle » et les services. Dans la partie C, le produit intérieur comprend la « production matérielle » seulement. Autre différence, dans les parties A et B, le produit intérieur est brut, l'amortissement n'ayant pas été déduit de l'investissement brut, alors que le produit matériel est net de l'amortissement dans la partie C. Par conséquent, les dépenses militaires sont comparées avec des produits intérieurs définis de manière plus large dans les parties A et B que dans la partie C. Pour des définitions plus détaillées, il convient de se référer à la publication des Nations Unies intitulée « Système de comptabilité nationale ».

Les données sur les dépenses des gouvernements pour l'éducation et la santé indiquées dans le tableau ne permettent pas des comparaisons vraiment valables entre les différents pays du fait que dans les économies de marché les dépenses des administrations régionales et locales et celles des institutions privées ne sont pas prises en considération, tandis que dans les économies

^a Pour les réponses des gouvernements, voir document A/32/88/Add.1.

planifiées, c'est le gouvernement central qui est en grande partie responsable de l'éducation et de la santé, si bien que ces statistiques tendent à être beaucoup plus complètes. Même parmi les pays à économie de marché, les chiffres ne sont pas vraiment comparables, par suite de différences de définition et de couverture.

A. — Pays développés à économie de marché

Pays	Unité monétaire	3	4	5	6	Budget des dépenses militaires en pourcentage			Dépenses du gouvernement central en pourcentage du PIB pour		
						Budget des dépenses militaires	Produit intérieur brut aux prix du marché	Investissement intérieur brut en capital fixe	Du PIB	De l'investissement intérieur brut en capital fixe	L'éducation
											La santé
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
AFRIQUE											
Afrique du Sud.....	Million de rands	500,3	22 558,7 ^a	6 285,3 ^a	2,2	8,0	1,2	0,4			
AMÉRIQUE DU NORD											
Canada.....	Million de dollars canadiens	2 500,7	143 947,3	33 343,3	1,7	7,5	...	...			
Etats-Unis.....	Milliard de dollars	80,1	1 407,0	245,7	5,7	32,6	7,0 ⁿ	7,5 ⁿ			
ASIE											
Israël.....	Million de livres israéliennes	17 946,0	57 420,0	17 387,7	31,3	103,2	5,0	2,1			
Japon.....	Milliard de yen	1 002,7	129 703,3	43 568,7	0,8	2,3	1,4				
EUROPE											
Allemagne (République fédérale d')..	Milliard de deutsche mark	30,0	991,1	224,5	3,0	13,4	...	...			
Autriche.....	Milliard de schillings	6,3	600,4	165,3	1,0	3,8	3,7	0,2			
Belgique.....	Milliard de francs	53,6	2 047,7	448,7	2,6	11,9	7,0	0,9			
Danemark ^b	Million de couronnes	3 327,7	164 941,3	36 881,0	2,0	9,0	3,9	3,1			
Espagne ^b	Million de pesetas	69,2	4 160,0	989,7	1,7	7,0	1,8	...			
Finlande.....	Million de marks	1 186,3	82 981,0	24 039,3	1,4	4,9	4,5	2,3			
France.....	Milliard de francs	38,9	1 276,7	306,7	3,0	12,7	...	...			
Grèce.....	Milliard de drachmes	22,6	477,0	122,0	4,7	18,5	1,8	1,0			
Irlande ^b	Million de livres	34,0	2 581,7	620,9	1,3	5,5	4,5	2,9			
Italie.....	Milliard de lire	2 129,7	97 913,3	21 264,7	2,2	10,0	3,7	0,2 ^d			
Luxembourg.....	Million de francs	704,6	79 513,3	22 194,0	0,9	3,2	4,2	...			
Norvège.....	Million de couronnes	4 179,0	129 426,3	41 967,3	3,2	10,0	3,6	0,6			
Pays-Bas.....	Million de florins	6 372,3	186 860,0	41 170,0	3,4	15,5	7,8	0,3			
Portugal ^b	Milliard d'escudos	17,3	283,2	56,4	6,1	30,7	2,0	...			
Royaume-Uni.....	Million de livres	4 253,7	85 448,3	17 086,3	5,0	24,9	6,1	4,7			
Suède.....	Million de couronnes	8 294,0	252 543,7	54 195,0	3,3	15,3	3,9	1,4			
Suisse.....	Million de francs suisses	2 721,6	136 986,7	36 886,7	2,0	7,4	1,0	...			

BUDGET DES DÉPENSES MILITAIRES COMPARÉ À D'AUTRES STATISTIQUES (MOYENNES ANNUELLES, 1973-1975) [suite]

A. — Pays développés à économie de marché (suite)

Pays	Unité monétaire	3	4	5	6	7	8	9	Budget des dépenses militaires en pourcentage			
									Produit intérieur brut aux prix du marché	Investissement intérieur brut en capital fixe		
											De l'investissement intérieur brut en capital fixe	Dépenses du gouvernement central en pourcentage du PIB pour
1	2											
Océanie												
Australie.....	Million de dollars australiens	1 301,0	60 311,0	14 320,7	2,2	9,1	0,4	1,5				
Nouvelle-Zélande...	Million de dollars néo-zélandais	147,2	9 772,7	2 398,3	1,5	6,1	3,8	4,1				

B. — Pays en développement à économie de marché

AFRIQUE										
Côte d'Ivoire ^a	Milliard de francs CFA	5,6	492,6	102,9	1,1	5,4	...	...	...	...
Egypte ^b	Million de livres égyptiennes	...	3 678,7	502,3	...	...	5,2	1,7	...	...
Empire centrafricain ^a	Milliard de livres CFA	1,4	57,1	8,9	2,5	15,7	2,8	1,1	...	...
Ethiopie ^b	Million de birr	99,7	5 116,3	573,7	1,9	17,4	2,3	0,8	...	...
Gabon.....	Milliard de francs CFA	2,8	323,8	142,7	0,9	2,0	1,5	...	...	...
Ghana.....	Million de nouveaux cedis	61,6	4 482,3	390,9	1,4	15,8	3,7	1,5	...	...
Jamahiriya arabe libyenne ^a	Million de dinars	223,48	1 872,7	453,7	11,9	49,2	3,5	2,3 ^a	...	...
Kenya.....	Million de livres	15,1	1 006,6	206,9	1,5	7,3	4,9	1,6	...	...
Lesotho.....	Million de rands	...	75,1	10,6	...	...	4,4	1,7	...	...
Libéria.....	Million de dollars	4,0	702,7	134,7	0,6	3,0	2,3	1,2	...	...
Malawi.....	Million de kwachas	2,7	549,9	123,8	0,5	2,2	2,1	1,0	...	...
Maurice.....	Million de roupies	34,5	2 828,0	789,3	1,2	4,4	2,3	...	...	...
Nigéria ^b	Million de nairas	454,4	10 523,9	1 942,0	4,3	23,4	...	...	...	...
République-Unie de Tanzanie.....	Million de shillings tanzaniens	434,1	15 854,0	3 121,7	2,7	13,9	3,5	1,9	...	...
Rhodésie du Sud.....	Million de dollars rhodésiens	37,5	1 766,0	361,9	2,1	10,4	3,4	1,5	...	...
Rwanda.....	Million de francs rwandais	782,4	25 542,3	2 618,3	3,1	29,9	3,9	...	...	...
Sénégal.....	Milliard de francs CFA	5,5	293,0	48,0	1,9	11,5	3,4	1,3	...	...
Soudan ^b	Million de livres soudanaises	38,5	1 217,9	149,9	3,2	25,7	0,9	0,6	...	...
Togo.....	Million de francs CFA	1 606,6	114 500,0	24 600,0	1,4	6,5	2,5	0,9	...	...

ANTILLES ET AMÉRIQUE DU SUD

Argentine ^b	5,3	360,5	71,5	1,5	7,4	...	...
Bolivie.....	748,6	33 951,7	4 519,3	2,2	16,6	3,7	1,2 ^h
Bresil ^c	8 453,6	370 188,0	82 241,7	2,3	10,3	0,6	0,1
Chili ^c	18,2	569,2	69,2	3,2	26,3	3,9	...
Colombie.....	3 150,8	330 467,7	60 787,7	1,0	5,2	2,1	0,9
Costa Rica.....	75,5	13 282,3	3 026,0	0,6	2,5	5,3	0,9
El Salvador ^b	44,5	3 381,7	561,1	1,3	7,9	3,2	1,3
Equateur ^c	933,0	46 405,0	9 595,0	2,0	9,7	3,3	0,3
Guatemala.....	28,8	3 105,7	467,7	0,9	6,2	...	...
Guyane ^c	19,9 ⁱ	602,3	122,0	3,3	16,3	4,7	2,2
Haiti ^b	39,5	3 034,7	276,0	1,3	14,3	0,6	0,7
Honduras ^b	32,0	1 814,0	324,0	1,8	9,9	3,1	1,1
Jamaïque ^c	12,0	1 709,1	471,8	0,7	2,5	4,8 ^h	2,0
Mexique ^c	3,7	528,1	104,8	0,7	3,5	...	...
Nicaragua.....	150,9	9 659,0	2 145,7	1,6	7,0	2,4	...
Panama ^b	2,2	1 535,0	405,1	0,1	0,5	5,1	...
Paraguay.....	2 616,9	161 298,0	30 283,7	1,6	8,6	1,3	0,3
Pérou ^c	9,9	305,0	39,7	3,3	24,9	4,1	1,1
République Dominicaine ^b	39,5	2 410,5	522,7	1,6	7,6	1,8	0,9
Trinité-et-Tobago ^b	8,3	3 012,3	640,0	0,3	1,3	3,0	1,8
Venezuela.....	1 906,0	109 303,3	23 717,0	1,7	8,0	3,7	2,3

ASIE

Arabie Saoudite ^b	3 363,0	91 705,3	9 703,7	3,7	34,7	1,8	...
Bangladesh.....	446,4	97 143,7	10 232,7	0,5	4,4	0,7	0,2
Birmanie ^c	593,2	10 772,0	1 184,0	5,5	50,1	2,6	1,0
Chypre.....	6,0	296,3	63,8	2,0	9,4	...	...
Inde ^b	16,2	577,3	90,2	2,8	18,0	1,8	0,7
Indonésie.....	12,0	9 907,7	1 825,7	0,1	0,7	0,3	...
Irak ^b	173,8	2 172,4	345,9	8,0	50,2	3,4	0,8
Iran ^b	93,6	2 093,0	404,6	4,5	23,1	...	...
Jordanie.....	49,3 ⁱ	322,5	72,5	15,3	68,0	3,2	1,3 ^h
Koweït ^b	63,9	2 301,0	154,3	2,8	41,4	3,0	...
Liban ^c	145,3	5 543,3	1 075,7	2,6	13,5	2,8	0,5
Malaisie.....	815,7	20 744,3	5 085,7	3,9	16,0	5,3	1,7
Népal.....	91,3	13 154,0	...	0,7	...	...	...
Oman ^b	61,7	292,9	...	21,1	...	...	...
Pakistan ^b	4 372,0	87 235,0	11 072,3	5,0	39,5	...	...
Philippines.....	1 908,4	94 869,3	21 705,7	2,0	8,8	1,9	...

BUDGET DES DÉPENSES MILITAIRES COMPARÉ À D'AUTRES STATISTIQUES (MOYENNES ANNUELLES, 1973-1975) [suite]
B. — Pays en développement à économie de marché (suite)

Pays	Budget des dépenses militaires en pourcentage										L'éducation	La santé
	1	2	3	4	5	6	7	8	9			
ASIE (suite)												
République arabe syrienneb.....		Million de livres syriennes	1 289,71	10 927,3	2 217,3	11,8	58,2		3,2	0,3 ^h		
République de Coréei.....		Milliard de won	181,4	4 939,0	1 169,0	3,7	15,5		2,4	0,1		
Singapour.....		Million de dollars de Singapour	616,3	12 069,6	4 418,1	5,1	13,9		2,5	...		
Sri Lanka.....		Million de roupies	169,0	20 930,0	3 075,0	0,8	5,5		3,1	1,7		
Thaïlande.....		Million de bahts	7 114,3	259 101,0	57 165,0	2,7	12,4		3,1	0,5		
Turquie.....		Milliard de livres turques	8,7	232,1	40,4	3,7	21,5		2,9	0,8 ^h		
Yémeni.....		Million de rials yéménites	136,41	3 709,7	384,3	3,7	35,5		0,7			
OCÉANIE												
Fidji.....		Million de dollars fidjiens	0,7	349,9	64,3	0,2	1,1		2,9	1,6		

C. — Pays à économie planifiée

Pays	Unité monétaire	Budget des dépenses militaires en pourcentage					Dépenses du gouvernement central en pourcentage du PNB pour		
		3	4	5	6	7	L'éducation	La santé	9
1	2	Budget de dépenses militaires	Produit matériel net	Formation nette de capital fixe	Du produit matériel net	De la formation nette de capital fixe	8	9	
Bulgarie ^a	Million de leva	968,3	10 726,7	1 700,3	9,0	57,0	17,8 ^h	3,3 ^h	
Hongrie ^b	Milliard de forints	9,8	347,8	70,1	2,8	14,0	3,9	3,9	
Pologne.....	Milliard de zlotych	43,9	1 210,4	354,9	3,6	12,4	5,3	...	
Roumanie.....	Million de lei	8 764,00		...	...	...	...	...	
Tchécoslovaquie....	Milliard de couronnes	18,3	382,2	73,3	4,8	25,0	...	...	
Union des Républiques socialistes soviétiques.....	Milliard de roubles	17,7	351,5	61,1	5,0	29,0	8,9	3,1	
Yougoslavie ^c	Milliard de dinars	15,6	319,7 ^m	92,3 ^m	4,9	16,9	0,8	0,9 ^h	

a Y compris la Namibie.

b Les données se rapportent à la moyenne de 1972-1974.

c Les données ne portent que sur 1972.

d Y compris le travail de la sécurité sociale.

e Les données se rapportent à la moyenne de 1970-1971.

f Les données se rapportent à la moyenne de 1971-1973.

g Y compris les dépenses se rapportant à l'ensemble des services publics.

h Y compris la sécurité sociale.

i Les données ne portent que sur 1973.

j Y compris la loi et le maintien de l'ordre.

k Les données se rapportent à la moyenne de 1970-1972.

l Produit matériel brut.

m Formation brute de capital fixe.

n Y compris les dépenses à tous les niveaux du gouvernement et les dépenses d'institutions privées.

Annexe III

BIBLIOGRAPHIE

Publications des Nations Unies traitant du désarmement et de questions connexes

- Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, A/8469/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.IX.16).
- Désarmement et développement, ST/ESA/174 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.IX.1).
- Conséquences économiques et sociales du désarmement, E/5393/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : 62.IX.1).
- Réduction de 10 p. 100 du budget militaire des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et utilisation d'une partie des fonds ainsi libérés pour l'aide aux pays en développement, A/9770/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.I.10).
- Réduction des budgets militaires. Mesure et publication internationale des dépenses militaires, A/31222/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.I.6).
- Effets de l'utilisation éventuelle des armes nucléaires et incidences que pourraient avoir pour les Etats, tant sur le plan économique que sur celui de leur sécurité, l'acquisition et le perfectionnement de ces armes, A/6858 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.IX.1).
- Les armes chimiques et bactériologiques (biologiques) et les effets de leur utilisation éventuelle, A/7575/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.69.I.24).
- Le napalm et les autres armes incendiaires et tous les aspects de leur emploi éventuel, A/8803/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.I.3).
- Les Nations Unies et le désarmement, 1970-1975 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IX.1).

Publications périodiques

- Stockholm International Peace Research Institute. *World Armaments and Disarmament, SIPRI Yearbook, 1977*. Stockholm, Almqvist et Wiskell, 1977.
- International Institute of Strategic Studies. *The Military Balance 1976-1977*. Londres, 1976.
- United States Arms Control and Disarmament Agency. *World military expenditures and arms transfers, 1966-1975*. Washington, D.C. 1976.
- United States Arms Control and Disarmament Agency, *Arms Control Report*. Washington, D.C., 1976.
- Sivard, Ruth Leger. *World military and social expenditures, 1977*. Leesborg, Virginia, WMSE Publications, 1977. 32 p.

Autres publications

- Albrecht, Ulrich. *Armaments and Inflation. Instant Research on Peace and Violence*, n° 3, 1974.
- Albrecht, Ulrich, Dieter Ernst, Peter Lock u. Herbert Wulf. *Rüstung and Unterentwicklung*, Hambourg, Rowohlt, 1976. 245 p.
- Allison, G. T. "Questions about the Arms Race. Who's Racing Whom? The Case of MIRV", *European Security, Disarmament and other Problems*, Proceedings of the Twenty-third Pugwash Conference on Science and World Affairs (Aulanko, Finlande, 1973), p. 194 et suiv.

- Anderson, Marian. *The Empty Pork Barrel*. Public Interest Research Group in Michigan. 1975.
- Andreyev, V. "Military budgets and disarmament". *International Affairs* (Moscou) : 32-41, décembre 1976.
- Becker, Abraham S. and Bengt-Christer Ysander. "International limitations of military expenditures : issues and problems; a report". Santa Monica, California, Rand Corporation, 1976. xiii, 77 p.
- Benoit, Emile. *Defense and Economic Growth in Developing Countries*. Lexington, Mass., Lexington Books, 1973. 326 p.
- Bredow, W. von, ed. : *Symposium on Economic and Social Aspects of Disarmament (Berlin-Est), 1973; contributions des pays d'Europe de l'Est et d'Europe de l'Ouest*. Vienne, International Institute for Peace, 1974.
- Carlton, D., ed. *The Dynamics of the Arms Race*. Londres, Croom Helm, 1975.
- Dépenses militaires et développement – des milliards à sauver. Economie des pays arabes* (Beyrouth) 20:16-19, mai 1977.
- Dolgu, Gh. "Cheltuielile militare ca element destabilizator al economiei capitaliste". *Probleme economice* (Bucuresti) 26:45-52, mai 1973.
- Dolgu, Gh. "Economia si Inamnarile". Bucurest, Editura Politica, 1974, 226 p.
- Dresch, S.P. *Disarmament : Economic Consequences and Development Potential*. New Haven, Connecticut, Yale University, 1972.
- Faramazin, R. A. *USA: Militarism and the Economy*. Moscou, Progress Publishers, 1974. 271 p.
- Feld, Bernard T. "The Charade of Peaceful Arms Limitation". *Bulletin of the Atomic Scientists*, janvier 1975.
- Forsberg, Randall. *Resources Devoted to Military Research and Development*. Stockholm, Stockholm International Peace Research Institute, Almqvist et Wiksell, 1972.
- Gelb, Leslie H. "Arms Sales". *Foreign Policy* (New York) 25:3-23, hiver 1976-77.
- Glagolev, I. "Disarmament and Economic Development". *International Affairs*. (Moscou) : 96-104, mai 1976.
- Gottheil, Fred M. "An Economic Assessment of the Military Burden in the Middle East". *Journal of Conflict Resolution* (Ann Arbor, Michigan), vol. 18, n° 3, sept. 1974, p. 502-513.
- Huisken, Ronald H. "The Consumption of Raw Materials for Military Purposes". *Ambio*, vol. 4, n° 5-6.
- Huisken, Ronald. "Naval Forces". *Ocean Yearbook*. University of Chicago Press, 1977 (à paraître).
- Kaldor, Mary. *European Defence Industries – National and International Implications*. Monographies de l'Institut for the Study of International Organization, première série, n° 8, University of Sussex, Brighton, Angleterre, 1972.
- Kennedy, Gavin. *The Economics of Defence*. Londres, Faber and Faber, 1975. 251 p.
- Klare, Michael T. "The political economy of arms sales". *Bulletin of the Atomic Scientists* (Chicago) 32:11-18, novembre 1976.
- Legay, J. M. *Social and economic aspects of disarmament; the economic burden of the arms race and the problems of scientific workers*. *Scientific world* (Londres) 19:19-24, 1975, n° 3-4.
- Leitenberg, Milton. "The Conversion Potential of Military Research and Development Expenditures". *Bulletin of Peace Proposals* (Oslo) : 73-87, 1974, n° 1.
- Leitenberg, Milton. "Notes on the diversion of resources for military purposes in developing nations". *Journal of Peace Research* (Oslo) 13:111-116, 1976, n° 2.
- Long, Franklin and George Rathjens eds. : *Arms, Defense Policy and Arms Control*. Special issue of *Daedalus*, Boston, Mass., été 1975.
- Melman, Seymour. *The permanent war economy, American capitalism in decline*. New York, Simon et Schuster, 1976, 384 p.
- Migolatyev, A. "The military-industrial complex and the arms race". *International Affairs* (Moscou) : 63-71, novembre 1975.
- Myrdal, Alva. *The Game of Disarmament*. New York, Pantheon, 1976, 397 p.

- Repnitskii, V. "Scramble on the Arms Market". *International Affairs* (Moscou) : 47-53, mars 1968.
- Rothschild, Kurt W. "Military Expenditure, Exports and Growth". *Kyklos*, 1973, p. 804-813.
- Thee, Marek ed. *Armaments and Disarmament in the Nuclear Age – A Handbook*. Stockholm, Stockholm International Peace Research Institute, Almqvist et Wiksell, 1976.
- Tsipis, Kosta. *Offensive Missiles*. Stockholm, Stockholm International Peace Research Institute, Almqvist et Wiksell, 1974.
- Vilmar, Fritz. *Rüstung und Abrüstung im Spätkapitalismus. Eine sozio-ökonomische Analyse des Militarismus*. Hambourg, Rowohlt, 6. überarbeitete und aktualisierte Ausgabe, 1973.
- Watanabe, T. "Economic aspects of armament". Document présenté au Colloque de Kyoto, août-septembre 1975. *Pugwash Newsletter* (Londres), vol. 13, octobre 1975.
- Weidenbaum, M. L. *The Economics of Peacetime Defense*. New York, Praeger, 1974.
- Yarmolinsky, Adam. *The Military Establishment; its Impact on American Society*. New York, Harper and Row, 1971. 434 p.

Printed in U.S.A.
35114–March 1978–20,500

Price: \$U.S. 6.00
(or equivalent in
other currencies)

United Nations publication
Sales No.: F.78.IX.I
A/32/88/Rev.1